

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 septembre 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 28th, 1957

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several-times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12380-57)

Arlequin-Aux Deux Masques, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1957, constituant en corporation: Oscar Bourgon, manufacturier, tavernier, René Cousineau, administrateur, et Jean-Roch Lefebvre, vendeur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes et restaurateurs; exploiter une agence de théâtres; présenter au public, des films, des spectacles musicaux et dramatiques de même que des exhibitions et divertissements de toutes sortes, sous le nom de "Arlequin-Aux Deux Masques, Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 12380-57)

Arlequin-Aux Deux Masques, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1957, incorporating: Oscar Bourgon, manufacturer, tavern-keeper, René Cousineau, administrator, and Jean-Roch Lefebvre, salesman, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keeper, tavern-keeper, inn-keepers and restaurant-keepers; to operate a theatre agency; to present to the public, films, musical and dramatic plays as well as exhibitions and distractions of all kinds, under the name of "Arlequin-Aux Deux Masques, Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of a $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12665-57)

Drummondville Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1957, constituant en corporation: Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, Vincent de Paul Garneau, tous deux avocats, Gérard Dumesnil, préposé aux terrains, tous trois de Montréal, Joseph-Édouard Alcibiade Lamoureux, préposé aux terrains, de St-Jean et Robert Lannegrace, assistant-secrétaire, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Drummondville Realties Ltd.", avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12659-57)

Franco-Italia Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1957, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, tous deux avocats, et Adrienne Stark, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises sèches, textiles, coutellerie, accessoires de ménage, quincaillerie, marchandises en cuir, bibelots, menus articles, nouveautés, marchandises de sport, articles vestimentaires, bonneterie, chaussures, articles de fumeurs et de toilette, sous le nom de "Franco-Italia Textiles Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12088-57)

Gentilly Rendering Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juillet 1957, constituant en corporation: Jean Demers, industriel, de Gentilly, Jean-Berchmans Bélanger et Paul-Henri Lafleur, tous deux comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits chimiques, ciments, minéraux, superphosphates, savons, engrais et autres produits semblables, sous le nom de "Gentilly Rendering Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 400 actions ordinaires et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12665-57)

Drummondville Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1957, incorporating: Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, Vincent de Paul Garneau, both advocate, Gérard Dumesnil, property field man, all three of Montreal, Joseph-Édouard-Alcibiade Lamoureux, property field man, of St. Jean, and Robert Lannegrace, secretarial assistant, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Drummondville Realties Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value and the amount with which the company will commence its operations will be $10,000.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12659-57)

Franco-Italia Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August 1957, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, both advocates, and Adrienne Stark, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, textiles, cutlery, household appliances, hardware, leather goods, notions, smallwares, novelties, sporting goods, wearing apparel, hosiery, footwear, smoking sundries and toilet articles, under the name of "Franco-Italia Textiles Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12088-57)

Gentilly Rendering Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1957, incorporating: Jean Demers, industrialist, of Gentilly, Jean-Berchmans Bélanger and Paul-Henri Lafleur, both accountants, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in chemical products, ciment, minerals, superphosphates, soaps, fertilizers and other similar procuts, under the name of "Gentilly Rendering Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 400 common shares and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12549-57)

Glickwin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, tous deux avocats, Lewis J. Manolson, comptable agréé, et Iown Lanteigne, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Glickwin Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires, catégorie "A", d'une valeur au pair de $10 chacune, 500 actions, catégorie "B", d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12570-57)

Heron Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1957, constituant en corporation: Claude Ducharme, d'Outremont, Guy Desjardins de St-Laurent, tous deux avocats, Marthe Mongeau et Micheline Loiseau, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Heron Enterprises Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5925 avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12466-57)

H. Wallis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, Albert Isidore Goodstone, tous deux de Montréal, et Emmanuel Cooke, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, textiles, vannerie et marchandises en cuir, sous le nom de "H. Wallis Inc.", avec un

The head office of the company will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12549-57)

Glickwin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, both advocates, Lewis J. Manolson, chartered accountant, and Iown Lanteigne, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Glickwin Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares class "A" of a par value of $10 each, 500 shares class "B" of a par value of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12570-57)

Heron Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1957, incorporating: Claude Ducharme, of Outremont, Guy Desjardins, of St. Laurent, both advocates, Marthe Mongeau and Micheline Loiseau, both secretaries, spinsters of age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Heron Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5925 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy-Attorney General.

(A.G. 12466-57)

H. Wallis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: Hilliard Ginsberg, Albert Isidore Goodstone, both of Montreal, and Emmanuel Cooke, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, textiles, basketware and leather goods, under the name of "H. Wallis Inc.", with a total capital

capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 417 rue St-Pierre, suite 67, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12596-57)

Imperial Metal & Waste Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1957, constituant en corporation: Claude Ducharme, avocat, Antoinette Leleu, secrétaire, fille majeure, tous deux d'Outremont, Guy Desjardins, avocat, de St-Laurent, et Marthe Mongeau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de métal ferreux et non-ferreux, caoutchouc, papier, cuir, tissus, nylon, textiles, plastique, fourrure, verre et sous-produits d'iceux, produits minéraux et chimiques; et celui de marchands de ferrailles, sous le nom de "Imperial Metal & Waste Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12152-57)

Les Loisirs St-Gérard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1957, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Marc Brais, marchand, Roger Gaudette, contremaître, et Georges Brault, agent d'assurances, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif; promouvoir le sport et la culture physique en général et en particulier tous jeux d'équipe, sous le nom de "Les Loisirs St-Gérard Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens mobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 356, rue Lebeau, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12258-57)

Le Théâtre International de Montréal
Montreal International Theatre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of he company will be at 417 St. Peter Street, suite 67, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12596-57)

Imperial Metal & Waste Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1957, incorporating: Claude Ducharme, advocate, Antoinette Leleu, secretary, spinster, both of Outremont, Guy Desjardins, advocate, of St. Laurent, and Marthe Mongeau, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise, made, in whole or in part, of ferrous or non-ferrous metal, rubber, paper, leather, fabrics, nylon, textiles, plastic, fur, glass and by-products of same, mineral and chemical products; to carry on business as scrap dealers, under the name of "Imperial Metal & Waste Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12152-57)

Les Loisirs St-Gérard Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Marc Brais, merchant, Roger Gaudette, foreman, and Georges Brault, insurance agent, all three of St. Jean, for the following purposes:

To form and direct a sports club; to promote sport and physical culture in general and especially all teamwork games, under the name of "Les Loisirs St-Gérard Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 356 Lebeau St., St-John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12258-57)

Le Théâtre International de Montréal
Montreal International Theatre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1957, constituant en corporation sans capital-actions: John Bishop, Jean-André Desjardins, avocats, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, clercs, Clifford George Meek, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, tous six de Montréal, Peter Desmond Walsh, Joan Clark, avocats, William Patrick Creagh, clerc, tous trois de la Ville de Mont-Royal, John Angus Ogilvy, avocat, de la Ville de Léry, Ernest William Mockridge, gérant, David Henry Holland, avocat, tous deux de St-Lambert, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de la Ville de Brucy, André Guertin, de Verdun, et James Stafford, de Beloeil, tous deux clercs, pour les objets suivants:

Exploiter des théâtres; présenter au public des films cinématographiques, des spectacles musicaux, dramatiques et artistiques de même que des représentations et divertissements de toutes sortes, sous le nom de "Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Theatre".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1957

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12606-57)

L. G. Beaubien Cie
L. G. Beaubien Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1957, constituant en corporation: Jean D. Herdt, Andrew S. Beaubien, tous deux de Montréal, Roland Giroux, de Dorval, Gerald G. Ryan, de Westmount, et Alexandre Brodeur, de la Ville de Hampstead, tous agents de change, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents de change, courtiers en valeurs mobilières et compagnie de placements, sous le nom de "L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co.", avec un capital total de $2,131,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 30,000 actions spéciales d'une valeur au pair de $1 chacune, rachetables 10,000 actions limités au dividende limité à 4% et d'une valeur au pair de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées rachetables au dividende privilégié cumulatif de 6% d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12653-57)

Noranda Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1957, constituant en corporation: Gerald Ryan, avocat, de Noranda, Marie-Marthe Turpin et Denise Corriveau, toutes deux secrétaires, de Rouyn, pour les objets suivants:

of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August 1957, to incorporate as a corporation without share capital: John Bishop, Jean André Desjardins, advocates, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, clerks, Clifford George Meek, Guy Ambrose Miller, book-keepers, all six of Montreal, Peter Desmond Walsh, Joan Clark, advocates, William Patrick Creagh, clerk, all three of the town of Mount Royal, John Angus Ogilvy, advocate, of the town of Léry, Ernest William Mockridge, manager, David Henry Holland, advocate, both of St. Lambert, Cecil Bruce Cooke, secretary, of the town of Brucy, André Guertin, of Verdun, and James Harold Stafford, of Beloeil, both clerks, for the following purposes:

Operate theaters; present cinematographic films to the public as well as musical, dramatic and artistic performances, shows and entertainment of all kinds, under the name of "Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Theatre".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12606-57)

L. G. Beaubien Cie
L. G. Beaubien Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1957, incorporating: Jean D. Herdt, Andrew S. Beaubien, both of Montreal, Roland Giroux, of Dorval, Gerald G. Ryan, of Westmount, and Alexandre Brodeur, of the town of Hampstead, all exchange agents, for the following purposes:

To carry on as exchange agents, brokers in real estate and investment companies, under the name of "L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co.", with a total capital stock of $2,131,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 30,000 special shares of a par value of $1 each, redeemable, 10,000 shares limited to a dividend limited to 4% and of a par value of $10 each and into 20,000 preferred shares redeemable to the preferred cumulative dividend of 6% of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12653-57)

Noranda Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1957, incorporating: Gerald Ryan, advocate, of Noranda, Marie-Marthe Turpin and Denise Corriveau, both secretaries, of Rouyn, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et des marchandises, sous le nom de "Noranda Transport Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12661-57)

Price Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1957, constituant en corporation: John Anthony Nolan, de St-Laurent, John R. Hannan, de Montréal, et Ernest E. Saunders, de Pointe Claire, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Price Agencies Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ayant une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12594-57)

Robal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1957, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, John Brooke Claxton, tous deux avocats, et Mary Griffiths, teneuse de livres, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme constructeurs et entrepreneurs, garagistes, quincailliers; fabriquer et faire le commerce de bateaux et automobiles et celui qui consiste à transporter des passagers, sous le nom de "Robal Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12434-57)

Rollmaster Screen Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze août 1957, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, de Westmount, Lawrence George McDougall, de Ville Mont-Royal, Kathryn Harris Mason, de Montréal, James Walter Hemens, de Pointe Claire, William Alston Campbell, de Montréal-Ouest, et Rupert

To carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "Noranda Transport Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $50 each and into 500 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12661-57)

Price Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1957, incorporating: John Anthony Nolan, of St. Laurent, John R. Hannan, of Montreal, and Ernest E. Saunders, of Pointe Claire, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, under the name of "Price Agencies Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12594-57)

Robal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1957, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, John Brooke Claxton, both advocates, and Mary Griffiths, book-keeper, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, garage keepers and ironmongers; to manufacture and deal in boats and automobiles; to carry on the business of transporting passengers, under the name of "Robal Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Knowlton, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12434-57)

Rollmaster Screen Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1957, incorporating: James Brendan O'Connor, of Westmount, Lawrence George McDougall, of the town of Mount Royal, Kathryn Harris Mason, of Montreal, James Walter Hemens, of Pointe Claire, William Alston Campbell, of Montreal west, and Rupert

Charles Thomas Harris, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de fenêtres et portes moustiquaires, châssis, cadres, serrures, quincaillerie, pièces constituantes et accessoires, sous le nom de "Rollmaster Screen Corporation", avec un capital total de $225,000, divisé en 5,000 actions privilégiées, première catégorie, de $5 chacune, 20,000 actions, deuxième catégorie, de $5 chacune et 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12613-57)

Shooner & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1957, constituant en corporation: Lucien Shooner, comptable agréé, de Québec, Paul Shooner, gérant des ventes, et Gabrielle Desmarais, gérante de bureau, tous deux de Pierreville, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de magasin général, sous le nom de "Shooner & Cie Ltée", avec un capital total de $105,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12471-57)

Systcoms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1957, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, de Montréal, Jacques Cantin, de St-Lambert, et Bernard Ranger, de Valois, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Systcoms Inc.", avec un capital-actions divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12658-57)

Tru-Grip Tire Repair Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1957, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Leo Rosentzveig et Stanley

Charles Thomas Harris, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in window and door screens, sash, frames, locks, hardware, components and accessories, under the name of "Rollmaster Screen Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 5,000 preferred shares of $5 each, 20,000 second prererred shares of $5 each and into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12613-57)

Shooner & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1957, incorporating: Lucien Schooner, chartered accountant, of Quebec, Paul Schooner, sales manager, and Gabrielle Desmarais, office manager, both of Pierreville, for the following purposes:

To operate as a general store, under the name of "Shooner & Cie Ltée", with a total capital stock of $105,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pierreville, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12471-57)

Systcoms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1957, incorporating: Pierre Dessaulles, of Montreal, Jacques Cantin, of St. Lambert, and Bernard Ranger, of Valois, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Systcoms Inc.", with a capital stock divided into 100,000 shares of a par value of $1 each and into 1,000 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12658-57)

Tru-Grip Tire Repair Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1957, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Leo Rosentzveig and Stanley Taviss,

Taviss, tous deux avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, pneus, chambres à air et toutes sortes de marchandises en caoutchouc; et celui de garagistes, sous le nom de "Tru-Grip Tire Repair Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885 P. FRENETTE.

(P.G. 12567-57)

Vaugeois & Fils Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1957, constituant en corporation: Joseph-N. Vaugeois, garagiste, Mme Joseph Vaugeois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Vaugeois, et Marcel Ampleman, comptable, tous du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises, sous le nom de "Vaugeois & Fils Automobile Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiees d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 189, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12568-57)

Yves Germain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1957, constituant en corporation: Yves Germain, industriel, de Ste-Foy, Jean-Paul Marcoux, comptable, et Laurent-P. Bolduc, avocat, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en construction, entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, quincailliers, foreurs et chercheurs de mines; exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, d'articles en métal et de substances plastiques, sous le nom de "Yves Germain Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

both advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles, tires, tubes and any kind of rubber goods; to carry on business as garage keepers, under the name of "Tru-Grip Tire Repair Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12567-57)

Vaugeois & Fils Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1957, incorporating: Joseph N. Vaugeois, garage-keeper, Mrs. Joseph Vaugeois, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Vaugeois, and Marcel Ampleman, accountant, all of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers; to carry on a business of transportation for passengers and merchandise, under the name of "Vaugeois & Fils Automobile Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 189 Fusey St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12568-57)

Yves Germain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1957, incorporating: Yves Germain, industrialist, of Ste-Foy, Jean-Paul Marcoux, accountant, and Laurent P. Bolduc, advocate, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving and construction work, contractors in plumbing, heating and refrigeration, hardware, driller and mine-seeker; to carry on the business and industry dealing in lumber and wood products, of articles in metal and plastic substances, under the name of "Yves Germain Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11875-57)

Baby Bear Shoe Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze août 1957, à la compagnie "Baby Bear Shoe Company Limited", augmentant son capital de $40,000 à $150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions ordinaires de $100 et en 500 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 11830-57)

Canada Envelope Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize août 1957, à la compagnie "The Canada Envelope Company", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi corporative des compagnies à fonds social, par lettres patentes en date du 26 avril 1900, et par lettres patentes supplémentaires en date, respectivement, du 13 décembre 1907, du 13 février 1929 et du 6 juin 1957, changeant son nom en celui de "Canada Envelope Company".

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12231-57)

Gardash Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf août 1957, à la compagnie "Gardash Development Corp.", 1° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre; 2° subdivisant ses 200 actions communes de $5 chacune en 1,000 actions communes de $1; 3° augmentant son capital de $1,000 à $41,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions communes de $1 et en 25,000 actions privilégiées de $1; 4° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 11604-57)

Hôpital Notre-Dame du Perpétuel Secours

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf août 1957, à la corporation "Hôpital St-Jude", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec par lettres

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11875-57)

Baby Bear Shoe Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August fourteenth, 1957, to the company "Baby Bear Shoe Company Limited", increasing its capital stock from $40,000 to $150,000: the additional capital stock being divided into 600 common shares of $100 and into 500 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11830-57)

Canada Envelope Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August sixteenth, 1957, to the company "The Canada Envelope Company", incorporated under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, by letters patent dated April 26, 1900, and by supplementary letters patent dated respectively from December 13, 1907, from February 13, 1929 and from June 6, 1957, changing its name into that of "Canada Envelope Company".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12231-57)

Gardash Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August ninth, 1957, to the company "Gardash Development Corp.", 1. increasing the number of its directors from three to four; 2. subdividing its 200 common shares of $5 each into 1,000 common shares of $1; 3. increasing its capital stock from $1,000 to $41,000: the additional capital stock being divided into 15,000 common shares of $1 and into 25,000 preferred shares of $1; 4. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11604-57)

Hôpital Notre-Dame du Perpétuel Secours

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August ninth, 1957, to the corporation "Hôpital St-Jude", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 23, 1954, changing

patentes en date du 23 juin 1954, changeant son nom en celui de "Hôpital Notre-Dame du Perpétuel Secours".

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

its name into that of "Hôpital Notre-Dame du Perpétuel Secours".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13414-56)

Joint Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze août 1957, à la compagnie "Joint Investment Corporation", 1. augmentant son capital de $40,000 à $300,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 23,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2. étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(A.G. 13414-56)

Joint Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August fifteenth, 1957, to the company "Joint Investment Corporation", 1. increasing its capital stock from $40,000 to $300,000: the additional capital stock being divided into 3,000 common shares of $10 each and into 23,000 preferred shares of $10 each; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11806-57)

Matériel D'Imprimerie, Limitée
Printing Material, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf août 1957, à la compagnie "Matériel D'Imprimerie, Limitée — Printing Material, Limited", augmentant son capital de $49,900 à $250,000: le capital additionnel étant divisé en 501 actions ordinaires de $100 et en 150 actions privilégiées de $1,000.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(A.G. 11806-57)

Matériel D'Imprimerie, Limitée
Printing Material, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August 1957, to the company "Matériel D'Imprimerie, Limitée — Printing Material, Limited", increasing its capital stock from $49,900 to $250,000: the additional capital stock being divided into 501 common shares of $100 and into 150 preferred shares of $1,000.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 23 octobre 1957 et présentés avant le 4 décembre 1957, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 23 novembre 1957, et reçues avant le 28 novembre 1957 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 décembre 1957.

Québec, le 21 août 1957.
Le Greffier de l'Assemblée Législative,
ANTOINE LEMIEUX.
45693-35-11-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 23th, 1957 and introduced before December 4th, 1957; petitions for private bills shall be presented prior to November 23th, 1957 and received prior to November 28th., 1957, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 18th, 1957.

Quebec, August 21st, 1957.
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Legislative Assembly.
45693-35-11-o

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels s'adressera

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the National Mutual Benefit Association will petition the

à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la constitution en corporation d'une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, sous le nom en français, de "Aeterna-Vie", et sous le nom, en anglais, de "Aeterna-Life", ayant le pouvoir d'effectuer des opérations d'assurance et de réassurance de personnes; de faire des contrats d'annuité, de rente, de capitalisation; d'indemnisation de frais médicaux, chirurgicaux, d'hospitalisation et de tous autres frais du même genre; ainsi que le pouvoir d'acquérir l'actif et d'assumer le passif de l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels.

Les Procureurs de la requérante,
GAUTHIER, DANSEREAU
& HÉBERT.

45754-36-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Armin Feldmann, marchand, Baruch Werzberger, ministre, Robert Monheit, manufacturier, Mayer Pollack, fourreur, Sandor Grunwald, boulanger, Moric Treitel, marchand, Abraham Edelstein, manufacturier de broderie, Simon Reichman, marchand, Salamon Werzberger, ministre, Majse Zanger, ministre, Sochlem Waldman, marchand, David Grunfeld, boucher, Ernst Kremer, peintre, Mor Schwarc, tailleur, Aron Gluck, pourvoyeur, Leib Goldstein, épicier, Alexander Gellis, rembourreur, Armin Schonfeld, retraité, Hers Monheit, marchand, Hers Lipsitz, agent de voyage, tous des cité et district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse sous le nom de "Community Holy Association of United Congregations", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets promissoires et autres instruments négociables sous la signature de ses officiers ou autres qui peuvent être déterminés par son bureau de direction; conserver des régistres d'actes de statut civil, nlmmer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des régistres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à iceux, tous autres pouvoirs civile propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations de toute autre corporation similaire ou autre institution de même nature, avec le consentement de ladite corporation ou institution.

Montréal, le 27 mars 1957.

Le Procureur de la requérante,
LOUIS DINER C.R.

45737-36-4

Legislature of the Province of Quebec, at its next session, requesting that a mutual life assurance company be incorporated under the French name, of "Aeterna-Vie", and the English name of "Aeterna-Life", with powers to carry on the business of assurance and reassurance of the person; to make annuity, rent and capitalization contracts; to effect contracts of indemnity for hospital, medical, surgical expenses, or any other expenses of the same nature; as well as the powers to acquire the assets and assume the liabilities of the National Mutual Benefit Association.

GAUTHIER, DANSEREAU
& HÉBERT,
Attorneys for petitioner.

45754-36-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Armin Feldmann, merchant, Baruch Werzberger, minister, Robert Monheit, manufacturer, Mayer Pollack, furrier, Sandor Grunwald, baker, Moric Treitel, merchant, Abraham Edelstein, embroidery manufacturer, Simon Reichman, merchant, Salamon Werzberger, minister, Majse Zanger, minister, Sochlem Waldman, merchant, David Grunfeld, butcher, Ernst Kremer, painter, Mor Schwarc, tailor, Aron Gluck, caterer, Leib Goldstein, grocer, Alexander Gellis, upholsterer, Armin Schonfeld, retired, Hers Monheit, merchant, Hers Lipsitz, travel agent, all of the city and district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Community Holy Association of United Congregations", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synogogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetary or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, Chapter 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of any other similar corporation or other institution of a similar nature with the consent of the said corporation or institution.

Montreal, March 27th, 1957

LOUIS DINER, Q.C.,
Attorney for petitioner.

45737-36-4-o

Avis est donné que l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi qui confirme la validité des lettres-patentes supplémentaires de ladite compagnie relativement à la division de son capital autorisé additionnel de $500,000 en actions d'une valeur au pair de $25 chacune.

Les Procureurs de la requérante,
GAUTHIER, DANSEREAU
45738-36-4-o & HÉBERT.

Public notice is hereby given that the Canadian Union Insurance Company shall introduce at the Legislature of Quebec, at its next session, a private bill to confirm the validity of the supplementary letters-patent of the said company with respect to the division of its additional authorized capital of $500,000 in shares of a par value of $25 each.

GAUTHIER, DANSEREAU
& HÉBERT,
45738-36-4-o Attorneys for petitioner.

In re: SIMON DUMENCO

Avis est par les présentes donné que Simon Dumenco, orthodontiste, de la cité de Montréal, maintenant citoyen Canadien, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, dûment autorisé à cet effet par le bureau provincial de la Chirurgie Dentaire, pour obtenir l'autorisation d'exercer l'art dentaire, dès qu'il aura subi avec succès les examens requis.

Montréal, ce 4 septembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
NANTEL, MERCURE ET
45781-37-4-o SURPRENANT.

In re: SIMON DUMENCO

Notice is hereby given that Simon Dumenco, orthodontist, of the City of Montreal, being now Canadian citizen, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, duly authorized by the Provincial Board of Dental Surgery, to obtain the authorisation to practice the dentistry when he shall have passed the required examinations.

Montreal, this 4th day of September 1957.

NANTEL, MERCURE ET
SURPRENANT,
45781-37-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la ville de Huntingdon s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'obtention d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour porter à trois ans la durée du terme des Membres du Conseil et faire élire les échevins par rotation.

2° Autoriser le Conseil de Ville, sur simple résolution, à payer annuellement des frais de représentations au Maire et à chacun des échevins.

3° Restreindre le droit de vote aux locataires qui ont acquitté leurs taxes.

4° Diviser la ville en quartiers et élire un échevin par quartier.

5° Obtenir un pouvoir d'emprunt limité à $100,000.00 sans passer par referendum pour fins de travaux publics.

6° Obtenir plus amples pouvoirs relativement à la construction et au zonage.

7° Décréter la charge de gérant de ville avec ses pouvoirs et devoirs.

8° Imposer aux propriétaires riverains le coût de réparations des travaux de pavage, d'aqueduc, d'égouts et de trottoirs.

9° Obtenir du crédit pour fins industrielles.

10° Imposer comme taxe, par résolution, au maximum de 10% de la valeur locative annuelle.

11° Imposer et prélever sur tout habitant mâle et femelle qui n'est chargé d'aucune taxe, une taxe annuelle de $5.00.

Les Procureurs de la requérante,
45782-37-4-o MELOCHE & PERRON.

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Huntingdon will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act, for the following purposes:

1° Increase to three years the term of office of Members of the Council and elect aldermen in rotation.

2° Authorize the Town Council, by mere resolution, to cover annually the costs of entertainment for the Mayor and each of the aldermen.

3. Limit the right to vote to tenants whose taxes are paid up.

4. Divide the Town into wards and elect an alderman per ward.

5. Obtain a borrowing power, not exceeding $100,000.00, without a referendum, for public works.

6. Obtain more ample powers respecting building and zoning.

7. Enact the post of Town Manager with the powers and duties attached thereto.

8. Impose on the riparian proprietors the sharing out of expenses for paving, waterworks, sewage operations and the building of sidewalks.

9. Obtain credit for industrial purposes.

10. Levy, by a resolution, a tax in the maximum amount of 10% of the annual rental value.

11. Levy and collect from each inhabitant, male or female, who is not charged with any taxation, an annual tax of $5.00.

MELOCHE & PERRON,
45782-37-4 Attorneys for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi afin d'organiser en corporation le Collège de Jonquière et de l'y doter des pouvoirs appropriés pour posséder et diriger ledit collège.

Québec, le 9 septembre 1957.

Le Procureur du Collège de Jonquière,
45811-37-4-o RENÉ BOUDREAULT.

Notice is hereby given that "Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée" will make application to the Legislature of the Province of Quebec at his nearest Session for the adoption of a law to constitute in corporation the Collège de Jonquière, with suitable powers to posses and manage the said collège.

Québec, septembre 9, 1957.

RENÉ BOUDREAULT,
45811-37-4-o Sollicitor Collège de Jonquière.

Avis public est, par les présentes, donné que Henry James Hummell, gérant des ventes, de la ville de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour changer son nom de famille de "Hummell" en celui de "Richstone", avec le même changement pour ses enfants nés et à naître.

Montréal, le 11 septembre, 1957.

Le Procureur du Pétitionnaire,

45812-37-4-o ALBERT LANGEVIN.

Public notice is hereby given that Henry James Hummell, sales manager, of the town of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the purpose of changing his surname "Hummell" to that of "Richstone", with the same change as regards his children, born or to be born.

Montreal, September 11th, 1957.

ALBERT LANGEVIN,

45812-37-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Commission scolaire de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° à imposer une taxe de vente de 1%, dans les limites de son territoire;

2° à obtenir un traitement pour les commissaires;

3° à annexer à son territoire une partie du territoire de la Commission scolaire de la paroisse St-Jean-Baptiste de Nicolet de façon à ce que ses limites territoriales soient les mêmes que celle de la ville de Nicolet;

4° pour toutes autres fins.

Nicolet, le 5 septembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,

45784-37-4-o ARMAND PROULX.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of Nicolet, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it:

1. to impose a tax of 1% for educational purposes;

2. to grant annually entertainment for the commissioners;

3. to annex a portion of territory of the School Commission of the Commission scolaire de la paroisse St-Jean-Baptiste de Nicolet, that portion being in the territory of the town of Nicolet;

4. and for all others purposes.

Nicolet, september 5th, 1957.

ARMAND PROULX,

45784-37-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Société Gazifère de Hull Incorporée s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Obtenir le pouvoir d'acquérir de gré à gré ou par expropriation tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction d'un pipe-line de transmission de gaz naturel dans le territoire suivant:

Cette partie de la Province de Québec bornée au sud par la rivière Ottawa, à l'ouest par le parallèle de longitude 78° ouest, au nord par le 47ième parallèle de latitude nord, à l'est par le parallèle de longitude 73° 45′ ouest.

Le coin sud-ouest dudit territoire étant situé au nord de la rivière Ottawa, à l'intersection de la longitude 78e ouest et de la latitude 46° 18′ nord à quelque deux milles à l'ouest de l'embouchure de la Rivière à l'Ours; le coin sud-est, à l'intersection de la longitude 73° 45′ ouest et de la latitude 45° 40′ nord au nord de la Rivière des Mille Iles, à trois milles au nord-est de Rosemère; le coin nord-ouest, à l'intresection du parallèle de longitude 78° et du parallèle de latitude 47° et le coin nord-est, à l'intersection du parallèle de lontitude 73° 45′ ouest et du parallèle de latitude 47° nord.

Et tout territoire qui pourrait plus tard être octroyé par la législature de Québec, moins le territoire déjà prévu dans le chapitre 157 des Statuts de la province de Québec, 4-5 Elizabeth II, 1955-1956, loi concernant la Corporation de Gaz naturel du Québec.

Québec, ce 29ième jour d'août 1957.

Les Procureurs de:

Société Gazifère de Hull Incorporée,

(S) NOËL, ALLEYN & RIOUX.

45739-38-4-o

Notice is hereby given that the Société Gazifère de Hull Incorporée shall request the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a Law for the following purposes:

1. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, all rights-of-way, servitudes and laads necessary for the construction of natural gas transmission pipe lines within the following territory.

That part of the Province of Quebec bounded to the south by the Ottawa River, to the west by the parallel of longitude 78° west, to the north by the 47° parallel of latitude north, to the east by the parallel of longitude 73° 45′ west.

The south-west corner of the said territory being situated to the north of the Ottawa River, at the intersection of the 78° longitude west and 46° 18′ latitude north, some two miles west of the mouth of Rivière à l'Ours; the south-east corner, at the intersection of 73° 45′ longitude west and 45° 40′ latitude north to the north of the Thousand Islands River, at three miles to the north-east of Rosemere; the north west corner, at the intersection of the parallel of longitude 78° and the parallel of latitude 47° and the north-east corner, at the intersection of the parallel of longitude 73° 45′ west and the parallel of latitude 47° north.

And all territory which may later be granted by the Quebec Legislature, minus the territory already provided for is chapter 157 of the Statutes of the Province of Quebec, 4-5 Elizabeth II, 1955-56, an act respecting the Quebec natural gas corporation.

Quebec, this 29th day of August, 1957.

(S) NOËL, ALLEYN & RIOUX,

Attorneys for:

Société Gazifère de Hull Incorporée.

45739-38-4-o

Avis public est par les présentes donné que les corporations municipales de la ville de St-

Public notice is hereby given that the Municipal Corporations of the city of St-Raymond and

Raymond et de la paroisse de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de leur territoire.

Québec, le 12 septembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
45851-38-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

AVIS

La Caisse Nationale d'Économie, société légalement constituée, compagnie d'assurance, ayant son principal bureau et place d'affaires au N° 41 ouest, rue St-Jacques à Montréal dans le district de Montréal, constituée en corporation en vertu de la loi 62, Victoria, chap. 93, cédule B, 3 Georges V, chap 93 amendée par 8 Georges V, chap. 121, 10 Georges V, chap 130, 11 Georges V, chap. 147, 12 Georges V, chap. 130, 4 Georges VI, chap. 124, 9 Georges VI, chap. 105, 11 Georges VI, chap. 133, 5 et 6 Élisabeth II, chap. 168, dûment autorisée à cette fin par résolution de son conseil d'administration, donne avis qu'elle s'adressera au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir que ladite loi 62 Victoria, chap. 93, cédule B, 3 Georges V, chap. 93 et tout ses amendements subséquents soient refondus en une seule loi.

Montréal, le 11 septembre 1957.

Les Procureurs de
La Caisse Nationale d'Économie,
GUY VANIER C.R.,
45849-38-4-o THERRIEN & CODERRE.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que la Communauté des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la constitution en corporation d'une École supérieure de musique sous le nom de "École Vincent d'Indy", avec pouvoirs de mettre à la disposition des jeunes filles un programme d'études supérieures, et par le moyen de hautes études spécialisées de conduire à la spécialisation professionnelle et artistique, de conférer des diplômes et certificats, d'exercer les pouvoirs, droits et privilèges des corporations, et spécialement d'acquérir et de posséder des biens immeubles, d'emprunter par émission d'obligations ou autrement, d'hypothéquer ses immeubles, de nantir ses biens meubles, présents ou futurs, d'accepter des dons et legs, de conclure des arrangements avec toute autorité publique, d'établir, modifier et abroger des règlements pour sa régie interne et l'administration de ses biens, oeuvres et entreprises, et avec tous autres pouvoirs incidents.

Montreal, 11 septembre 1957.

Les Procureurs de la Requérante,
45850-38-4-o VANIER & VANIER.

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA MALBAIE

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village de La Malbaie s'adressera dans les délais prévus par la loi au Lieutenant Gouverneur en Conseil pour lui demander d'émet-

the parish of St-Raymond, in the county of Portneuf, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing them to impose a municipal sales tax not to exceed two per cent within the limits of their territory.

Quebec, September 12th 1957.

VICTOR TRÉPANIER, C.R.,
45851-38-4-o Attorney for the Petitioners.

NOTICE

Caisse Nationale d'Économie, a legally created corporation, an insurance company, having its head office and principal place of business at 41 St-James Street West in Montreal, district of Montreal, constituted into a corporation in virtue of the Act 62 Victoria, chap. 93, schedule B, 3 George V, chap. 93 as amended by 8 George V, chap. 121, 10 George V, chap. 130, 11 George V, chap. 147, 12 George V, chap. 130, 4 George VI, chap. 124, 9 George VI, chap. 105, 11 George VI, chap. 133, 5 and 6 Elizabeth II, chap. 168, duly authorized by resolution of its Board of Directors, gives notice that it will make application to the Parliament of the Province of Quebec, at its next session, and solicit that the said Act 62 Victoria chap. 93, schedule B, 3 George V, chap. 93 and all its amendments be revised and reformed.

Montreal, September 11th, 1957.

GUY VANIER C.R.,
THERRIEN & CODERRE,
Attorneys for Caisse
45849-38-4-o Nationale d'Économie.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the "Communauté des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie" will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, requesting that its Superior School of Music for girls be incorporated under the name of "École Vincent d'Indy", with powers to carry on a full program of teachning and training in music for professional and artistic specialists, to grant diplomas and certificates, to enjoy all powers, rights and privileges of corporations, and especially to acquire and hold immoveable property, to borrow money by bond issues or otherwise, to mortgage or pledge its immoveable or moveable property, present or future, to accept donations and legacies, to effect arrangements with any public authority, to frame, modify and rescind by-laws with respect to the functioning of the Corporation and the management of its property, business and enterprises, and with all other incidental powers.

Montreal, 11th September 1957.

VANIER & VANIER,
45850-38-4-o Attorneys for Petitioner.

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA MALBAIE

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of "La Malbaie" will apply, within the delays foreseen by the law, to the Lieutenant-Governor in Council to request that

tre une charte constituant en ville la Corporation du Village de La Malbaie.

Le nom de la Municipalité de Ville projetée sera la "Ville de La Malbaie".

Les limites de la Municipalité de la ville seront les suivantes:

Tout le territoire renfermant:

1° Du côté nord-est de la rivière Murray, tous les lots du côté nord-est du chemin public, commençant au lot N° 455, inclusivement, jusqu'au lot N° 464 aussi inclusivement; du côté sud-ouest dudit chemin public, tous les lots à partir du lot N° 469, inclusivement, jusqu'au lot N° 478 aussi inclusivement.

2° Au sud-ouest de ladite rivière Murray, commençant au lot N°. 479 inclusivement, jusqu'au lot N° 581 aussi inclusivement, y compris les lots Nos 481*a*, 522*a*, 522*b*, 522*c* et 564*a*. Quant au lot N° 580, ne doit être compris dans les limites de ladite municipalité que la partie de ce lot circonscrite dans la description en bornage ci-dessous donné.

Ledit territoire du village de La Malbaie, étant borné comme suit, savoir: à partir de l'angle nord-est du lot N° 581, en suivant vers le sud-ouest la ligne de division entre les lots Nos 581 et 582 jusqu'à, l'angle nord-ouest du lot N° 581; de là, suivant vers le sud la ligne de profondeur du lot N° 581 jusqu'à l'angle sud-ouest dudit lot; de là, vers le sud par une ligne droite partant du trait carré à l'angle sud-ouest du lot N° 581, et allant frapper le coin nord-ouest du lot N° 579; de là, suivant toujours vers le sud, le côté est du chemin public de la rivière Mailloux, jusqu'à la limite nord-ouest de la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, puis en se dirigeant vers le nord-est en suivant ladite limite du village de la Pointe-au-Pic, jusqu'à la ligne ou limite de basse marée du fleuve St-Laurent; de là, suivant vers le nord ladite limite de basse marée du fleuve St-Laurent, jusqu'à la rencontre du prolongement de la limite sud-est du lot N° 478; de là, vers le nord-est en suivant le susdit prolongement de la ligne sud-est du lot N° 478, jusqu'à l'intersection de ladite ligne avec le côté nord-est du chemin public, sur la rive gauche de la rivière Murray, de ce point remontant vers le nord-ouest, le long du côté nord-est du chemin public, jusqu'à l'angle sud-ouest du lot N° 455; de là, vers le nord-est jusqu'à l'angle sud-est du même lot; puis de là, suivant vers le nord-ouest la ligne de division entre les lots Nos 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 463, 464 et le lot N° 113, jusqu'à l'angle nord-est du lot N° 464, de là, vers l'ouest en suivant la ligne nord-ouest du lot N° 464, jusqu'à la rencontre du côté nord-est du chemin public; puis de là, suivant le côté nord-est dudit chemin public jusqu'au prolongement du côté sud du pont de la rivière Murray; de là,vers l'ouest en suivant ledit prolongement et le côté sud du pont jusqu'à la rive droite de la rivière Murray; enfin suivant ladite rive droite de cette dernière rivière, jusqu'à l'angle nord-est du lot N° 581, point de départ de ladite description. Tous les numéros de lots sus-mentionnés font partie du cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie.

En vertu d'une résolution du Conseil municipal en date du 15 août 1957 des recenseurs ont été nommés et le relevé de la population actuelle s'établit à 2,681 âmes.

La Corporation du Village de La Malbaie désire s'ériger en ville sous les dispositions du

he issue a charter incorporating into a town the Corporation of the Village of La Malbaie.

The name of the planned town municipality shall be the "Town of La Malbaie".

The limits of the town municipality shall be the following:

All the territory enclosing:

1. On the northeast side of the Murray River, all lots on the northeast side of the public road, starting with lot No. 455, inclusively, up to lot No. 464, also inclusively; on the southwest side of the public road, all lots starting from lot No. 469 inclusively, up to lot No. 478, also inclusively.

2. On the southwest of the said Murray River, starting with lot No. 479 inclusively, up to lot No. 581 also inclusively, comprised therein lots Nos. 481*a*, 522*a*, 522*b*, 522*c* and 564*a*. Insofar as lot No. 580, this should not be comprised within the limits of the said municipality of the bounded part of this lot in the description of the boundary given herebelow.

The said territory of the village of La Malbaie, being bounded as follows, to wit: starting from the northeast angle of lot No. 581, by following on the southwest the dividing line between lots Nos. 581 and 582, to the northwest angle of lot No. 581; thence, following towards the south the line depth of lot No. 581 to the southwest angle of the said lot; thence, towards the south, by a straight line starting from the "trait-carré" at the southwest angle of lot No. 581 and striking the northwest corner of lot No. 579; thence, always following towards the south, the east side of the public road of the Mailloux River, to the northwest limit of the municipality of the village of the Pointe-au-Pic, then leading out towards the northeast by following the said limit of the village of Pointe-au-Pic, to the line or limit of low tide of the St. Lawrence River; thence, following towards the north the said low tide limit of the St. Lawrence River, as far as the meeting place of the prolongation of the southeast limit of lot No. 478; thence, on the northeast, by following the above said prolongation of the southeast line of lot No. 478, up to the intersection of the said line with the northeast side of the public road, on the left bank of the Murray River, from this point, re-ascending towards the northwest, along the northeast side of the public road, to the southwest angle of lot No. 455; thence, towards the northeast to the southeast angle of the same lot; from thence, following towards the northwest, the dividing line between lots 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 463, 464 and lot No. 113, to the northeast angle of lot No. 464, thence towards the west by following the northwest line of lot No. 464 to the meeting place of the northeast side of the public road; then, from thence, following the northeast side of the said public road to the prolongation of the south side of the bridge of the Murray River; thence, towards the west, by following the said prolongation and the south side of the bridge as far as the right shore of the Murray River; finally, following the said right shore of this latter river to the northeast angle of lot No. 581, starting point of the said description. All the numbers of the above mentioned lots form part of the official cadaster of the parish of La Malbaie.

By virtue of a resolution of the Municipal Council dated August 15, 1957, census takers have been named and the total of the present population is established at 2,681 souls.

The Corporation of the Village of La Malbaie wishes to be erected into a town under the provi-

chapitre 233 Statuts refondus de 1941, province de Québec.

Fait et donné à La Malbaie ce seizième jour du mois de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
P. R. BOULIANE,
45877-38-4-o La Malbaie, Charlevoix.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Michel des Saints, comté de Berthier, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité de St-Michel des Saints, comté de Berthier, une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute prorpiété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 20 septembre 1957.

Le Procureur des Pétitionnaires,
45926-39-4-o C. E. HÉTU.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Longueuil (Protestants), dans le comté de Chambly, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'autoriser le paiement d'une indemnité annuelle au président et aux commissaires, et autres fins accessoires.

Montréal, le 25 septembre, 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
45934-39-4-o ALBERT LANGEVIN.

Avis public est par les présentes donné que M. Henri Bolduc, en religion, Révérend Père Arthur, membre de l'Ordre des Frères Mineurs Capucins, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi a l'effet de constituer en corporation "Les Pères Capucins de Québec", sous certaines conditions, dont:

a) La dissolution de la corporation déjà existante connue sous le nom de "Les Frères Mineurs Capucins de Québec", constituée par la Loi 3, Edouard VII, chapitre 126 et ses amendements;

b) Le pouvoir d'adopter des règlements pour sa régie interne;

c) Le droit de contracter des emprunts pour la poursuite de ses fins;

d) Le droit d'ester en justice;

e) Le droit de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur pour l'organisation de corporations subsidiaires par lettres patentes.

Québec, ce 25 septembre 1957.

Les Procureurs du requérant,
45935-39-4-o DORION, DORION & BERNIER.

sions of chapter 233 of the Revised Statutes of 1941, Province of Quebec.

Made and given at La Malbaie, this sixteenth day of the month of September in the year one thousand nine hundred and fifty-seven.

(Seal) P. R. BOULIANE,
Secretary-Treasurer,
45877-38-4 La Malbaie, Charlevoix.

Public notice is hereby given that the School Commisioners for the Municipality of St-Michel des Saints, county of Berthier, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an Act permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the Municipality of St-Michel des Saints, county of Berthier, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale price of any movable eects, merchandise and all articles of trade whatsoever, and for all other purposes.

Joliette, September 20th, 1957.

The Attorney for Petitioners,
45926-39-4-o C. E. HÉTU.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Longueuil (Protestant), in the county of Chambly, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law authorizing the payment of an annual indemnity to the Chairman and to each of the Commissioners, and for other related purposes.

Montreal, September 25th, 1957.

ALBERT LANGEVIN,
45934-39-4-o Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that Mr. Henri Bolduc, in religion, the Reverend Father Arthur, a member of the Order "Les Frères Mineurs Capucins," will apply to the Legislature of Quebec, during its next session, for the passing of a Bill in order to constitute as a corporation "Les Pères Capucins de Québec", under certain conditions, namely:

a) The dissolution of the existing corporation known under the name of "Les Frères Mineurs Capucins de Québec", incorporated by Act 3, Edward VII, chapter 126 and amendments thereto;

b) The power to adopt by-laws for the management of their affairs;

c) The right to borrow in order to further their purposes;

d) The right to appear in court;

e) The right to apply to the Lieutenant-Governor for the organization of subsidiary corporations by means of letters patent.

Quebec, this September 25, 1957.

DORION, DORION & BERNIER,
45935-39-4 Attorneys for Petitioner.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉTUCIF

Numéro 943

Québec, le 18 septembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 943

Quebec, September 18, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT The Investment Dealers' Association of Canada and The Belle Telephone Company of Canada.

DANS le présent ordre en conseil, loi désigne le chapitre 67, 5-6 Elizabeth II, intitulé "Loi concernant la preuve photographique de certains documents";

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable premier ministre et procureur général:

QUE la loi soit applicable aux deux compagnies ou corporations ci-après mentionnées, savoir:

a) The Investment Dealers' Association of Canada,

b) The Bell Telephone Company of Canada.

45916-o C. LARICHELIÈRE.
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

CONCERNING the Investment Dealers' Association of Canada and The Bell Telephone Company of Canada.

IN the present Order in Council, Act designates chapter 67, 5-6 Elizabeth II, entitled "An Act respecting photographic proof of certain documents";

IT IS ORDAINED, upon the proporition of the Honourable the Prime Minister and the Attorney General:

THAT the Act be applicable to the two companies or corporations hereinafter mentioned, to wit:

a) The Investment Dealers' Association of Canada,

b) The Bell Telephone Company of Canada.

C. LARICHELIÈRE,
45916 Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 961

Québec, le 18 septembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante — décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Ile de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc., a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 789 du 23 juillet 1952, relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Ile de Montréal, et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que le nom de cette association soit ajouté dans ledit décret, aux parties de deuxième part.

(Document "B" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIÈRE,
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.
45915-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 961

Quebec, September 18, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING the adding of a co-contracting party — decree relating to the ladies' hairdresser's trade in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), "L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc.", has petitioned the Minister of Labour to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 789 of July 23, 1952, relating to the ladies hairdresser's trade in the Island of Montreal, as amended;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 27, 1957;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted and that the name of the said association be added in the said decree, to the parties of the second part.

(Document "B" annexed to the Order).

C. LARICHELIÈRE,
Acting Clerk of the Executive Council.
45915-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 954

Québec, le 18 septembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'impôt sur les corporations.

ATTENDU QUE l'article 6*d* de la Loi de l'Impôt sur les Corporations décrète que pour pouvoir se prévaloir des dispositions dudit article une compagnie doit se conformer aux prescriptions

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 954

Quebec, September 18, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tax on corporations.

WHEREAS section 6*d* of the Corporation Tax Act enacts that, in order to avail itself of the disposition of said section, a company must comply with the provisions requested by the regu-

requises par les règlements du Lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un règlement déterminant les prescriptions qu'une corporation doit observer pour se prévaloir des dispositions du sudit article 6*d*.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des finances:

QUE le règlement suivant soit adopté:

"Pour pouvoir se prévaloir des dispositions de l'article 6*d* de la Loi de l'Impôt sur les Corporations une compagnie doit se conformer aux prescriptions suivantes:

a) la compagnie doit tenir des écritures comptables distinctes à l'égard de la mine visée par l'article 6*d*

i. pour la période commençant au début de l'exploitation de la mine par la compagnie et se terminant le jour précédant celui où la mine est entrée en production, et

ii. pour chaque année d'imposition de la compagnie qui comprend une partie des 36 mois commençant le jour où la mine est entrée en production;

b) si l'exploitation de la mine était la seule entreprise exercée par la compagnie le jour précédant celui où la mine est entrée en production, la compagnie doit alors clore son année d'imposition et arrêter ses livres de comptes audit jour;

c) si l'alinéa *b*) ne s'applique pas, la compagnie doit arrêter ses écritures comptables de la mine visée par l'article 6*d* le jour qui tombe 36 mois après le jour où cette mine est entrée en production;

d) lorsque la production de la mine visée par l'article 6*d* a commencé avant 1957, le Contrôleur du Revenu peut, au moyen des preuves et renseignements qu'il aura le droit d'exiger de la compagnie, fixer le jour où la production de la mine a commencé;

e) la compagnie doit transmettre au Bureau du Revenu une déclaration en duplicata en la forme prescrite par le Ministre des finances.

Le présent règlement prend effet le 1er janvier 1957."

(Signé) C. LARICHELIÈRE,
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

45917-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 961

Québec, le 18 septembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 3088 du 7 août 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4155 et 4453 des 10 et 31 octobre 1946, 37, 406-B et 1310-A des 9 janvier, 8 mars et 12 août 1947, 245-E du 26 février 1948, 205-A

lations adopted by the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS it is deemed advisable to adopt the rules which a corporation must comply with in order to avail itself of the provisions of said section 6*d*.

WHEREFORE it is ordered, upon the recommendation of the Honourable Minister of Finance:

THAT the following regulations be adopted:

"To avail itself of the provisions of section 6*d* of the Corporation Tax Act a company must comply with the following conditions:

a) the company shall maintain separate accounting records in respect of the mine referred to in section 6*d*

i. for the period beginning with the commencement of operation of the mine by the company and ending with the day before the day on which the mine came into production, and

ii. for each taxation year of the company which includes a part of the 36 months beginning with the day on which the mine came into production;

b) if the operation of the mine was the only business carried on by the company on the day before the day on which the mine came into production, the company shall end its taxation year and close its books of account as of that day;

c) if paragraph *b*) does not apply, the company shall close its accounting records in respect of the mine refferred to in section 6*d* on the day that is 36 months after the day on which the mine came into production;

d) when the production of the mine referred to in section 6*d* has begun before the year 1957, the Comptroller of Revenue shall, by means of the evidence and information which he has the right to obtain from the company, determine the day when the production of the mine has begun;

e) the company shall produce at the Revenue Office a return in duplicate in the form prescribed by the Minister of Finance.

The present regulations take effect as from the 1st of January 1957.

(Signed) C. LARICHELIÈRE,
Acting Clerk of the Executive Council.

45917-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 961

Quebec, September 18, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of one hundred (100) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 3088 of August 7, 1946, amended by Orders in Council Nos 4155 and 4453 of October 10 and 31, 1946, 37, 406-B and 1310-A of January 9, March 8 and August 12, 1947, 245-E of February 26, 1948, 205-A

du 24 février 1949, 319-A du 28 mars 1951, 271-I, 649-C, 1065-F et 1336-B des 20 mars, 28 mai, 15 octobre et 23 décembre 1952, 253-F, 286-H et 512-A des 5 et 12 mars et 30 avril 1953, 392, 499-B et 1067-C des 14 avril, 13 mai et 3 novembre 1954, 1119-A du 19 octobre 1955, 1082-H et 1261-D des 24 octobre et 19 décembre 1956, 385-I et 544-D des 10 avril et 29 mai 1957, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 juillet 1957;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3088, soit modifié comme suit:

1° En insérant après l'alinéa ii, du paragraphe i) de l'article V, le nouvel alinéa "ii-*a*" suivant:

V. *Travail supplémentaire:* "i) ii-*a*. Dans les ateliers qui ont signé un contrat de travail avec une association d'employés partie contractante ou co-contractante à la convention collective de travail extensionnée par ce décret: les jours désignés comme jours de fête par tel contrat, ou le ou les jours qui peuvent être désignés par règlement provincial pour leur observance."

2° En biffant le présent alinéa vi) du paragraphe i) de l'article V, et en le remplaçant par le nouveau paragraphe suivant:

"vi. Excepté le cas où l'alinéa "ii-*a*" ci-dessus s'applique, les employeurs doivent choisir un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés pour être chômés dans leurs ateliers et faire connaître leur choix, par écrit, au Comité Paritaire dans les trente (30) jours qui suivent la date de la mise en vigueur du présent décret. Le Comité doit être avisé, avant le 1er décembre de chaque année, de l'intention d'un employeur de changer le groupe de fêtes qu'il désire observer l'année suivante."

3° En insérant le nouveal alinéa iv suivant, après l'alinéa *a*) iii de l'article VI.

VI. *Jours de Fêtes Payés:* "*a*) iv. Dans le cas où un atelier a signé un contrat de travail avec une association d'employés qui est partie contractante ou co-contractante à la convention collective de travail extensionnée par ce décret, et que ce contrat prévoit à l'observance d'au moins huit jours de fêtes payés, ces jours de fête peuvent y être observés au lieu des jours de fête mentionnés à l'alinéa "*a*) i" ou "*a*) ii" ci-dessus. Toutefois, ces jours de fête seront observés le ou les jours désignés par règlement provincial pour leur observance."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
45915-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

of February 24, 1949, 319-A of March 28, 1951, 271-I, 649-C, 1065-F and 1336-B of March 20, May 28, October 15 and December 23, 1952, 253-F, 286-H and 512-A of March 5 and 12 and April 30, 1953, 392, 499-B and 1067-C of April 14, May 13 and November 3, 1954, 1119-A of October 19, 1955, 1082-H and 1261-D of October 24 and December 19, 1956, 385-I and 544-D of April 10 and May 29, 1957, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of one hundred (100) miles from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 20, 1957;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 3088, be amended as follows:

1. By inserting after paragraph i), subparagraph ii. of section V, the following new subparagraph to be designated as i), ii-*a*:

V. *Overtime:* "i) ii-*a*: In shops which have entered into a labour contract with any association of employees which is a contracting party or co-contracting party to the Collective Labour Agreement which was extended by this decree, all days designated as holidays in such contract or such day or days as may be designated by Provincial regulations for their observance."

2. And by deleting the present sub-paragraph vi. of paragraph i) of Section V, and by replacing it by the following new paragraph:

"vi. Except where sub-paragraph "ii-*a*" above applies, all employers must adopt either the French or English holidays for observance in their plants, and must notify the Parity Committee, in writing, within thirty (30) days from the date of enforcement of the present decree. The Committee must be advised before the first of December of any year if employers intend to change holidays the following year."

3. By inserting the following new sub-paragraph iv, after sub-paragraph *a*) iii of section VI:

VI. *Holidays with Pay:* "*a*) iv: In the case where a shop has entered into a labour contract with an association of employees which is a contracting party or co-contracting party to the Collective Labour Agreement which was extended by this decree, and such labour contract provides for the observance of at least eight holidays with pay, such holidays may be observed by such shop in lieu of the holidays mentioned in sub-paragraph "*a*) i" or "*a*) ii" above. However such holidays will be observed on the day or days designated by Provincial regulations for their observance."

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
45915-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 961

Québec, le 18 septembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 961

Quebec, September 18, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 706 du 7 juillet 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 juin 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 706, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées:

	Taux horaires
Aide ou manœuvre	$ 0.90
Chauffeur de camion	0.95
Chauffeur de remorque (float ou de tracteur muni de roues pneumatiques (mixer)	1.00
Aide-camionneur de moins de 17 ans au service des journaux quotidiens publiés dans les limites de la juridiction territoriale de la convention et préposé exclusivement à la livraison de tels journaux	0.70

	Salaires hebdomadaires
Chauffeur de camion engagé et payé à la semaine	$45.00
Aide-chauffeur ou manœuvre engagé et payé à la semaine	42.00

Contrats municipaux pour enlèvement de la neige: Toutefois, dans le cas de contrats adjugés par les corporations municipales pour l'enlèvement de la neige, où des taux de salaires supérieurs aux taux minima ci-dessus prévus sont obligatoirement payables aux salariés à l'emploi des employeurs préposés directement ou indirectement à l'exécution desdits contrats, les salariés affectés au service de l'enlèvement de la neige pour le compte desdits employeurs doivent être rémunérés suivant les taux de salaires prévus auxdits contrats et d'après leurs occupations, pour tout le temps par eux consacré à l'exécution desdits travaux municipaux.

Changement du mode de rémunération du salarié: Un employeur ne peut valablement, pendant la durée du contrat de louage de service, rémunérer simultanément ou successivement un salarié régulier suivant un taux à la semaine ou un taux à l'heure, à sa discrétion. Le mode de rémunération, soit à l'heure soit à la semaine, prévu lors de l'engagement doit demeurer en vigueur pendant toute sa durée et ne peut subséquemment être modifié par l'employeur sans le consentement préalable du salarié."

2° Le premier alinéa de l'article VII est remplacé par le suivant:

CONCERNING amendments of the decree relating to the cartage industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 706 of July 7, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 29, 1957;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 706, be amended as follows:

1. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wages:* The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned:

	Hourly rates
Helper or labourer	$ 0.90
Truck driver	0.95
Float driver or tire wheel tractor driver (mixer)	1.00
Truck driver's helper under 17 years of age in the employ of daily news-papers published within the limits of the territorial jurisdiction of the decree and doing nothing but the delibery of news-papers	0.70

	Weekly wages
Truck driver hired and paid by the week	$45.00
Driver's helper or labourer hired and paid by the week	42.00

Municipal snow removal contracts: However, in the case of contracts granted by municipal corporations for the removal of snow, where wages higher than the minimum rates above mentioned must be paid to the employees of employers engaged directly or indirectly, in the execution of such contracts, the employees of such employers whose work is connected with snow removal shall be paid according to the wage rates established by said contracts for their occupations for all time worked in connection with said municipal works.

Change in the employee's mode of remuneration: No employer may at his option, for the duration of the labour hiring contract, pay a regular employee, either simultaneously or successively, on a weekly or hourly basis. The mode of remuneration, either on an hourly or weekly basis, agreed upon at the time of hiring shall remain in force for the entire duration of the employment and shall not be subsequently modified by the employer without the previous consent of the employee."

2. The first paragraph of section VII is replaced by the following:

"VII. *Congés payés des salariés à l'heure:* Le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le jour de Noël sont des jours chômés et payés aux taux réguliers, sauf si un de ces jours tombe le dimanche."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"*a*) Tout travail exécuté par un salarié en plus de dix (10) heures pour une seule journée de travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

4° Le paragraphe "*e*" suivant est ajouté à l'article VIII:

"*e*) La rémunération du travail supplémentaire ou surtemps doit être calculée sur la base du salaire minimum prévu au décret ou du salaire réel du salarié si tel salaire est supérieur au taux minimum à l'heure ou à la semaine du décret."

5° L'article XII est remplacé par le suivant:

"XII. *Paiement du salaire et déduction pour repas: a*) Le salaire de tout salarié assujetti au décret doit lui être payé régulièrement une fois la semaine.

b) Le travail supplémentaire fait ou exécuté par un salarié régulier ou non, au cours de la semaine régulière de travail, doit lui être payé en même temps que son salaire régulier pour la période de temps correspondante.

c) L'employeur qui fournit, suivant son contrat d'engagement, couvert à son employé peut réduire du salaire de tel salarié une somme maximum de $0.50 par repas fourni."

6° L'article XIII est remplacé par le suivant:

"XIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1958 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours et de moins de trente (30) jours avant le premier juillet 1958. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIÈRE,
45915-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

"VII. *Holidays with pay for employees paid by the hour:* New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates except when one of these days falls on a Sunday."

3. Subsection "*a*" of section VIII is replaced by the following:

"*a*) All time worked by an employee in excess of ten (10) hours in any one day is considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half."

4. The following subsection "*e*" is added to section VIII:

"*e*) Overtime remuneration shall be computed on the basis of the minimum wages of the decree or of the actual wages of the employee should the latter be higher than the minimum hourly or weekly rates of the decree."

5. Section XII is replaced by the following:

"XII. *Payment of wages and deduction for meals: a*) The wages of employees governed by the decree shall be paid regularly, once a week.

b) Overtime worked by a regular or other employee in the standard work week shall be paid at the same time as the regular pay for the same pay period.

c) An employer who, in pursuance of the labour contract, boards his employee shall not deduct from the wages of such employee more than $0.50 per meal."

6. Section XIII is replaced by the following:

"XIII. *Duration of the decree:* The present decree remains in effect until June 30, 1958, inclusive. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before July 1st, 1958. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

(Document "C" annexed to the Order).

C. LARICHELIÈRE,
45915-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 961

Québec, le 18 septembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouvreneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification aux décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf le décret numéro 314 du 27 mars 1957, en vigueur dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 juillet 1957;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 961

Quebec, September 18, 1957.
Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decrees governing the construction industry and trades in the province, except that in force in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to all the decrees governing the construction industry and trades in the province, except the decree No. 314 of March 27, 1957, in force in the region of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 13, 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE tous les décrets ci-après mentionnés soient modifiés en y remplaçant les taux de salaire minima se rapportant à la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs par les suivants, à l'endroit indiqué en regard de chacun d'eux:

"*Métiers:*	*Taux horaires minima jusqu'au 31 mars 1958*	*A compter du 1er avril 1958*
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, mateur, brûleur, soudeur et gréeur s'y rapportant	$2.10	$2.20
Mécanicien de générateurs de vapeur	2.10	2.20
Aide dans l'un ou l'autre de ces métiers	1.70	1.80"

1° Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi: Article VII.

2° Décret numéro 658 du 13 mai 1948 et amendements — Comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet: Article V.

3° Décret numéro 761 du 13 juillet 1955 — région de Joliette: Article V-A.

4° Décret numéro 419 eu 18 avril 1957 — région de Québec: Chapitre Deuxième, Section "C".

5° Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski: Article IV-B.

6° Décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements — région de Saint-Hyacinthe: Article V-A.

7° Décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements — région de Saint-Jean: Article V-A.

8° Décret numéro 122 du 29 jfévrier 1956 et amendements — région des Cantons de l'Est: Article IV-A.

9° Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel: Article IV-A.

10. Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Terrebonne et Labelle: Article III-A.

11° Décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements — région de Trois-Rivières: Article IV-A.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

45915-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT all the decrees hereafter mentioned be amended by replacing the minimum wage rates pertaining to the construction of steam generators, boilers and tanks by the following respective rates:

"*Trades:*	*Minimum hourly rates Up to March 31 1958*	*rates from April 1, 1958*
Construction boilermaker, erector, chipper, caulker, burner, welder and rigger in connection therewith	$2.10	$2.20
Steam generator mechanic	2.10	2.20
Helper in the above trades	1.70	1.80"

1. Decree No. 1743 of July 11, 1941, as amended — Region of Chicoutimi: Article VII.

2. Decree No. 658 of May 13, 1948, as amended — Counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet: Article V.

3. Decree No. 761 of July 13, 1955 — Region of Joliette: Article V-A.

4. Decree No. 419 of April 18, 1957 — Region of Quebec: Second Chapter, Section "C".

5. Decree No. 802 of July 8, 1953, as amended — Region of Rimouski: Article IV-B.

6. Decree No. 909 of August 25, 1955, as amended — Region of St. Hyacinthe: Article V-A.

7. Decree No. 784 of July 21, 1955, as amended — Region of St. Jonn: Article V-A.

8. Decree No. 122 of February 29, 1956, as amended — Region of the Eastern townships: article IV-A.

9. Decree No. 602 of June 9, 1954, as amended — Region of Sorel: Article IV-A.

10. Decree No. 657 of May 13, 1948, as amended — Counties of Terrebonne and Labelle: Article III-A.

11. Decree No. 256 of March 5, 1953, as amended — Region of Trois-Rivières: Article IV-A.

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

45915-o Acting Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 425294. Dame Ruth Reisler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Gui Louis Caron, Exécutif d'Avertissement, de la même place, demanderesse, vs Gui Louis Caron, Exécutif d'Avertissement, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause, le 14 août 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,

45892-o SPERBER, GOLD & LAPIN.

Action for Separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 425294. Dame Ruth Reisler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Gui Louis Caron, Advertising Executive, of the same place, plaintiff, vs Gui Louis Caron, Advertising Executive, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 14th day of August, 1957.

SPERBER, GOLD & LAPIN,

45892-o Attorneys fot the plaintiff.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE D'ALMA
(Comté de Lac St-Jean)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges-Henri Fortin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Alma, (Lac St-Jean), ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à la salle du couvent, Alma, (Lac St-Jean), mardi, le 15 octobre 1957, pour l'achat de $130,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Alma, comté de Lac St-Jean, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable, semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 6 août 1957, telle que modifiée — construction de l'école St-Georges.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $130,000.00 — 10 ans.

Année		*Capital*
1er octobre 1958	x	$25,000.00
1er octobre 1959	x	26,000.00
1er octobre 1960	x	27,000.00
1er octobre 1961		7,000.00
1er octobre 1962		7,000.00
1er octobre 1963		7,000.00
1er octobre 1964		7,000.00
1er octobre 1965		8,000.00
1er octobre 1966		8,000.00
1er octobre 1967		8,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $75,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $25,000 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma, comté de Lac St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ALMA
(County of Lake St. John)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges-Henri Fortin, Secretary-treasurer, until 7.30 p.m., at the City Hall, Alma, (Lake St. John) or 8.00 p.m., at the Convent Hall, Alma, (Lake St. John), Tuesday, October 15, 1957 for the purchase of an issue of $130,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Alma, county of Lake St. John, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1967, inclusively with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 6, 1957, as modified — erection of St. Georges School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $130,000.00 — 10 years.

Year		*Capital*
October 1st, 1958	x	$25,000.00
October 1st, 1959	x	26,000.00
October 1st, 1960	x	27,000.00
October 1st, 1961		7,000.00
October 1st, 1962		7,000.00
October 1st, 1963		7,000.00
October 1st, 1964		7,000.00
October 1st, 1965		8,000.00
October 1st, 1966		8,000.00
October 1st, 1967		8,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $75,000 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $25,000 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Alma, county of Lake St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of

courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du couvent, Alma, comté de Lac St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma, (Comté de Lac St-Jean), ce 20 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-HENRI FORTIN.

Adresse postale:
Hôtel de Ville, C.P. 300, Alma,
(Comté de Lac St-Jean), P.Q. 45910-o

their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on October 15, 1957, at 8.00 o'clock p.m. at Convent Hall, Alma, county of Lake St. John.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Alma (County of Lake St. John), this September 20, 1957.

GEORGES-HENRI FORTIN,
Secretary-Treasurer.

Post Office address:
City Hall, P.B. 300, Alma,
(County of Lake St. John), P.Q. 45910

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-ALPHONSE-DE-THETFORD
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ernest Châteauneuf, secrétaire-trésorier, 23 ouest, rue St-Joseph, Thetford Mines, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 14 octobre 1957, pour l'achat de $72,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Alphonse-de-Thetford, comté de Mégantic, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 16 juillet 1957, telle que modifiée — construction d'une école dans l'arrondissement N° 7.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $72,000.00 — 10 ans

Année		*Capital*
1er septembre 1958	x	$14,000.00
1er septembre 1959	x	15,000.00
1er septembre 1960	x	15,500.00
1er septembre 1961		3,500.00
1er septembre 1962		3,500.00
1er septembre 1963		3,500.00
1er septembre 1964		4,000.00
1er septembre 1965		4,000.00
1er septembre 1966		4,500.00
1er septembre 1967		4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $39,620.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de $13,208.00 et les deux autres de $13,206.00 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. ALPHONSE-DE-THETFORD
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ernest Châteauneuf, Secretary-Treasurer, 23 St. Joseph Street, West, Thetford Mines, until 8.00 o'clock p.m., Monday, October 14, 1957, for the purchase of an issue of $72,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Alphonse-de-Thetford, county of Megantic, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 16, 1957 as modified — erection of a school in Ward No. 7.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $72,000.00 — 10 years

Year		*Capital*
September 1st, 1958	x	$14,000.00
September 1st, 1959	x	15,000.00
September 1st, 1960	x	15,500.00
September 1st, 1961		3,500.00
September 1st, 1962		3,500.00
September 1st, 1963		3,500.00
September 1st, 1964		4,000.00
September 1st, 1965		4,000.00
September 1st, 1966		4,500.00
September 1st, 1967		4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $39,620.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, the first in the amount of $13,208.00 and the two others of $13,206.00 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 14 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., à 23 ouest, rue Saint-Joseph, Thetford Mines, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines, (Comté de Mégantic), ce 20 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ERNEST CHÂTEAUNEUF.

Adresse postale:
23 ouest, rue St-Joseph,
C.P. 151, Thetford Mines,
(Comté de Mégantic), P.Q. 45911-o

in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statuts of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, October 14, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at 23 St. Joseph Street, West, Thetford Mines, county of Megantic.

The School Commissioners are not bound to accept the nighest or any of the tenders.

Thetford Mines, (County of Megantic), this September 20, 1957.

ERNEST CHÂTEAUNEUF,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
23 St. Joseph Street, West,
P.B. 151, Thetford Mines,
(County of Megantic), P.Q. 45911

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-DAMIEN-DE-BUCKLAND
(Comté de Bellechasse)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alyre Leroux, secrétaire-trésorier, St-Damien-de-Buckland, comté de Bellechasse, jusqu'à 11 heures a.m., dimanche, 13 octobre 1957, pour l'achat de $94,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Damien-de-Buckland, comté de Bellechasse, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 août 1957, telle que modifiée — construction d'une école au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $94,500.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er octobre 1958	x $19,000.00
1er octobre 1959	x 20,000.00
1er octobre 1960	x 21,500.00
1er octobre 1961	1,500.00
1er octobre 1962	1,500.00
1er octobre 1963	1,500.00
1er octobre 1964	1,500.00
1er octobre 1965	1,500.00
1er octobre 1966	1,500.00
1er octobre 1967	1,500.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. DAMIEN-DE-BUCKLAND
(County of Bellechasse)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Alyre Leroux, Secretary-Treasurer, St. Damien-de-Buckland, county of Bellechasse, until 11.00 o'clock a.m., Sunday, October 13, 1957, for the purchase of an issue of $94,500 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Damien-de-Buckland, county of Bellechasse, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 11, 1957, as modified — Erection of a school in the village.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $94,500.00 — 20 years.

Year	*Capital*
October 1st, 1958	x $19,000.00
October 1st, 1959	x 20,000.00
October 1st, 1960	x 21,500.00
October 1st, 1961	1,500.00
October 1st, 1962	1,500.00
October 1st, 1963	1,500.00
October 1st, 1964	1,500.00
October 1st, 1965	1,500.00
October 1st, 1966	1,500.00
October 1st, 1967	1,500.00

1er octobre 1968	2,000.00
1er octobre 1969	2,000.00
1er octobre 1970	2,000.00
1er octobre 1971	2,000.00
1er octobre 1972	2,000.00
1er octobre 1973	2,500.00
1er octobre 1974	2,500.00
1er octobre 1975	2,500.00
1er octobre 1976	3,000.00
1er octobre 1977	3,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $63,562.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements annuels de $21,187.50 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Damien, comté de Bellechasse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 13 octobre 1957, à 11.00 heures a.m., au bureau du secrétaire-trésorier, St-Damien-de-Buckland, comté de Bellechasse.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Damien-de-Buckland, (Comté de Bellechasse), ce 20 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ALYRE LEROUX.

St-Damien-de-Buckland,
(Comté de Bellechasse), P.Q. 45912-o

October 1st, 1968	2,000.00
October 1st, 1969	2,000.00
October 1st, 1970	2,000.00
October 1st, 1971	2,000.00
October 1st, 1972	2,000.00
October 1st, 1973	2,500.00
October 1st, 1974	2,500.00
October 1st, 1975	2,500.00
October 1st, 1976	3,000.00
October 1st, 1977	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $63,562.50 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $21,187.50 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term of fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Damien, county of Bellechasse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Sunday, October 13, 1957, at 11.00 o'clock a.m., at the office of the Secretary-Treasurer, St. Damien-de-Buckland, county of Bellechasse.

The school Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Damien-de-Buckland (County of Bellechasse), this September 20, 1957.

ALYRE LEROUX,
Secretary-Treasurer.

St. Damien-de-Buckland,
(County of Bellechasse), P.Q. 45912

Province de Québec

Cité de Shawinigan Falls

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Eugène Dumas, greffier, Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan Falls, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 16 octobre 1957, pour l'achat de $600,000.00 d'obligations de la cité de Shawi-

Province of Quebec

City of Shawinigan Falls

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène Dumas, City Clerk, City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan Falls, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, October 16, 1957, for the purchase of an issue of $600,000.00 of bonds of the city of Shawinigan

nigan Falls, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Première tranche de $600,000.00 du règlement N° 803 au montant total de $800,000.00 — travaux municipaux d'aqueduc, d'égouts et de pavages, achat de terrains, construction de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $600,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	$18,000.00
1er novembre 1959	19,000.00
1er novembre 1960	20,000.00
1er novembre 1961	21,000.00
1er novembre 1962	22,000.00
1er novembre 1963	23,000.00
1er novembre 1964	24,000.00
1er novembre 1965	25,000.00
1er novembre 1966	27,000.00
1er novembre 1967	28,000.00
1er novembre 1968	30,000.00
1er novembre 1969	31,000.00
1er novembre 1970	33,000.00
1er novembre 1971	34,000.00
1er novembre 1972	36,000.00
1er novembre 1973	37,000.00
1er novembre 1974	40,000.00
1er novembre 1975	42,000.00
1er novembre 1976	44,000.00
1er novembre 1977	46,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan Falls.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obliations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si, tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 16 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan-Falls.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Falls, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

First slice in the amount of $600,000.00 of By-law No. 803 totalling $800,000.00—Municipal waterworks, sewage and paving operations, purchasing of land, building of sidewalks, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $600,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	$18,000.00
November 1st, 1959	19,000.00
November 1st, 1960	20,000.00
November 1st, 1961	21,000.00
November 1st, 1962	22,000.00
November 1st, 1963	23,000.00
November 1st, 1964	24,000.00
November 1st, 1965	25,000.00
November 1st, 1966	27,000.00
November 1st, 1967	28,000.00
November 1st, 1968	30,000.00
November 1st, 1969	31,000.00
November 1st, 1970	33,000.00
November 1st, 1971	34,000.00
November 1st, 1972	36,000.00
November 1st, 1973	37,000.00
November 1st, 1974	40,000.00
November 1st, 1975	42,000.00
November 1st, 1976	44,000.00
November 1st, 1977	46,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term fonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls.

Capital and interest are payable at all branches in Canada of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 16, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan Falls.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-Falls, ce 20 septembre 1957.

Le Greffier,
EUGÈNE DUMAS.

Adresse postale:
Hôtel de Ville,
C.P. 120, Rue des Cèdres,
Shawinigan Falls, P.Q. 45913-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE PLESSISVILLE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Boivin, secrétaire-trésorier, École Supérieure St-Edouard, 1,666 rue Savoie, Plessisville, comté de Mégantic, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 14 octobre 1957, pour l'achat de $155,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville, comté de Mégantic, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 juillet 1957, telle que modifiée — Construction d'une école dans le quartier ouest de la ville.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $155,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1958	x$23,500.00
1er septembre 1959	x 25,000.00
1er septembre 1960	x 26,000.00
1er septembre 1961	5,000.00
1er septembre 1962	5,000.00
1er septembre 1963	5,500.00
1er septembre 1964	5,500.00
1er septembre 1965	6,000.00
1er septembre 1966	6,500.00
1er septembre 1967	7,000.00
1er septembre 1968	7,000.00
1er septembre 1969	7,500.00
1er septembre 1970	8,000.00
1er septembre 1971	8,500.00
1er septembre 1972	9,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $68,239.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $22,746.50 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Plessisville, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Shawinigan Falls, this September 20, 1957.

EUGÈNE DUMAS,
City Clerk.

Post Office Address:
City Hall,
P.B. 120, Des Cèdres Street,
Shawinigan Falls, P.Q. 45913

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF PLESSISVILLE
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Boivin, Secretary-Treasurer, St. Edouard High School, 1,666 Savoie St., Plessisville, county of Megantic, until 8.00 o'clock p.m., Monday, October 14, 1957, for the purchase of an issue of $155,000.00 of bonds of the School Commissioners for the town of Plessisville, county of Megantic, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 22, 1957, as amended — Construction of a school in the west quarter of the town.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of recemption — $155,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
September 1st, 1958	x$23,500.00
September 1st, 1959	x 25,000.00
September 1st, 1960	x 26,000.00
September 1st, 1961	5,000.00
September 1st, 1962	5,000.00
September 1st, 1963	5,500.00
September 1st, 1964	5,500.00
September 1st, 1965	6,000.00
September 1st, 1966	6,500.00
September 1st, 1967	7,000.00
September 1st, 1968	7,000.00
September 1st, 1969	7,500.00
September 1st, 1970	8,000.00
September 1st, 1971	8,500.00
September 1st, 1972	9,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $68,239.50, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $22,746.50 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Plessisville, county of Megantic.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, et avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles son émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 14 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., à l'École Supérieure St-Edouard, 1,666 rue Savoie, Plessisville, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Plessisville, (Comté de Mégantic), ce 23 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BOIVIN.

École Supérieure St-Edouard,
1,666 rue Savoie, Plessisville,
(Comté de Mégantic), P.Q. 45921-o

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before September 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, after these dates the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, October 14, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the High School of St. Edouard, 1,666 Savoie St., Plessisville, county of Megantic.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Plessisville, (County of Megantic), September 23, 1957.

J. A. BOIVIN,
Secretary-Treasurer.

St. Edouard High School,
1,666 Savoie St., Plessisville,
(County of Megantic), P. Q. 45921

Province de Québec

VILLE DE STE-ROSE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. Labonville, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 216 Blvd Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval, jusqu'à 8.30 hrs. p.m., jeudi, le 17 octobre 1957, pour l'achat de $82,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Rose, comté de Laval, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt Nos 350 — $13,000.00 — construction de trottoirs; 367 — $65,000.00 — travaux d'améliorations locales; et 368 — $4,000.00 — construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $82,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	$3,500.00
1er octobre 1959	3,500.00
1er octobre 1960	3,500.00
1er octobre 1961	3,500.00
1er octobre 1962	3,500.00
1er octobre 1963	4,000.00
1er octobre 1964	4,000.00
1er octobre 1965	4,000.00
1er octobre 1966	4,000.00
1er octobre 1967	4,000.00
1er octobre 1968	4,000.00

Province of Quebec

TOWN OF STE-ROSE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Labonville, Secretary-Treasurer, Town Hall, 216 Ste-Rose Blvd, Ste-Rose, county of Laval, until 8.30 o'clock p.m., Thursday, October 17, 1957, for the purchase of an issue of $82,000.00 of bonds of the town of Ste-Rose, county of Laval, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 350 — $13,000.00 — construction of sidewalks; 367 — $65,000.00 — work for local improvements; and 368 — $4,000.00 — construction of sidewalks.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $82,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	$3,500.00
October 1st, 1959	3,500.00
October 1st, 1960	3,500.00
October 1st, 1961	3,500.00
October 1st, 1962	3,500.00
October 1st, 1963	4,000.00
October 1st, 1964	4,000.00
October 1st, 1965	4,000.00
October 1st, 1966	4,000.00
October 1st, 1967	4,000.00
October 1st, 1968	4,000.00

1er octobre 1969	4,000.00
1er octobre 1970	4,000.00
1er octobre 1971	4,000.00
1er octobre 1972	4,000.00
1er octobre 1973	4,500.00
1er octobre 1974	5,000.00
1er octobre 1975	5,000.00
1er octobre 1976	5,000.00
1er octobre 1977	5,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1967 inclusivement après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à échéances d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 17 octobre 1957, à 8.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 216 Blvd Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 24 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
L. LABONVILLE.

Adresse postale:
Hôtel de Ville, C.P. 890,
216, blvd Ste-Rose, Ste-Rose,
(Comté de Laval), P.Q. 45922-o

October 1st, 1969	4,000.00
October 1st, 1970	4,000.00
October 1st, 1971	4,000.00
October 1st, 1972	4,000.00
October 1st, 1973	4,500.00
October 1st, 1974	5,000.00
October 1st, 1975	5,000.00
October 1st, 1976	5,000.00
October 1st, 1977	5,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before October 1st, 1967, inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday October 17, 1957, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 216 Ste-Rose Blvd, Ste-Rose, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rose, (County of Laval), September 24, 1957.

L. LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
Town Hall, P.O.B. 890,
216, Ste-Rose Blvd., Ste-Rose,
(County of Laval), P.Q. 45922

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-VALÈRE-DE-BULSTRODE
(Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Langlois, secrétaire-trésorier, St-Valère-de-Bulstrode, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 15 octobre 1957, pour l'achat de $139,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Valère-de-Bulstrode, comté d'Arthabaska, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 août 1957, telle que modifiée — Construction d'une école centrale dans l'arrondissement N° 1.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-VALÈRE-DE-BULSTRODE
(County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Langlois, Secretary-Treasurer, St-Valère-de-Bulstrode, county of Arthabaska, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, October 15, 1957, for the purchase of an issue of $139,500 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Valère-de-Bulstrode, county of Arthabaska, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 2, 1957, as amended — Construction of a central school in district No. 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $139,500.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er octobre 1958	x	$21,500.00
1er octobre 1959	x	23,000.00
1er octobre 1960	x	24,000.00
1er octobre 1961	x	25,500.00
1er octobre 1962		2,000.00
1er octobre 1963		2,000.00
1er octobre 1964		2,000.00
1er octobre 1965		2,000.00
1er octobre 1966		2,500.00
1er octobre 1967		2,500.00
1er octobre 1968		2,500.00
1er octobre 1969		2,500.00
1er octobre 1970		3,000.00
1er octobre 1971		3,000.00
1er octobre 1972		3,000.00
1er octobre 1973		3,500.00
1er octobre 1974		3,500.00
1er octobre 1975		3,500.00
1er octobre 1976		4,000.00
1er octobre 1977		4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $100,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $25,000 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'école du village, St-Valère-de-Bulstrode, comté d'Arthabaska.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $139,500.00 — 20 years.

Year		*Capital*
October 1st, 1958	x	$21,500.00
October 1st, 1959	x	23,000.00
October 1st, 1960	x	24,000.00
October 1st, 1961	x	25,500.00
October 1st, 1962		2,000.00
October 1st, 1963		2,000.00
October 1st, 1964		2,000.00
October 1st, 1965		2,000.00
October 1st, 1966		2,500.00
October 1st, 1967		2,500.00
October 1st, 1968		2,500.00
October 1st, 1969		2,500.00
October 1st, 1970		3,000.00
October 1st, 1971		3,000.00
October 1st, 1972		3,000.00
October 1st, 1973		3,500.00
October 1st, 1974		3,500.00
October 1st, 1975		3,500.00
October 1st, 1976		4,000.00
October 1st, 1977		4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $100,000 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $25,000 each, from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten year-short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to-law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Victoriaville, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before October 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before October 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 15, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the village school, St-Valère-de-Bulstrode, county of Arthabaska.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Valère-de-Bulstrode, (Comté d'Arthabaska), ce 24 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH LANGLOIS.

St-Valère-de-Bulstrode,
(Comté d'Arthabaska), P.Q. 45924-o

St-Valère-de-Bulstrode, (County of Arthabaska,) September 24, 1957.

JOSEPH LANGLOIS,
Secretary-Treasurer.

St-Valère-de-Bulstrode,
(County of Arthabaska), P.Q. 45924

Corrections

VILLE DE ROXBORO

Dans l'avis de demande de soumissions paru dans la *Gazette Officielle* du 21 septembre 1957, on est prié de noter que le terme du tableau d'amortissement étant de 20½ ans au lieu de 19½ ans, les soumissions pour courte échéance devront être envoyées à 10½ ans ou à 15½ ans.

45909-o

Corrections

TOWN OF ROXBORO

In the notice of call for tenders published in the *Quebec Official Gazette* of September 21st, 1957, please note that the term of the table of redemption being 20½ years instead of 19½ years, the tenders for short-term bonds must be forwarded for 10½-year short-term or for 15½-year short-term bonds.

45909-o

Province de Québec

VILLE DE VILLENEUVE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Latouche, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 hrs p.m., à 5 rue Tanguay, Villeneuve, comté Québec, ou jusqu'à 8.00 hrs. p.m., à la salle municipale, Villeneuve, comté de Québec, mercredi, le 16 octobre 1957, pour l'achat de $145,000.00 d'obligations de la ville de Villeneuve, comté de Québec, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 101 — Extension des services d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $145,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	$3,000.00
1er novembre 1959	3,000.00
1er novembre 1960	3,000.00
1er novembre 1961	3,500.00
1er novembre 1962	3,500.00
1er novembre 1963	3,500.00
1er novembre 1964	4,000.00
1er novembre 1965	4,000.00
1er novembre 1966	4,500.00
1er novembre 1967	4,500.00
1er novembre 1968	5,000.00
1er novembre 1969	5,000.00
1er novembre 1970	5,500.00
1er novembre 1971	5,500.00
1er novembre 1972	6,000.00
1er novembre 1973	6,500.00
1er novembre 1974	6,500.00
1er novembre 1975	7,000.00
1er novembre 1976	7,500.00
1er novembre 1977	54,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze

Province of Quebec

TOWN OF VILLENEUVE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Latouche, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 5 Tanugay St., Villeneuve, county of Quebec, or ultil 8.00 p.m. at the Municipal Hall, Villeneuve, county of Quebec, Wednesday, October 16, 1957, for the purchase of an issue of $145,000.00 of bonds of the Town of Villeneuve, county of Quebec, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 101 — Extension of aqueduct and sewer services.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $145,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	$3,000.00
November 1st, 1959	3,000.00
November 1st, 1960	3,000.00
November 1st, 1961	3,500.00
November 1st, 1962	3,500.00
November 1st, 1963	3,500.00
November 1st, 1964	4,000.00
November 1st, 1965	4,000.00
November 1st, 1966	4,500.00
November 1st, 1967	4,500.00
November 1st, 1968	5,000.00
November 1st, 1969	5,000.00
November 1st, 1970	5,500.00
November 1st, 1971	5,500.00
November 1st, 1972	6,000.00
November 1st, 1973	6,500.00
November 1st, 1974	6,500.00
November 1st, 1975	7,000.00
November 1st, 1976	7,500.00
November 1st, 1977	54,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be

ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émisse à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 16 octobre 1957, à 8.00 hres p.m., à la salle municipale, Villeneuve, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve, (Comté de Québec), ce 24 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LATOUCHE.

Adresse postale: 5, rue Tanguay,
Villeneuve, (Comté de Québec), P.Q. 45925-o

made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusively is issued at ten-year short-term before November 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before November 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 16, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Villeneuve, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve, (County of Quebec), September 24, 1957.

GEORGES LATOUCHE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 5 Tanguay St.,
Villeneuve, (County of Quebec), P.Q. 45925

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse (Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Lockhead, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 4, Boulevard Chapleau, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à l'école St-Édouard, 400 Blvd Labelle, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, mardi, le 15 octobre 1957, pour l'achat de $71,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 mai 1957, telle que modifiée — construction d'une école de quatre classes dans l'arrondissement N° 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

The School Commissioners for the Municipality of the parish of Ste. Thérèse (County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Lockhead, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 4 Blvd Chapleau, Ste. Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, or 8.00 p.m., at St. Edouard School, 400 Blvd Labelle, Ste. Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, Tuesday, October 15, 1957, for the purchase of an issue of $71,500.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the parish of Ste. Thérèse, county of Terrebonne, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 9, 1957, as modified — Erection of a school of four classes in Ward No. 2.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $71,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	x $19,500.00
1er novembre 1959	x 20,500.00
1er novembre 1960	1,000.00
1er novembre 1961	1,000.00
1er novembre 1962	1,000.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	1,500.00
1er novembre 1970	2,000.00
1er novembre 1971	2,000.00
1er novembre 1972	2,000.00
1er novembre 1973	2,000.00
1er novembre 1974	2,500.00
1er novembre 1975	2,500.00
1er novembre 1976	2,500.00
1er novembre 1977	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $41,581.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $20,790.75 chacun, de 1958 et en 1959, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., à l'école St-Édouard, 400 Blvd Labelle, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-de-Blainville, (Comté de Terrebonne), ce 24 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LOCKHEAD.

Adresse postale:
4, Blvd Chapleau,
Ste-Thérèse-de-Blainville,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 45923-o

Table of redemption — $71,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	x $19,500.00
November 1st, 1959	x 20,500.00
November 1st, 1960	1,000.00
November 1st, 1961	1,000.00
November 1st, 1962	1,000.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	1,500.00
November 1st, 1970	2,000.00
November 1st, 1971	2,000.00
November 1st, 1972	2,000.00
November 1st, 1973	2,000.00
November 1st, 1974	2,500.00
November 1st, 1975	2,500.00
November 1st, 1976	2,500.00
November 1st, 1977	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $41,581.50, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $20,790.75 each, in 1958 and 1959, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par, at Ste. Thérèse, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 15, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the St. Édouard School, 400 Blvd Labelle, Ste. Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Thérèse-de-Blainville (County of Terrebonne), this September 24, 1957.

GEORGES LOCKHEAD,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
4, Blvd Chapleau,
Ste. Thérèse-de-Blainville,
(County of Terrebonne), P.Q. 45923

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LUCEVILLE
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jacques Boudreau, secrétaire-trésorier, Luceville, comté de Rimouski, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 14 octobre 1957, pour l'achat de $89,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Luceville, comté de Rimouski, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 juin 1957, telle que modifiée: construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $89,500.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1958	x	$19,500.00
1er novembre 1959	x	20,500.00
1er novembre 1960	x	21,500.00
1er novembre 1961		1,000.00
1er novembre 1962		1,000.00
1er novembre 1963		1,000.00
1er novembre 1964		1,000.00
1er novembre 1965		1,500.00
1er novembre 1966		1,500.00
1er novembre 1967		1,500.00
1er novembre 1968		1,500.00
1er novembre 1969		1,500.00
1er novembre 1970		1,500.00
1er novembre 1971		2,000.00
1er novembre 1972		2,000.00
1er novembre 1973		2,000.00
1er novembre 1974		2,000.00
1er novembre 1975		2,000.00
1er novembre 1976		2,500.00
1er novembre 1977		2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $65,450.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont un de $21,818.00 et les deux autres de $21,816.00 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans et 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Luceville, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LUCEVILLE
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Boudreau, secretary-treasurer, Luceville, county of Rimouski, until 8.00 o'clock p.m., Monday, October 14, 1957, for the purchase of an issue of $89,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Luceville, county of Rimouski, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 5, 1957, as amended: construction of a boys' school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $89,500.00 — 20 years

Year		*Capital*
November 1st, 1958	x	$19,500.00
November 1st, 1959	x	20,500.00
November 1st, 1960	x	21,500.00
November 1st, 1961		1,000.00
November 1st, 1962		1,000.00
November 1st, 1963		1,000.00
November 1st, 1964		1,000.00
November 1st, 1965		1,500.00
November 1st, 1966		1,500.00
November 1st, 1967		1,500.00
November 1st, 1968		1,500.00
November 1st, 1969		1,500.00
November 1st, 1970		1,500.00
November 1st, 1971		2,000.00
November 1st, 1972		2,000.00
November 1st, 1973		2,000.00
November 1st, 1974		2,000.00
November 1st, 1975		2,000.00
November 1st, 1976		2,500.00
November 1st, 1977		2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $65,450.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, one of which is of $21,818.00 and the other two of $21,816.00 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term of fifteen year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Luceville, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as

inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 14 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du couvent, Luceville, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Luceville (comté de Rimouski), ce 26 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES BOUDREAU.

Luceville,
(Comté de Rimouski), P.Q. 45939-o

fifteen-year short-term bonds, an prior to November 1st, 1967, inclusive if issued for full term; after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, October 14, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the convent hall, Luceville, county of Rimouski.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Luceville (county of Rimouski), September 26, 1957.

JACQUES BOUDREAU,
Secretary-Treasurer.

Luceville,
(County of Rimouski), P.Q. 45939

Avis divers

(P.G. 10807-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 20 septembre 1957, approuvé les règlements I à XIV inclusivement de "St. Andrew's Presbyterian Homes Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45902 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11903-57)

BAIE UNGAVA PROSPECTEURS LIMITÉE
(No Personal Liability)

Règlement numéro huit

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
45903 J. D. REILLY.

(P.G. 12644-55)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur de la province, l'Honorable Secrétaire de la province a,

Miscellaneous Notices

(A.G. 10807-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws Nos. I to XIV inclusively, of "St. Andrew's Presbyterian Homes Inc.", have been approved on September 20th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45902-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 11903-57)

BAIE UNGAVA PROSPECTEURS LIMITÉE
(No Personal Liability)

By-law number eight

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of the Company as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of five Directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy.

J. D. REILLY,
45903-o Secretary.

(A.G. 12644-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law No. XIV of "St-Jean River Fishing Club",

le 20 septembre 1957, approuvé le règlement XIV de "St-Jean River Fishing Club", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45904 JEAN BRUCHÉSI.

has been approved on September 20th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45904-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 12198-57)

LA LAITERIE DE JONQUIÈRE LIMITÉE

Règlement N° 8

concernant la modification du nombre des directeurs.

"Il est statué par le présent règlement numéro 8:

Que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de la compagnie "La Laiterie de Jonquière Ltée" est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) directeurs."

Copie certifiée du règlement numéro 8 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le dixième jour de juin 1957, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, tenue le onzième jour de juin 1957.

Le Secrétaire,
45887-o ALVIDA MARTEL.

(A.G. 12198-57)

LA LAITERIE DE JONQUIÈRE LIMITÉE

By-law No. 8

concerning an amendment in the number of directors.

"It has been enacted by this By-law number 8:

That the number of directors of whom the Board of Directors of the company "La Laiterie de Jonquière Ltée" is changed from three (3) its former number, to that of five (5) directors".

Certified copy of By-law number 8 duly adopted at a meeting of directors held the tenth day of June 1957, and confirmed at a special general meeting of shareholders of the company, held the eleventh day of June 1957.

ALVIDA MARTEL,
45887 Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois de la Gaspésie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le neuf septembre 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à New-Richmond (Caps-Noirs), comté de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la province,
45888-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois de la Gaspésie", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at New Richmond, (Caps-Noirs), county of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
45888 Under Secretary of the Province.

(Sec. P. 164-56)

AVIS

(Loi des Compagnies à Fonds Social Étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que, par nouvelle procuration exécutée le 21 août 1957 par "T. Connors Diamond Drilling Company Limited", une compagnie à fonds social étrangères dont le siège social est en la cité de Vancouver, province de la Colombie Britannique, et dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, M. John David Hackett, avocat, 507 Place d'Armes en la cité de Montréal, a été nommé agent principal de ladite compagnie en ladite province de Québec, en lieu et place de feu Arthur E. Laverty, le siège social de ladite compagnie étant et demeurant établi à 507 Place d'Armes, en ladite cité de Montréal, aux soins de l'agent principal ci-dessus nommé.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45891 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 164-56)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney executed on August 21st, 1957 by "T. Connors Diamond Drilling Company Limited", an extra-provincial company whose head office is in the city of Vancouver, in the Province of British Columbia, and duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, Mr. John David Hackett, advocate, 507 Place d'Armes in the city of Montreal, has been appointed chief agent of the said company in the said Province of Quebec, in the place and stead of the late Arthur E. Laverty, the head office of the said company being and remaining established at 507 Place d'Armes in the said city of Montreal, in the care of the aforesaid chief agent.

Given at the office of the Provincial Secretary this 19th day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45891-o Under-Secretary of the Province.

(P.G. 5932-39)

CORDON BLEU LIMITED
CORDON BLEU (LIMITÉE)

"Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité de porter de trois à cinq le nombre des directeurs de "Cordon Bleu Limitée", le tout suivant résolution votée à l'assemblée générale des actionnaires tenue le 15 avril 1955 et instruction est donnée au procureur de la compagnie Me Fernand Chaussé, de voir à faire les démarches auprès du Gouvernement provincial pour légaliser cette décision."

Montréal, le 29 août 1957.

Copie certifiée conforme.

Le Secrétaire,
45896-o FERNAND CHAUSSÉ.

(A.G. 5932-39)

CORDON BLEU LIMITED
CORDON BLEU (LIMITÉE)

"On motion duly seconded, it was unanimously resolved to increase from three to five the number of directors of "Cordon Bleu Limitée", all of which following a resolution passed by vote at a general meeting of shareholders held April 15, 1955 and the Company's Attorney, Me Fernand Chaussé, has been instructed to apply to the Provincial Government in order that this decision be legalized."

Montreal, August 29, 1957.

Certified true copy.

FERNAND CHAUSSÉ,
45896 Secretary.

(P.G. 11363-57)

LAFONTAINE SECURITIES LTD.

Règlement N° 11

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à huit.

Directeurs: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de huit (8) directeurs, chacun desquels, lors de son élection et pendant toute la durée de son terme, devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tout versement exigible sur icelle."

Copie certifiée véritable.

(Sceau) Le Secrétaire,
45897-o JEAN-PAUL DANSEREAU.

(A.G. 11363-57)

LAFONTAINE SECURITIES LTD.

By-law No. 11

concerning an increase in the number of directors from three to eight.

Directors: "The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of eight (8) directors, each one of whom at the time of his election and during all his term of office, shall be the holder of at least one share of the company's stock and shall not be in arrears in respect to any call thereon."

Certified true copy.

(Seal) JEAN-PAUL DANSEREAU,
45897 Secretary.

NOTRE MAISON COMPAGNIE LTÉE

Règlement spécial "A"

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées, les directeurs sont, par les présentes, autorisés à passer les règlements et résolutions qu'ils peuvent juger opportuns à la distribution de l'actif de la compagnie ou portion d'icelui au pro rata entre les actionnaires.

Certifiée vraie copie du règlement spécial "A" de Notre Maison Compagnie Ltée dûment adopté par les directeurs et confirmé par les actionnaires le 8 octobre 1956.

Le Secrétaire,
45898 KELEBAJ KONSTANTYN.

NOTRE MAISON COMPAGNIE LTÉE

Special By-law "A"

Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations not provided for or protected, the Directors are authorized to pass such by-laws or resolutions as they may see fit for distributing the assets of the company or any part of them equitably among the shareholders.

Certified a true copy of Special By-law "A" of Notre Maison Compagnie Ltée duly adopted by the Directors and confirmed by the shareholders on the 8th October 1956.

KELEBAJ KONSTANTYN,
45898-o Secretary.

(P.G. 10222-57)

MOTEL FONTAINE BLEUE, INC.

Règlement N° 3

(relatif à la modification du nombre des directeurs).

"Le nombre des Directeurs de la Compagnie "Motel Fontaine Bleue, Inc." est changé de trois (3) directeurs qu'ils étaient auparavant à celui de cinq (5) directeurs et le sous-paragraphe 4° du règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence."

Certificat

Copie certifiée du règlement N° 3 duement adopté à une assemblée des directeurs tenue le neuvième jour de juillet 1957, et approuvé à une

(A.G. 10222-57)

MOTEL FONTAINE BLEUE, INC.

By-law No. 3

(in respect with changing number of Directors).

"The number of Directors of the Company "Motel Fontaine Bleue, Inc.", is changed from three (3) Directors as was before to five (5) Directors and sub-paragraph 4. of by-law No. 1 of the company is modified accordingly".

Certificat

Certified copy of By-law No. 3 duly adopted at a meeting of the Directors held on July 9, 1957, and approved at a general special meeting

assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le neuvième jour de juillet, 1957, par les actionnaires détenant entr'eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Hull, ce 30 juillet 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
45901-o LOUIS-PHIL. ST-CYR.

(P.G. 11706-57)

THE CALIFORNIA STANDARD COMPANY LIMITED

Règlement Spécial "A"

un règlement qui diminue le nombre des directeurs de huit (8) à cinq (5).

Que l'article 1° du règlement II des règlements de la compagnie soit amendé pour se lire comme suit:

"Article 1. Le bureau de direction de la compagnie sera formé de cinq (5) directeurs."

Vraie copie certifiée du règlement spécial "A" de "The California Standard Company Limited", dûment décrété par les directeurs de la compagnie et sanctionné par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présentes à une assemblée général spéciale convoquée aux fins de donsidérer ledit règlement, le vingtième jour de juin 1957.

Daté à Montréal, ce 20e jour de juin 1957.

(Sceau) Le Directeur,
45905 L. S. REYCRAFT.

(P.G. 12871-54)

YOUNG-AT-HEART INC.

Règlement N° 26

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4);

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Montréal, 19 juin 1957.

Vraie copie certifiée.

(Sceau) Le Secrétaire,
45906 R. WEXELMAN.

(P.G. 11741-57)

CENTRAL INVESTMENT CORPORATION

Règlement N° 2 diminuant le nombre des directeurs de sept à cinq.

"Un bureau de direction de cinq membres sera élu annuellement, choisis parmi les actionnaires de la compagnie, chacun d'entre eux, durant la durée de sa fonction devra être détenteur d'au moins une action du capital-actions de la compagnie absolument en son propre nom et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle."

Je, D. B. Larke, secrétaire de "Central Investment Corporation" certifie:

a) Que le précédent règlement a été régulièrement adopté dans une assemblée des directeurs de la compagnie, vendredi, 5 avril 1957.

b) Que le règlement ci-dessus a été approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue vendredi, 5 avril 1957.

c) Qu'à ladite assemblée générale spéciale des actionnaires étaient présents les actionnaires qui représentaient en personne ou par procuration 5,500 actions du capital-actions de la compagnie,

of the company held July 9, 1957 by the share holders holding amongst themselves 100% of the shares represented at said meeting.

Hull, this 30th day of July, 1957.

(Seal) LOUIS-PHIL. ST-CYR,
45901-o Secretary.

(A.G. 11706-57)

THE CALIFORNIA STANDARD COMPANY LIMITED

Special By-law "A"

a by-law reducing the number of Directors from eight (8) to five (5).

That article 1. of By-law II of the by-laws of the company be amended to read:

"Article 1. The board of directors of the company shall consist of five (5) directors."

Certified a true copy of Special By-law 'A" of "The California Standard Company Limited", duly enacted by the directors of the company and sanctioned by at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering said by-law, on the twentieth day of June, 1957.

Dated Montreal, this 20th day of June, 1957.

(Seal) L. S. REYCRAFT,
45905-o . Director.

(A.G. 12871-54)

YOUNG-AT-HEART INC.

By-law No. 26

1. That the number of Directors of the Company be and it is hereby increased from three (3) to four (4);

2. Four Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. That the By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Montreal, June 19, 1957.

Certified true copy.

R. WEXELMAN,
45906-o Secretary.

(A.G. 11741-57)

CENTRAL INVESTMENT CORPORATION .

By-law No. 2 reducing the number of directors from seven to five.

"A board of five directors shall be elected annually from among the shareholders of the company each of whom during his tenure of office shall own absolutely in his own right at least one share of the capital stock of the company, and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

I, D. B. Larke, secretary of "Central Investment Corporation" certify:

a) That the above by-law has been regularly adopted by a meeting of directors of the company on Friday, April 5, 1957.

b) That the above by-law has been approved at a special general meeting of shareholders of the company held on Friday, April 5, 1957.

c) That at the said special general meeting of shareholders there were present shareholders who represented, in person or by proxy, 5,500 shares of the capital stock of the company,

et les actionnaires qui votèrent en faveur du règlement détenaient ou représentaient les 5,500 actions du capital-actions de la compagnie. (5,500 actions représentent 100% du capital-actions émis de "Central Investment Corporation)".

(Sceau) Le Secrétaire,
45918 D. B. LARKE.

(P.G. 4347-51)

COGAN WIRE & METAL PRODUCTS LIMITED

Règlement XXVI

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Cogan Wire & Metal Products Limited", ce-après nommée la "Compagnie", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlement, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Vraie copie certifiée du règlement XXVI des règlements de "Cogan Wire & Metal Products Limited" passé par le bureau de direction de ladite compagnie le 3e jour de juillet 1957 et approuvé, ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale des actionnaires convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le 3e jour de juillet 1957.

Le Secrétaire,
45919-o G. L. BRADY.

Province de Québec

VILLE DE BAGOTVILLE

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 273, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: C-17, 30, 133, 164, 193, 199, 208, 226, 240, 248, 265, 342, 344.

Dénomination de $500.00: D-11, 40, 52, 85, 108, 128, 173, 245, 246, 254, 289, 308, 340, 374, 409, 444, 520, 521, 535, 548, 599, 611, 628, 647.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er novembre 1957, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
45893-o JOS. EUG. TREMBLAY.

(P.G. 11065-56)

Extrait des règlements de:
BAKER DEVELOPMENT CORPORATION LTD.

Règlement trois

(augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre).

Article 1. Nombre. Le bureau de direction sera composé de quatre directeurs.

Vraie copie certifiée du règlement N° trois, article 1 de "Baker Development Corporation Ltd.", lequel a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment tenue le premier jour de mai 1957, et a été confirmé subséquemment par le vote unanime

and that the shareholders who voted in favour of the by-law, held or represented 5,500 shares of the capital stock of the company. (5,500 shares represents 100% of the issued capital stock of "Central Investment Corporation)".

(Seal) D. B. LARKE,
45918-o Secretary.

(A.G. 4347-51)

COGAN WIRE & METAL PRODUCTS LIMITED

By-law XXVI

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Cogan Wire & Metal Products Limited", hereinafter called the "Company" as follows:

1. The number of Directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of five Directors.

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Certified true copy of By-law XXVI of the By-laws of "Cogan Wire & Metal Products Limited" passed by the Board of Directors of the said company on the 3rd day of July 1957 and unanimously approved and ratified by the shareholders of the company at a general meeting of shareholders called for the purpose of considering the said By-law held on the 3rd day of July 1957.

G. L. BRADY,
45919 Secretary.

Province of Quebec

TOWN OF BAGOTVILLE

Drawing of bonds

The following bonds, issued under By-law 273, have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: C-17, 30, 133, 164, 193, 199, 208, 226, 240, 248, 265, 342, 344.

Denomination of $500.00: D-11, 40, 52, 85, 108, 128, 173, 245, 246, 254, 289, 308, 340, 374, 409, 444, 520, 521, 535, 548, 599, 611, 628, 647.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1957, from which date they shall cease to bear interest.

JOS. EUG. TREMBLAY,
45893-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 11065-56)

Extract from the By-Laws of:
BAKER DEVELOPMENT CORPORATION LTD.

By-law three

(increasing the number of directors from three to four).

Article 1. Number. The Board of Directors shall consist of four Directors.

Certified to be a true copy of By-law No. Three Article 1 of "Baker Development Corporation Ltd.", which was duly enacted at a meeting of the Board of Directors of the Company duly held on the first day of May, 1957, and was subsequently confirmed by the unanimous vote

de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentes à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le premier jour de mai 1957.

Daté ce douzième jour d'août 1957.

Le Secrétaire,
45894 WM. JOHNSTON.

of all the shareholders of the Company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the first day of May, 1957.

Dated this twelfth day of August, 1957.

WM. JOHNSTON,
45894-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative de Publication de Portneuf", en date du 18 septembre 1957, dont le siège social est situé à Donnacona, comté de Portneuf, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45895-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative de Publication de Portneuf", under date September 18, 1957, whereof the head office is at Donnacona, county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this September twentieth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45895 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Léonard de Port-Maurice", en date du 9 septembre 1957, dont le siège social est situé à Saint-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt et un septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45907-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Léonard de Port-Maurice", under date of September 9, 1957, whereof the head office is at Saint-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of September 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45907 Under Secretary of the province.

Chartes — Abandon de

Prenez avis que la compagnie "Gagnon Frères Meubles (Chicoutimi) Ltée" demandera au Procureur Général, la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs de la compagnie,
45889-o DUFOUR & TREMBLAY.

Charters — Surrender of

Take notice that the Company "Gagnon Frères Meubles (Chicoutimi) Ltée", shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

DUFOUR & TREMBLAY,
45889 Attorneys for Company.

Tempo Construction, Limited

Prenez avis que "Tempo Construction, Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, demandera au Procureur-Général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa Charte.

Signé à Montréal, P.Q., ce 12ième jour de septembre, 1957.

Le Vice-président,
45899-o ROGER GROTHÉ.

Tempo Construction, Limited

Notice is hereby given that "Tempo Construction, Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of September, 1957.

ROGER GROTHÉ,
45899-o Vice-President.

Holly Security Company

Prenez avis que la compagnie "Holly Security Company", a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 12 juin 1957.

Le Secrétaire,
45900 (Signé) WM. L. BENNETT.

Holly Security Company

Please take notice that "Holly Security Company", intends to apply for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, June 12, 1957.

(Signed) WM. L. BENNETT,
45900-o Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 517-57)

Avis est donné que "Converted Rice, Inc.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi d'incorportaion générale du Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi au s/d Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. W. H. Laidley de l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45885 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 523-57)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Compagnies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hampshire Nickel Mines Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social de ladite compagnie en cette province est à 132 ouest, rue Saint-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. J. Austin Murphy, C.R., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45885 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 517-57)

Notice is hereby given that "Converted Rice, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the General Corporation Law of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the privosions of the Extra-Provincial Companies' Act R.S.Q., 1941, chapter 279..

The principal office of the said Company in the Province is to be established at c/o Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45885-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 523-57)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that "Hampshire Nickel Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office of the said company in this Province is at 132 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. J. Austin Murphy, Q.C., of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45885-o Under Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11574-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The St. Catherine-Stanley Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 avril 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 11654-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276,

Companies Dissolved

(A.G. 11574-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The St. Catherine-Stanley Realty Corporation", incorporated by letters patent dated April 15, 1926.

Notice is also given that from and after September sixteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11654-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted

article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ascot Grain & Feed Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 août 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 13908-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Beaver Paper Cup Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 octobre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 12170-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Belle Apartments Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 11241-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Club Social des Travailleurs Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 14098-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ascot Grain & Feed Ltd.", incorporated by letters patent dated August 13, 1951.

Notice is also given that from and after September sixteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13908-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Beaver Paper Cup Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated October 16, 1954.

Notice is also given that from and after September sixteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12170-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Belle Apartments Inc.", incorporated by letters patent dated October 27, 1949.

Notice is also given that from and after September sixteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11241-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Club Social des Travailleurs Inc.", incorporated by letters patent dated April 14, 1944.

Notice is also given that from and after September sixteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14098-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fleury Invest-

compagnie "Fleury Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 janvier 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 13530-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lakeshore Golf & Country Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 10910-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mont Gabriel Resort Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 octobre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 11303-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Roger Baron Limitée — Roger Baron Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mai 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

(P.G. 10185-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Antilles Trading Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mai 1934.

ment Corporation", incorporated by letters patent dated January 7, 1955.

Notice is also given that from and after September sixteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13530-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lakeshore Golf & Country Club Inc.", incorporated by letters patent dated February 11, 1952.

Notice is also given that from and after September sixteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10910-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mont Gabriel Resort Limited" incorporated by letters patent dated October 21, 1941.

Notice is also given that from and after September sixteenth, 1957, the said company has been sissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11303-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Roger Baron Limitée — Roger Baron Limited", incorporated by letters patent dated May 21, 1954.

Notice is also given that from and after September sixteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10185-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Antilles Trading Company Limited", incorporated by letters patent dated May 8, 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize septembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45885-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after September sixteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45885 Acting Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 9-57
(Région de Hull)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, le 18 septembre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Hull.

2° La région de Hull comprend la cité de Hull, les villes d'Aylmer, Gatineau et Buckingham, les villages de Deschênes, Pointe-à-Gatineau, Angers, Masson et Templeton, ainsi que la partie est du canton de Hull, la partie sud du canton de Hull et la partie ouest du canton de Hull.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs, doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.89 F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses;

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dizième de 1% au-dessus de ce pourcentage.

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dizième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 9-57
(Region of Hull)

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 18th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Hull.

2. The region of Hull includes the city of Hull, the towns of Aylmer, Gatineau and Buckingham, the villages of Deschênes, Pointe-à-Gatineau, Angers, Masson and Templeton, as well as the east part of the township of Hull, the south part of the township of Hull and the west part of the township of Hull.

3. Milk dealers, cooperatives societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.89 F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat;

a) A premium of three cents a hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Hull, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 13 cents la chopine et 22½ cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 12 cents la chopine, 21 cents la pinte et en bidon 80 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 78 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 12 cents la chopine et 21 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 69 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 7 cents le demiard et 6 cents la mesure de 8 onces.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 9-56A et entrera en vigueur le 1er octobre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
45914-o

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Hull, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 13 cents a pint and 22½ cent a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7 cents a half-pint, 12 cents a pint, 21 cents a quart and in bulk 80 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 78 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 12 cents a pint and 21 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 69 cents a gallon.

8. The price of bottled milk for distribution to pupils is fixed at 7 cents a half-pint and 6 cents the 8 ounce container.

9. The present Order cancels Order No. 9-56A and shall come into force on October 1st, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
45914-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 15-57
(Région de St-Jérôme)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, le 18 septembre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 15-57
(Region of St. Jérôme)

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 18th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement en indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de St-Jérôme.

2° La région de St-Jérôme, comprend la cité de St-Jérôme, la ville de Ste-Thérèse, les paroisses de Rosemère, St-Antoine-des-Laurentides, St-Janvier-de-Blainville, et Ste-Thérèse; ainsi que la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest.

3° Les marchands de lait; les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci $4.70 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Jérôme offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6½ cents le demiard, 11 cents la chopine, 19 cents la pinte et en bidon 75 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 72 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

7. Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produis laitiers à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 6½ cents le demiard et 6 cents la mesure de 8 onces.

9. La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 15-56 et entrera en vigueur le 1er octobre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
45914-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order in applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of St. Jérôme.

2. The region of St. Jérôme includes the city of St. Jérôme, the town of St. Thérèse, the parishes of Rosemère, St. Antoine des Laurentides St. Janvier de Blainville, and St. Thérèse; and also the municipality of St. Thérèse West.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them $4.70 F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A primium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of St. Jérôme offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment et prices inferior to 6½ cents a half-pint, 11 cents a pint, 19 cents a quart and in bulk 75 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 72 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint and 19 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 62 cents a gallon.

8. The price of bottled milk delivered to pupils is fixed at 6½% cents a half-pint and 6 cents the 8 ounce container.

9. The present Order cancels Order No. 15-56 and shall come into force on October 1st, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
45914-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 61-57
(Région de l'Assomption)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, le 18 septembre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 61-57
(Region of L'Assomption)

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 18th, 1957, held in the office of the Dairy Industry

Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de l'Assomption.

2° La région de l'Assomption comprend les municipalités suivantes: les villes de l'Assomption, de Terrebonne et de Berthierville; les villages de Charlemagne, Lavaltrie, l'Épiphanie et Rawdon; les paroisses de Repentigny, St-Joseph-de-Lanoraie, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice et St-Ignace-de-Loyola; la municipalité de Lachenaie et la partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier bornée à l'est par la Rivière Bayonne, à l'ouest par la rivière la Chaloupe, et au nord par la voie ferrée du Pacifique Canadien via Montréal-Québec.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4. Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent;

Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of L'Assomption.

2. The region of L'Assomption includes the following municipalities: the towns of l'Assomption, Terrebonne and Berthierville; the villages of Charlemagne, Lavaltrie, l'Épiphanie and Rawdon; the parishes of Redentigny, St. Joseph de Lanoraie, St. Paul l'Ermite, St. Sulpice and St. Ignace de Loyola; the municipality of Lachenaie and part of the municipality of the parish of Ste. Geneviève de Berthier bounded on the east by the river known as Rivière Bayonne, on the west by the river known as Rivière La Chaloupe, and on the north by the Canadian Pacific Railway via Montreal-Quebec.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

a) la quantité totale du lait reçu:

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3:

e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de l'Assomption offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux disbributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard et 5 cents la mesure de 8 onces.

10° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de l'Assomption que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

11° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 61-56 et entrera en vigueur le 1er octobre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

45914-o

a) Total quantity of milk received;

b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) Quantity of milk used for other purposes;

d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of L'Assomption offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk, 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of bottled milk for distribution to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint and 5 cents the 8 ounce container.

10. Delivery of milk or cream within the region of l'Assomption will be permitted only on Monday Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

11. The present Order cancels Order No. 61-56 and shall come into force on October 1st, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMEP-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

45914-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 16-57
(Région de Joliette)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, le 18 septembre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 16-57
(Region of Joliette)

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 18th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2° La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un mille en profondeur contiguë à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du Village Saint-Pierre, l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, et St-Félix-de-Valois, ainsi que le village de St-Gabriel-de-Brandon.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

7° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard et 5 cents la mesure de 8 once.

8° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème, dans la région de Joliette, que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

9° La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 16-51, 16-51A, 50-51 et 50-51A et entrera en vigueur le 1er octobre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
45914-o

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette, and a strip of land of a mile deep bordering of the city of Joliette, and forming part of the municipalities of Saint-Charles Borromée, and Village Saint-Pierre, the district of Crabtree Mills, situated in the parish of the Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills, and St-Félix-de-Valois, and also the village of St. Gabriel-de-Brandon.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

7. The price of bottled milk for distribution to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint and 5 cents the 8 ounce container.

8. Delivery of milk or cream, within the region of Joliette, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

9. The present Order cancels Orders Nos 16-51, 16-51A, 50-51 and 50-51A and shall come into force on October 1st, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
45914-o

Departement de l'Instruction Publique

N° 717-56.

Québec, le 12 septembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Bienheureuse Vierge Marie, dans le comté de Yamaska, le lot 94 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Brigitte-des-Saults, dans le comté de Nicolet.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

45852-38-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1228-56.

Québec, le 12 septembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Flavie-de-Lepage, dans le comté de Matane, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, dans le même comté.

1° En référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du côté nord-ouest de l'emprise de chemin de fer Canadien National avec la ligne séparative des lots 194 et 195; de là successivement les lignes et démarcations suivantes; ladite ligne séparative des lots 194 et 195 en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 600 pieds; une ligne traversant le lot 195 et se maintenant à une distance de 600 pieds du côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer, mesurée dans la direction des lignes latérales de lots jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 130 pieds au sud-ouest de la ligne séparative des lots 195 et 196; une ligne parallèle à ladite ligne séparative des lots 195 et 196 à une distance perpendiculaire de 130 pieds au sud-ouest d'icelle jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-ouest du chemin du rang II; une ligne se maintenant à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-ouest dudit chemin traversant une partie du lot 195 et les lots 196 et 197; la ligne sud-ouest du lot 198 jusqu'à la ligne séparative des rangs I et II; cette dernière ligne en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 335 et 400; ladite ligne séparative des lots 335 et 400 jusqu'au côté nord-ouest du chemin du rang II; une ligne traversant ledit chemin jusqu'au coin ouest du lot 335-A; la ligne sud-ouest et la ligne sud du lot 335-A; la ligne séparative des lots 335 et 400 en allant vers le sud jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 100 pieds de la limite actuelle de la ville de Mont-Joli étant le côté nord-ouest d'une rue projetée; une ligne traversant le lot 400 et se maintenant à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-ouest de la limite actuelle de la ville de Mont-Joli (côté nord de ladite rue projetée) le prolongement de la dernière ligne nommée sur toute la largeur du lot 402; la ligne séparative des lots 402 et 420 en allant vers le sud-est sur une longueur de 1,011.6 pieds; une ligne traversant le lot 402 dans la direction astronomique S.9°58'E sur une longueur de 625.3 pieds jusqu'à la ligne séparative des lots 400 et 402; puis suivant les limites actuelles de la ville de Mont-Joli en passant par la ligne séparative des lots 400 et 402 en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté nord-ouest d'une rue projetée; ledit côté nord-ouest de ladite rue projetée traversant les lots 400, 335, 284 et 222 jusqu'au côté nord-est du chemin de Ste-Flavie;

Department of Education

No. 717-56.

Quebec, September 12, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Bienheureuse Vierge Marie, in the County of Yamaska, lot 94 of the official cadastre of the parish of Ste. Brigitte, in order that it be annexed to the School Municipality of Ste. Brigitte-des-Saults, in the County of Nicolet.

O. J. DÉSAULNIERS,

45852-38-2 Superintendent of Education.

No. 1228-56.

Quebec, September 12, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Ste. Flavie-de-Lepage, in the county of Matane, the territory hereinder described in order that it be annexed to the School Municipality of the Village of Mont-Joli, in the same county.

1. With reference to the official cadastre of the Parish of Ste. Flavie, the lots or parts thereof and subdivisions thereof both present and future included within the following boundaries, to wit: commencing at the intersection point of the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railroad and the dividing line of lots 194 and 195; thence, successively, the following lines and demarcations; the said dividing line of lots 194 and 195 in a northwesterly direction along a length of 600 feet; and line crossing lot 195 maintaining a distance of 600 feet on the northwesterly side of the railroad right-of-way, measured in the direction of the lateral lot lines as far as a point at a perpendicular distance of 130 feet southwest of the dividing line of lots 195 and 196; a line parallel to the said dividing line of lots 195 and 196 at a perpendicular distance of 130 feet southwest of said line as far as a point at a perpendicular distance of 100 feet northwest of the road of Range II, a line, maintaining a perpendicular distance of 100 feet northwest of said road crossing a part of lot 195 and lots 196 and 197; the southwesterly line of lot 198 as far as the dividing line of Ranges I and II; this latter line in a northeasterly direction as far as the dividing line of lots 335 and 400; the said dividing line of lots 335 and 400 as far as the northwesterly side of the road of Range II; a line crossing said road as far as the westerly corner of lot 335-A; the southwesterly line and southerly line of lot 335-A; the dividing line of lots 335 and 400 in a southerly direction as far as a point at a perpendicular distance of 100 feet of the present boundary of the town of Mont-Joli being the northwesterly side of a proposed street; a line crossing lot 400 maintaining a perpendicular distance of 100 feet northwest of the present boundary of the town of Mont-Joli (north side of the said proposed street), the prolongation of the latter line mentioned along the whole width of lot 402; the dividing line of lots 402 and 420 in a southeasterly direction along a length of 1,011.6 feet; a line crossing lot 402 in an astronomical direction S.9°58'E along a length of 625.3 feet as far as the dividing line of lots 400 and 402; then following the present limits of the town of Mont-Joli passing by the dividing line of lots 400 and 402 in a northwesterly direction as far as the northwest side of the proposed Street; the said northwesterly side of the said proposed street crossing lots 400, 335, 284 and 222 as far as the northeasterly side of the Ste. Flavie Road; the

ledit côté nord-est du chemin de Ste-Flavie en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 140 pieds jusqu'au prolongement du côté nord-ouest d'une autre rue projetée; ledit prolongement et ledit côté nord-ouest de cette autre rue projetée traversant les lots 203 et 197 jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 196 et 197 à une distance de 1,600 pieds plus ou moins du côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National; ladite ligne séparative des lots 196 et 197 en allant vers le sud-est jusqu'audit côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National et enfin ledit côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45853-38-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

said northeasterly side of the Ste. Flavie Road in a northwesterly direction along a length of 140 feet as far as the prolongation of the northwesterly side of another proposed street; the said prolongation of said northwesterly side of this other proposed street crossing lots 203 and 197 as far as a point of the dividing line of lots 196 and 197 at a distance of 1,600 feet more or less fron the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railroad; the said dividing line of lots 196 and 197 in a southeasterly direction as far as the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railroad and finally the said northwesterly side of said railroad right-of-way in a southwesterly direction as far as the point of commencement.

O. J. DÉSAULNIERS,
45853-38-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 15-A-238 à 15-A-252 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45886-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du village de Laprairie, municipalité de la ville de Laprairie, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 68, 69, 70 et partie des lots 41 et 62 sont annulés et les lots 317 à 321 sont ajoutés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 30 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45886-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel revisé d'une partie du village incorporé de Lauzon, cité de Lauzon, quartier Fafard, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 1096-63 à 1096-71 sont corrigés et le lot 1096-74 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45886-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 33-1 à 33-60, 61-25 à 61-51, 61-75 à 61-129, 61-142 à 61-172, 61-174 à 61-179, 61-184 à 61-192, 62-14 à 62-26, 62-43 à 62-117, 62-137

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 15-A-238 to 15-A-252 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 29th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45886-o Deputy Minister.

Official cadastre of the village of Laprairie, municipality of the town of Laprairie, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 68, 69, 70 and part of lots 41 et 62 are cancelled and lots 317 to 321 are added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 30th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45886-o Deputy Minister.

Official cadastre revised of part of the incorporated village of Lauzon, city of Lauzon, Fafard ward, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lots 1096-63 to 1096-71 are corrected and lot 1096-74 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 12th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45886-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 33-1 to 33-60, 61-25 to 61-51, 61-75 to 61-129, 61-142 to 61-172, 61-174 to 61-179, 61-184 to 61-192, 62-14 to 62-26, 62-43 to 62-117, 62-137 to 62-176, 62-179 to

à 62-176, 62-179 à 62-184, 62-191 et une partie des lots 61-180, 62-186 et 62-189 (rues) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 septembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45886-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 154-967 à 154-994, 154-1011 à 154-1035, 155-849 à 155-876, 155-884 à 155-964 et partie du lot 155-883 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 septembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45886-o

62-184, 62-191 and a part of lots 61-180, 62-186 and 62-189 (Streets) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 10th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45886-o

Official cadastre of the parish of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 154-967 to 154-994, 154-1011 à 154-1035, 155-849 to 155-876, 155-884 to 155-964 and part of lot 155-883 (Street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 17th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45886-o

Département du Travail

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la constitution et les règlements du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957 et dont le siège social est situé dans la cité de Hull, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 960 du 18 septembre 1957 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 28 septembre 1957. 45915-o

AVIS DE MODIFICATION

L'Honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne et Laval, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'y apporter les modifications suivantes:

1° Le district électoral de Papineau sera ajouté à la juridiction territoriale du décret.

2° La Confédération (1er juillet) sera ajoutée aux jours chômés énumérés au paragraphe "*e*" de l'article IV.

3° Le paragraphe "*a*" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"*a*) Les compagnons-barbiers ou coiffeurs pour hommes doivent recevoir $40.00 par semaine plus 60% des recettes de leur travail excédant $55.00 au cours de la semaine."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Department of Labour

Notice of approval of By-laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and by-laws of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, established under decree number 810 of August 14, 1957, with head office in the city of Hull, have been approved by Order in Council number 960 of September 18, 1957 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Barber and Hairdresser Trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne and Laval, rendered obligatory by the decree number 140 of February 27th, 1952, and amendments, have petitioned him to amend the said decree as follows:

1. The electoral district of Papineau will be added to the territorial jurisdiction of the decree.

2. Confederation Day (July 1) will be added to the holidays enumerated in paragraph "*e*" of article IV.

3. Paragraph "*a*" of article VI will be replaced by the following:

"*a*) Men's journeymen barbers or hairdressers shall receive $40.00 per week plus 60% of the receipts of their work exceeding $55.00 on the course of the week."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 878 du 2 août 1950 et amendements, relatif à l'industrie du verre dans la région de Québec:

Le comté de Lotbinière sera radié de la juridiction territoriale décrite à l'article I dudit décret.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under article 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 878 of August 2, 1950 and amendments, relating to the glass industry in the region of Quebec:

The county of Lotbinière will be deleted from the territorial jurisdiction described in article I of the said decree.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45015-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 961 du 18 septembre 1957, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 août 1957 au 31 août 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski, formed under decree number 1255 of November 10, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 961 of September 18, 1957, Part "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from August 31, 1957 to August 31, 1958; the levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1255, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen, namely $45.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnels doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 31 août 1957 et le 31 août 1958.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI
(Siège social: Rimouski)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 août 1957 et le 31 août 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,700.00
Artisans	450.00
Salariés	1,700.00
	$3,850.00
Déboursés:	
Salaires, inspecteur et secrétaire	$1,500.00
Frais de déplacement	460.00
Loyer de bureau	420.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	500.00
Ameublement, accessoires de bureau	100.00
Vérification des livres	150.00
Assurance cautionnement	10.00
Jetons de présence	250.00
Publicité	110.00

the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments enacted by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski for the period between August 31, 1957, and August 31, 1958.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF RIMOUSKI
(Head office: Rimouski)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 31, 1957 and August, 31, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,700.00
Artisans	450.00
Employees	1,700.00
	$3,850.00
Disbursements:	
Salary of the Secretary of inspector	$1,500.00
Travelling expenses	460.00
Office rent	420.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	500.00
Furniture and office equipment	100.00
Audition	150.00
Fidelity Bond	10.00
Attendance fees	250.00
Publicity	110.00

Dépenses diverses et imprévues.....	150.00
	$3,850.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 961 du 18 septembre 1957, section "F" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 août 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour tous les salariés des deux sexes régie par ledit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de 1/3 de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. *Mode de perception*

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujetties audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmis au Comité paritaire de la manière susdite.

Various and unforeseen expenses.....	150.00
	$3,850.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31st, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 961 of September 18, 1957, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate thereafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of gazetting of this by-law to August 31st, 1958; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry governed by decree number 3003, and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for all male and female employees subject to the said decree.

b) All made and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessment equivalent to 1/3 of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans of the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership, shall pay an assessment of 1/3 of 1% of their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being equal to the wages paid to the journeyman employee with the lowest arte of pay.

2. *Mode of collection*

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall submit to the Parity Comittee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remuneration paid during the preceding month to all made and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments, calculated as above, and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er septembre 1957 et le 31 août 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1957 et le 31 août 1958.

Recettes:	
Cotisations (1/3 de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 52,000.00
Salariés	52,000.00
	$104,000.00
Déboursés:	
Salaires	$50,000.00
Frais de déplacement des inspecteurs	8,000.00
Frais de déplacement des délégués y compris les sous-comités	8,000.00
Frais professionnels et judiciaires	2,000.00
Frais généraux	900.00
Assurances et frais de cautionnement	800.00
Impressions, papeterie et accessoires de bureau	4,000.00
Agios, intérêt et échange	300.00
Loyer, éclairage et taxes	5,000.00
Poste, téléphone et télégraphe	2,000.00
Assurance-chômage et plan de pension	3,000.00
Dépréciation – immeuble	5,000.00
Commission d'Apprentissage de la Chaussure; Formation professionnelle; Service de renseignements	12,000.00
Comité de négociation	3,000.00
	$104,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

Every artisan working individually or in partnership is under the ame obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. *Financial report*

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between September 1, 1957 and August 31, 1958.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period between September 1, 1957 and August 31, 1958.

Receipts:	
Assessments (1/3 of 1%):	
Professional employers	$ 52,000.00
Employees	52,000.00
	$104,000.00
Disbursements:	
Salaries	$50,000.00
Travelling expenses — inspectors	8,000.00
Travelling expenses of delegates, sub-committees included	8,000.00
Professional and judicial fees	2,000.00
General expenses	900.00
Insurance and security bond	800.00
Stationery, printing and office accessories	4,000.00
Agios, interest and exchange	300.00
Rent, electricity, taxes	5,000.00
Postage, telephone and telegraph	2,000.00
Unemployment insurance and pension plan	3,000.00
Depreciation — Building	5,000.00
Apprenticeship Commission of the Shoe Industry; Occupational training; Information Service	12,000.00
Negotiation Committee	3,000.00
	$104,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957, et chargé de l'application du décret 749, du 27 mai 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 960 du 18 septembre 1957, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, formed under decree number 810 of August 14, 1957, and entrusted, with the enforcement of decree number 749 of May 27th, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 960 of September 18, 1957, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the

numéro 749, et amendements suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 24 août 1957 au 30 avril 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 749 du 27 mai 1948 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers régis par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 749 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 749 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant la date pour lequel il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, pour l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements pour la période se terminant le 30 avril 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 30 avril 1958.

Recettes:

Prélèvement à recevoir des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis au décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements..... $1,500.00

said decree number 749, and amendments, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from August 24, 1957, to April 30th, 1958 and apply as follows;

a) The professional employers governed by the decree number 749 of May 27, 1948 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees of the trades governed by the decreee.

b) The artisans governed by the decree number 749, and amendments, sahll pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the decree number 749, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professionel employer shall see to it that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee together with his town assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which it is requirable.

3. *Financial report*

Pur uant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, for the administration of the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, for the period ending April 30, 1958.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending April 30, 1958.

Receipts:

Assessments of professional employers, employees and artisans governed by the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments..... $1,500.00

Déboursés:

Déboursés prévus pour l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements comprenant les services d'inspection, la tenue des livres et autres dépenses nécessaires..... $1,500.00

Disbursements:

Probable disbursements for the administration of decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, including inspection services, bookkeeping and other necessary administration expenses..... $1,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis, par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 960 du 18 septembre 1957, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mnetionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er février 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 810, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 810, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the district of Hull, formed under decree number 810 of August 14, 1957, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 960 of September 18, 1957, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, as per the method and rate mentioned hereinbelow:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of gazetting of this by-law to February 1, 1958; the said levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 810, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 810, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 810, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the same of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, une avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, pour la période se terminant le 1er février 1958.

COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 1er février 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels, artisans et salariés	$15,000.00
Honoraires d'examens	500.00
Intérêts sur débenturse	1,000.00
	$16,500.00
Déboursés:	
Bureau des examinateurs	$ 1,200.00
Jetons de présence	500.00
Frais de déplacements et de représentation	1,000.00
Frais d'inspections	1,000.00
Salaires	7,500.00
Entretien	150.00
Papeterie	500.00
Téléphone, télégramme, timbres	500.00
Vérification	120.00
Loyer	375.00
Frais légaux	300.00
Divers	2,000.00
	$15,145.00
Surplus prévu	1,355.00
	$16,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given within which he shall fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity committee for the Buildings Trades of the district of Hull, for the period ending February 1, 1958.

PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending February 1, 1958.

Receipt:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers, artisans and employees	$15,000.00
Examination fees	500.00
Bonds interest	1,000.00
	$16,500.00
Disbursements:	
Board of examiners	$ 1,200.00
Meeting attendance fees	500.00
Travelling and representation expenses	1,000.00
Inspection expenses	1,000.00
Salaries	7,500.00
Maintenance	150.00
Stationery	500.00
Telephone, telegrams, postage	500.00
Auditing	120.00
Rent	375.00
Legal fees	300.00
Miscellaneous	2,000.00
	$15,145.00
Estimate surplus	1,355.00
	$16,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro-523 du 11 mai 1955, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec;

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 523 of May 11, 1955, relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Quebec:

1° Le paragraphe 1° de l'article V-A sera remplacé par le suivant:

"1° Une semaine de travail pour la période commençant le 1er septembre 1957 et se terminant le 30 juin 1958, comprend quarante (40) heures d'ouvrage, réparties en cinq (5) jours ouvrables, du lundi au vendredi de chaque semaine. Le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 5.00 p.m., avec interruption d'une (1) heure chaque jour pour le lunch, de midi à 1.00 p.m.

Une semaine de travail pour l'année commençant le 1er juillet 1958 et se terminant le 30 juin 1959, comprend trente-neuf (39) heures d'ouvrage, réparties en cinq (5) jours pendant lesquels les heures s'établissent comme suit: du lundi au jeudi de chaque semaine, le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 4.45 p.m., et le vendredi le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 5.00 p.m., avec interruption d'une (1) heure chaque jour pour le lunch, de midi à 1.00 p.m.

Une semaine de travail pour l'année commençant le 1er juillet 1959, comprend trente-sept heures et demie (37½) d'ouvrage, réparties en cinq (5) jours ouvrables, du lundi au vendredi de chaque semaine.

Le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 4.30 p.m. avec interruption d'une (1) heure chaque jour pour le lunch, de midi à 1.00 p.m.

Tout travail fait avant ou après les heures ci-haut mentionnées est considéré comme travail supplémentaire.

Aucun travail ne doit être fait le samedi ou le dimanche."

2° Le paragraphe 9° de l'article V-A sera remplacé par le suivant:

"9° Tout travail supplémentaire exécuté durant la période qui s'étend du 1er septembre 1957 au 30 juin 1959, doit être rémunéré à raison de salaire et demi après 5.00 p.m.

A compter du 1er juillet 1959, tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi après 4.30 p.m.

Aucun travail supplémentaire ne doit être exécuté le vendredi, le samedi ou le dimanche."

3° Les paragraphes 1° et 2° de l'article V-B seront remplacés par les suivants:

"1° Les heures de travail des salariés travaillant sur des vêtements de la classe "B" sont établies comme suit:

Une semaine de travail pour la période commençant le 1er septembre 1957 et se terminant le 30 juin 1958, comprend quarante (40) heures d'ouvrage, réparties en cinq (5) jours ouvrables, du lundi au vendredi de chaque semaine. Le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 5.00 p.m., avec interruption d'une (1) heure pour le lunch, de midi à 1.00 p.m.

Une semaine de travail pour l'année commençant le 1er juillet 1958 et se terminant le 30 juin 1959, comprend trente-neuf (39) heures d'ouvrage, réparties en cinq (5) jours ouvrables pendant lesquels les heures s'établissent comme suit: du lundi au jeudi de chaque semaine, le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 4.45 p.m., et le vendredi le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 5.00 p.m., avec chaque jour interruption d'une (1) heure pour le lunch, de midi à 1.00 p.m.

Une semaine de travail pour l'année commençant le 1er juillet 1959, comprend trente-sept heures et demie (37½), réparties en cinq (5) jours ouvrables du lundi au vendredi de chaque semaine. Le travail doit commencer à 8.00 a.m. et se terminer à 4.30 p.m., avec interruption d'une (1) heure pour le lunch, de midi à 1.00 p.m.

1. Paragraph 1. of article V-A will be replaced by the following:

"1. A week's work for the period commencing September 1st, 1957 and terminating June 30, 1958, shall consist of 40 hours divided into five working days, from Monday to Friday of each week when work shall begin at 8.00 a.m., and shall continue until 5.00 p.m., with an interval of one hour for lunch from noon to 1.00 o'clock p.m.

A week's work for the year commencing July 1st, 1958 and terminating on June 30, 1959, shall consist of 39 hours divided into five working days from Monday to Thursday of each week when work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 4.45 p.m., and on Friday of each week when work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 5.00 p.m., the whole with an interval of one hour for lunch from noon to 1.00 p.m.

A week's work for the year commencing July 1st, 1959, shall consist of 37½ hours, divided into five working days, from Monday to Friday of each week when work shall begin at 8.00 a.m., and shall continue until 4.30 p.m., with an interval of one hour for lunch from noon to 1.00 p.m.

All work outside of the aforesaid hours shall be considered as overtime.

No work shall be done on Saturday or Sunday."

2. Paragraph 9. of article V-A will be replaced by the following:

"9. All overtime worked during the period September 1st, 1957, to June 30, 1959 shall be paid at the rate of time and one-half after 5.00 p.m.

Beginning July 1, 1959 all overtime worked shall be paid at the rate of time and one-half after 4.30 p.m.

In no event shall any overtime be worked on Friday, Saturday or Sunday."

3. Paragraphs 1. and 2. of article V-B will be replaced by the following:

"1. The hours of labour for employees working on Class "B" garments shall be as follows:

A week's work for the period commencing September 1, 1957 and terminating June 30, 1958, shall consist of 40 hours divided into five (5) working days, from Monday to Friday of each week when work shall begin at 8.00 a.m., and shall continue until 5.00 p.m., with an interval of one hour for lunch from noon to 1.00 p.m.

A week's work for the year commencing July 1, 1958 and terminating on June 30, 1959, shall consist of 39 hours divided into five working days from Monday to Thursday of each week when work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 4.45 p.m., and on Friday of each week when work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 5.00 p.m., the whole with an interval of one hour for lunch from noon to 1.00 p.m.

A week's work for the year commencing July 1, 1959, shall consist of 37½ hours, divided into five working days, from Monday to Friday of each week when work shall begin at 8.00 a.m., and shall continue until 4.30 p.m., with an interval of one hour for lunch from noon to 1.00 p.m.

Tout travail fait avant ou après les heures ci-haut mentionnées est considéré comme travail supplémentaire.

Aucun travail ne doit être fait le samedi ou le dimanche.

2° *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire exécuté durant la période qui s'étend du 1er septembre 1957 au 30 juin 1959 doit être rémunéré à raison de salaire et demi après 5.00 p.m.

A compter du 1er juillet 1959, tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi après 4.30 p.m.

Aucun travail supplémentaire ne doit être exécuté le vendredi, le samedi ou le dimanche."

4° L'article VI-C suivant sera ajouté:

"VI-C. *Augmentations:*

1° *En ce qui touche les vêtements de la classe A:*

a) Les coupeurs, les coupeurs moins compétents (choppers) et les coupeurs de garnitures ont droit à une augmentation de $5.00 par semaine en plus de leur salaire réel à la semaine ou à l'autre, et ce à compter du 1er septembre 1957.

b) Les apprentis coupeurs, les coupeurs moins compétents (choppers) et les coupeurs de garnitures ont droit à une augmentation de $5.00 par semaine en plus de leur salaire réel, à la semaine ou à l'heure, et ce à compter du 1er septembre 1957.

c) Tous les employés à la semaine, à l'exception des coupeurs, des coupeurs de garnitures, des coupeurs moins compétent (choppers), des apprentis-coupeurs, des apprentis-coupeurs moins compétents (choppers) et des apprentis-coupeurs de garnitures, ont droit à une augmentation de 7% de leur salaire réel, à la semaine ou à l'heure, et ce à compter du 1er septembre 1957. Telle augmentation est incorporée à leur salaire et en fait dorénavant partie.

d) Tous les travailleurs à la pièce ont droit à une augmentation de 7% de leur salaire réel à compter du 1er septembre 1957 laquelle doit être considérée, à toute fin, comme un item séparé.

e) Tous les travailleurs à la pièce ont droit à une augmentation additionnelle de 2½% de leur salaire réel à compter du 1er juillet 1958 laquelle doit être considérée, à toute fin, comme un item séparé.

f) Tous les travailleurs à la pièce ont droit à une augmentation additionnelle de 3½% de leur salaire réel à compter du 1er juillet 1959 laquelle doit être considérée, à toute fin, comme un item séparé.

g) Au 1er juillet 1958, lorsque la semaine de travail sera réduite à 39 heures, chaque employé à la semaine devra recevoir le même salaire pour 39 heures de travail qu'il recevait auparavant pour 40 heures de travail et, au 1er juillet 1959, lorsque la semaine de travail sera de nouveau réduite à 37 heures et demie, chaque employé à la semaine devra recevoir le même salaire pour 37 heures et demie qu'il recevait pendant l'année précédente pour 39 heures de travail.

Les taux à la pièce ne peuvent en aucun cas être réduits à cause de la diminution des heures de travail ci-haut prescrite.

2° *En ce qui touche les vêtements de la classe B:*

a) Les coupeurs, les coupeurs de garnitures, les coupeurs moins compétents (choppers) et les apprentis de tels métiers ont droit à une augmentation de 7 cents et demi l'heure en plus de leur taux horaire réel à compter du 1er septembre 1957. Telle augmentation est incorporée à leur salaire et en fait dorénavant partie.

All work outside of the aforesaid hours shall be considered as overtime.

No work shall be done on Saturday or Sunday.

"2. *Overtime:* All overtime worked during the period September 1, 1957 to June 30, 1959 shall be paid at the rate of time and one-half after 5.00 p.m.

Beginning July 1, 1959 all overtime worked shall be paid at the rate of time and one-half after 4.30 p.m.

In no event shall any overtime be worked on Friday, Saturday or Sunday."

4. The following article VI-C will be added:

"VI-C. *Increases:*

1. *With regard to Class A garments:*

a) Cutters, choppers and trimmers shall receive an increase of $5.00 per week over and above their actual weekly or hourly rates, effective as of September 1, 1957.

b) Apprentice cutters, choppers and trimmers shall receive an increase of $5.00 per week over and above their actual weekly rates, effective as at September 1, 1957.

c) All week workers, except cutters, trimmers, choppers, apprentice cutters, choppers and trimmers, shall receive an increase of 7% over and above their actual weekly or hourly rates effective September 1, 1957. Such increase shall be incorporated into and form part of their wages.

d) All piece workers shall receive an increase of 7% over and above their actual earnings effective on September 1, 1957, which shall be designated and recorded for all purposes as a separate item.

e) All piece workers shall receive an additional increase of 2½% over and above their actual earnings, effective on July 1, 1958, which shall be designated and recorded for all purposes as a separate item.

f) All piece workers shall receive an additional increase of 3½% over and above their actual earnings, effective on July 1, 1959, which shall be designated ad recorded for all purposes as a separate item.

g) On July 1, 1958, when the work week shall be reduced to 39 hours, each week worker shall be paid the same wages for 39 hours of work as he formerly received for 40 hours of work; and on July 1st, 1959, when the work week shall be further reduced to 37½ hours, each week worker shall receive the same wages for 37½ hours of work as he was paid for 39 hours of work during the preceeding year.

In no event shall piece work rates be reduced as a result of the aforesaid reduction in hours.

2. *With regard to Class B garments:*

a) Cutters, trimmers, choppers and apprentices in said crafts shall receive an increase of 7½ cents per hour, over and above their actual hourly rates, effective as of September 1, 1957. Such increases shall be incorporated into and form part of their wages.

b) Tous les autres employés à la semaine ont droit à une augmentation de 5 cents l'heure en plus de leur taux horaire réel à compter du 1er septembre 1957. Telle augmentation est incorporée à leur salaire et en fait dorénavant partie.

c) Tous les travailleurs à la pièce ont droit à une augmentation de 5 cents l'heure en plus de leur salaire réel à compter du 1er septembre 1957, laquelle doit être considérée, à toute fin, comme un item séparé.

e) Tous les travailleurs à la pièce ont droit à une augmentation additionnelle de 2½ cents l'heure en plus de leurs salaire réel à compter du 1er juillet 1958, laquelle doit être considérée, à toute fin, comme un item séparé.

e) Tous les travailleurs à la pièce ont droit à une augmentation additionnelle de 3½ cents l'heure en plus de leur salaire réel à compter du 1er juillet 1959, laquelle doit être considérée, à toute fin, comme un item séparé.

f) Au 1er juillet 1958, lorsque la semaine de travail sera réduite à 39 heures, chaque employé à la semaine devra recevoir le même salaire pour 39 heures de travail qu'il recevait auparavant pour 40 heures de travail et, au 1er juillet 1959, lorsque la semaine de travail sera de nouveau réduite à 37 heures et demie, chaque employé à la semaine devra recevoir le même salaire pour 37 heures et demie qu'il recevait pendant l'année précédente pour 39 heures de travail.

Les taux à la pièce ne peuvent en aucun cas être réduits à cause de la diminution des heures de travail ci-haut prescrite."

5° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. *a*) *Taux minima pour le travail à la semaine:* L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce:

b) All other week workers shall receive an increase of 5 cents per hour over and above their actual hourly rates, effective as fo September 1, 1957. Such increases shall be incorporated into and form part of their wages.

c) All piece workers shall receive an increase of 5 cents per hour over and above their actual earnings effective as of September 1, 1957, which shall be designated and recorded for all purposes as a separate item.

d) All piece workers shall receive an additional increase of 2½ cents per hour over and above their actual earnings, effective on July 1, 1958, which shall be designated and recorded for all purposes as a separate item;

e) All piece workers shall receive an additional increase of 3½ cents per hour over and above their actual earnings, effective on July 1, 1959, which shall be designated and recorded for all purposes as a separate item;

f) On July 1, 1958, when the work week shall be reduced to 39 hours, each week worker shall be paid the same wages for 39 hours of work as he formerly received for 40 hours of work; and on July 1st, 1959, when the work week shall be further reduced to 37½ hours, each week worker shall receive the same wages for 37½ chours of work as he was paid for 39 hours of work during the preceding year.

In no event shall piece work rates be reduced as a result of the aforesaid reduction in hours."

5. Article VII will be replaced by the following:

"VII. *a*) *Minimum rates for week work:* The following minimum scale of wages shall apply to the employees hereinafter enumerated, and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece-work basis.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Coupeur très compétent — Full skilled cutter..	$67.20	$1.68	$67.20	$1.72	$67.20	$1.79
Coupeur moins compétent — Smi-skilled cutter.	52.00	1.30	52.00	1.33	52.00	1.39
Coupeur de garnitures — Trimmer.....	54.40	1.36	54.40	1.39	54.40	1.45
Tailleur de fourrure — Fur tailor.....	56.00	1.40	56.00	1.44	56.00	1.49
Aide-tailleur de fourrure — Assistant fur tailor.	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Faufileur à la machine — Machine baster.....	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Faufileur à la main — Hand baster	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Opérateur de machine spéciale — Special machine operator.....	42.30	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Poseur de boutons — Button sewer.....	28.80	0.72	28.80	0.74	28.80	0.77
Ouvrier général — General hand.....	28.80	0.72	28.80	0.74	28.80	0.77
Examinateur — Examiner.....	28.80	0.72	28.80	0.74	28.80	0.77

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Coupeur très compétent — Full skilled cutter..	$54.80	$1.37	$54.40½	$1.39½	$53.62½	$1.43
Coupeur moins compétent — Semi-skilled cutter	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10
Assortisseur — Sorter.....	30.00	0.75	30.22½	0.77½	30.37½	0.81
Coupeur de garnitures — Trimming cutter or trimmer	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10
Opérateur de la machine à poser les collets de fourrure — Fur collar machine operator...	45.60	1.14	45.43½	1.16½	45.00	1.20
Faufileur à la machine — Machine baster.....	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Faufileur à la main — Hand baster	34.00	0.85	34 12½	0.87½	34.12½	0.91
Opérateur de machine spéciale — Special machine operator	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91
Préposé à la couture des boutons — Button sewer	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Employé général — General hand	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Examinateur — Examiner	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76

b) Taux minima pour travail à la pièce: Les salariés des métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaire suivante s'applique:

b) Minimum rates for piece work: Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week-work basis, but, in eigher event, the following scale of wages shall apply:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

Opérateur compétent — Skilled operators (male)	$67.20	$1.68	$67.20	$1.72	$67.20	$1.79
Opératrice compétente — Skilled operators (female)	54.80	1.37	54.80	1.41	54.80	1.46
Ouvrier, ouvrière de section (section opérateur) — Section operator (Male and female)	67.20	1.68	67.20	1.72	67.20	1.79
Presseur de dessus — Top presser	67.20	1.68	67.20	1.72	67.20	1.79
Presseur à la machine — Machine presser	67.20	1.68	67.20	1.72	67.20	1.79
Sous-presseur — Under Presser	64.00	1.60	64.00	1.64	64.00	1.71
Presseur de morceaux — Piece presser	51.20	1.28	51.20	1.31	51.20	1.37
Opérateur moins compétent— Semi-skilled operator (male)	52.00	1.30	52.00	1.33	52.00	1.39
Opératrice moins compétente —Semi-skilled operator (female)	48.00	1.20	48.00	1.23	48.00	1.28
Faiseur de jupes — Skirt maker	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Faiseur de doublures — Lining maker	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Finisseur — Finisher	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

Piece-work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece-work rates shall be the same for male and female employees.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Opérateur compétent — Skilled operator (male)	$47.60	$1.19	$47.38½	$1.21½	$46.87½	$1.25
Opératrice compétente — Skilled operator (female)	47.60	1.19	47.38½	1.21½	46.87½	1.25
Presseur de dessus et presseur-finisseur — Top presser and off presser	54.80	1.37	54.40½	1.39½	53.62½	1.43
Sous-presseur et presseur de morceaux — Under presser and piece presser	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10
Opérateur moins compétent — Semi-skilled operator (male)	40.40	1.01	40.36½	1.03½	40.12½	1.07
Opératrice moins compétente — Semi-skilled operator (female)	40.40	1.01	40.36½	1.03½	40.12½	1.07
Faiseur de doublures — Lining maker	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91
Finiseur — Finisher	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91
Faiseur de garnitures — Trimming maker	29.20	0.73	29.44½	0.75½	29.62½	0.79

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes."

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees."

6° L'article IX sera remplacé par le suivant: "IX. *Apprentissage:* 1° *Vêtements de la classe "A":* Le nombre des apprentis ne doit pas

6. Article IX will be replaced by the following: "IX. *Apprenticeship:* 1. *Class "A" garments:* Apprentices are limited to five per cent (5%) in

dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

a) Apprentis-opérateurs et presseurs: Un apprenti-apérateur et presseur est un commençant et doit être rémunéré conformément à l'échelle suivante:

number of the workers employed in the respective establishment.

a) Apprentice Operators and Pressers: An apprentice operator or presser is a beginner and shall work under the following schedule:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$30.00	$0.75	$30.00	$0.77	$30.00	$0.80
Après 3 mois — End of 3 months	33.20	0.83	33.20	0.85	33.20	0.89
Après 6 mois — End of 6 months	36.40	0.91	36.40	0.93	36.40	0.97
Après 9 mois — End of 9 months	39.60	0.99	39.60	1.02	39.60	1.06
Après 12 mois — End of 12 months	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Après 15 mois — End of 15 months	45.60	1.14	45.60	1.17	45.60	1.22
Après 18 mois — End of 18 months	48.00	1.20	48.00	1.23	48.00	1.28
Après 21 mois — End of 21 months	52.00	1.30	52.00	1.33	52.00	1.39
Après 24 mois — End of 24 months	56.00	1.40	56.00	1.44	56.00	1.49
Après 27 mois — End of 27 months	58.80	1.47	58.80	1.51	58.80	1.57
Après 30 mois — End of 30 months	61.60	1.54	61.60	1.58	61.60	1.64
Après 33 mois — End of 33 months	64.00	1.60	64.00	1.64	64.00	1.71
Après 36 mois — End of 36 months	67.20	1.68	67.20	1.72	67.20	1.79

b) Apprentis-tailleurs de fourrure: Un apprenti-tailleur de fourrure est un commençant et doit être rémunéré conformément à l'échelle suivante:

b) Apprentice Fur Tailor: An Apprentice Fur Tailor is a beginner and shall work under the following schedule:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$30.00	$0.75	$30.00	$0.77	$30.00	$0.80
Après 3 mois — End of 3 months	33.20	0.83	33.20	0.85	33.20	0.89
Après 6 mois — End of 6 months	36.40	0.91	36.40	0.93	36.40	0.97
Après 9 mois — End of 9 months	39.60	0.99	39.60	1.02	39.60	1.06
Après 12 mois — End of 12 months	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15
Après 15 mois — End of 15 months	45.60	1.14	45.60	1.17	45.60	1.22
Après 18 mois — End of 18 months	48.00	1.20	48.00	1.23	48.00	1.28
Après 21 mois — End of 21 months	52.00	1.30	52.00	1.33	52.00	1.39
Après 24 mois — End of 24 months	56.00	1.40	56.00	1.44	56.00	1.49

c) Apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine spéciale: Les apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine sépciale doivent être rémunérés conformément à l'échelle suivante:

c) Apprentice skirt makers, Lining Makers, Finishers, Machine Basters, Hand Basters, and Special Machine Operators: Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators shall work under the following schedule:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$24.00	$0.60	$24.00	$0.62	$24.00	$0.64
Après 3 mois — End of 3 months	26.40	0.66	26.40	0.68	26.40	0.70
Après 6 mois — End of 6 months	28.80	0.72	28.80	0.74	28.80	0.77
Après 9 mois — End of 9 months	31.20	0.78	31.20	0.80	31.20	0.83
Après 12 mois — End of 12 months	33.60	0.84	33.60	0.86	33.60	0.90
Après 15 mois — End of 15 months	36.00	0.90	36.00	0.92	36.00	0.96
Après 18 mois — End of 18 months	38.40	0.96	38.40	0.98	38.40	1.02
Après 21 mois — End of 21 months	40.80	1.02	40.80	1.05	40.80	1.09
Après 24 mois — End of 24 months	43.20	1.08	43.20	1.11	43.20	1.15

d) Apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures: Un apprenti-coupeur et coupeur de fournitures est un commençant et il doit travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur très compétent selon l'échelle suivante:

d) Apprentice Cutters and Trimmers: An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full-skilled cutter under the following schedule:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$30.00	$0.75	$30.00	$0.77	$30.00	$0.80
Après 3 mois — End of 3 months	32.40	0.81	32.40	0.83	32.40	0.86
Après 6 mois — End of 6 months	34.80	0.87	34.80	0.89	34.80	0.93
Après 9 mois — End of 9 months	37.20	0.93	37.20	0.95	37.20	0.99
Après 12 mois — End of 12 months	39.60	0.99	39.60	1.02	39.60	1.06
Après 15 mois — End of 15 months	42.00	1.05	42.00	1.08	42.00	1.12
Après 18 mois — End of 18 months	44.40	1.11	44.40	1.14	44.40	1.18
Après 21 mois — End of 21 months	46.80	1.17	46.80	1.20	46.80	1.25
Après 24 mois — End of 24 months	49.20	1.23	49.20	1.26	49.20	1.31
Après 27 mois — End of 27 months	51.60	1.29	51.60	1.32	51.60	1.38
Après 30 mois — End of 30 months	54.00	1.35	54.00	1.38	54.00	1.44
Après 33 mois — End of 33 months	56.40	1.41	56.40	1.45	56.40	1.50
Après 36 mois — End of 36 months	58.80	1.47	58.80	1.51	58.80	1.57
Après 39 mois — End of 39 months	61.20	1.53	61.20	1.57	61.20	1.63
Après 42 mois — End of 42 months	63.60	1.59	63.60	1.63	63.60	1.70
Après 45 mois — End of 45 months	66.00	1.65	66.00	1.69	66.00	1.76
Après 48 mois — End of 48 months	67.20	1.68	67.20	1.72	67.20	1.79

Le "bureau des examinateurs" garde sous observation chaque coupeur moins compétent et coupeur de garnitures pour une période minimum de quatre (4) années et décide s'il doit être classifié comme coupeur très compétent.

Lorsque le "Bureau des examinateurs" juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur très compétent, conformément à la définition du métier apparaissant au présent décret, tel candidat est promu au métier de coupeur très compétent et rémunéré tel que prévu dans le décret.

Le "Bureau des examinateurs" peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur très compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire et ledit bureau détermine tel nouveau taux en conséquence.

En tout temps après cette période, le candidat peut demander au "Bureau des examinateurs" d'être promu à la classe de coupeur très compétent et le "Bureau des examinateurs" doit prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

e) Apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs: Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs terminent leur apprentissage à l'expiration de douze (12) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante, calculée et fixée conformément aux dispositions du décret, à savoir:

The "Board of Examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least four years and shall determine his ability to become a full-skilled cutter.

If the "Board of Examiners" finds the applicant qualified under the definition of full-skilled cutter as contained in the definitions of crafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of full-skilled cutter and be paid the minimum rate as provided for in the decree.

The "Board of Examiners" may also determine that the applicant, although not fully qualified to become a full-skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rate of pay, sand shall determine such increased rate accordingly.

At any future time the applicant may apply to the "Board of Examiners" for graduation into the class of fully-skilled cutter and the "Board of Examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

e) Apprentice Button-sewers, General Hands and Examiners: Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship respectively at the end of twelve (12) months and shall work under the following schedule, also computed and fixed in conformity with the provisions of the decree, namely:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "A" — CLASS "A" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$24.00	$0.60	$24.00	$0.62	$24.00	$0.64
Après 3 mois — End of 3 months	25.20	0.63	25.20	0.65	25.20	0.67
Après 6 mois — End of 6 months	26.40	0.66	26.40	0.68	26.40	0.70
Après 9 mois — End of 9 months	27.60	0.69	27.60	0.71	27.60	0.74
Après 12 mois — End of 12 months	28.80	0.72	28.80	0.74	28.80	0.77

f) L'apprentissage des métiers d'aide-opérateur, faiseur de doublures, faiseur de jupes, faufileur à la machine et opérateur de machine spéciale, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas de l'opérateur, à la fin de la

f) All apprenticeship in the crafts of assistant operator, lining maker, skirt maker, machine baster and special machine operator, must be completed at the end of the second year and, in the case of the operator, at the end of the third

troisième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

g) L'apprentissage des métiers de tailleur de fourrure, aide tailleur de fourrure, finisseur et faufileur à la main, doit être terminé à la fin de la deuxième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après des périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

h) L'apprentissage des métiers de presseur de dessus, sous-presseur et presseur à la machine doit être terminé à la fin de la troisième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

i) L'apprentissage des métiers de coupeur très compétent, coupeur moins compétent et coupeur de garnitures doit être terminé à la fin de la quatrième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

j) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

2° *Vêtements de la classe "B":* Un apprenti est un commençant qui n'a jamais été employé pour exécuter une opération régie par le décret.

a) *Un apprenti opérateur qualifié sur machines à coudre — du sexe masculin au féminin* — devient opérateur qualifié après trois ans; il est rémunéré comme suit:

year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

g) All apprenticeship in the crafts of fur tailor, assistant fur tailor, finisher and hand baster, shall be completed at the end of the second year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

h) All apprenticeship in the crafts of top-pressers, underpressers and machine pressers shall be completed at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

i) All apprenticeship in the carfts of full-skilled cutter, semi-skilled cutter and trimmer must be completed at the end of the fourth year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum rate herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

j) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examinations.

2. *Class "B" Garments:* An apprentice is a beginner who has never been employed as a worker performing any of the operations covered by the decree.

a) An Apprentice Skilled Sewing Machine Operator — Male and Female — shall graduate in 3 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A comtter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	—	—	—	—	—	—
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	22.00	0.55	22.42½	0.57½	22.87½	0.61
Après 6 mois — End of 6 months	25.60	0.64	25.93½	0.66½	26.25	0.70
Après 9 mois — End of 9 months	29.20	0.73	29.44½	0.75½	29.62½	0.79
Après 12 mois — End of 12 months	32.80	0.82	32.95½	0.84½	33.00	0.88
Après 15 mois — End of 15 months	36.40	0.91	36.46½	0.93½	36.37½	0.97
Après 18 mois — End of 18 months	40.40	1.01	40.36½	1.03½	40.12½	1.07
Après 21 mois — End of 21 months	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10
Après 24 mois — End of 24 months	42.80	1.07	42.70½	1.09½	42.37½	1.13
Après 27 mois — End of 27 months	44.00	1.10	43.87½	1.12½	43.50	1.16
Après 30 mois — End of 30 months	45.20	1.13	45.04½	1.15½	44.62½	1.19
Après 33 mois — End of 33 months	46.40	1.16	46.21½	1.18½	45.75	1.22
Après 36 mois — End of 36 months	47.60	1.19	47.38½	1.21½	46.87½	1.25

b) Un apprenti faiseur de garnitures — (opération de la machine à coudre) devient qualifié après un an et demi; il est rémunéré comme suit:

b) An Apprentice Trimming Maker —(Sewing Machine Operation) shall graduate in 1½ years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	20.00	0.50	20.47½	0.52½	21.00	0.56
Après 6 mois — End of 6 months	21.60	0.54	22.03½	0.56½	22.50	0.60
Après 9 mois — End of 9 months	23.20	0.58	23.59½	0.60½	24.00	0.64
Après 12 mois — End of 12 months	25.20	0.63	25.54½	0.65½	25.87½	0.69
Après 15 moois — End of 15 months	27.20	0.68	27.49½	0.70½	27.75	0.74
Après 18 mois — End of 18 months	29.20	0.73	29.44½	0.75½	29.62½	0.79

c) Un apprenti coupeur compétent — devient qualifié en 4 ans; il est rémunéré comme suit:

c) An Apprentice Skilled Cutter shall graduate in 4 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	20.00	0.50	20.47½	0.52½	21.00	0.56
Après 6 mois — End of 6 months	22.00	0.55	22.42½	0 57½	22 87½	0.61
Après 9 mois — End of 9 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66
Après 12 mois — End of 12 months	26.00	0.65	26.32½	0.67½	26.62½	0.71
Après 15 mois — End of 15 months	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Après 18 mois — End of 18 months	30.00	0.75	30.22½	0.77½	30.37½	0.81
Après 21 mois — End of 21 months	32.00	0.80	32.17½	0.82½	32.25	0.86
Après 24 mois — End of 24 months	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91
Après 27 mois — End of 27 months	36.00	0.90	36.07½	0.92½	36.00	0.96
Après 30 mois — End of 30 months	38.00	0.95	38.02½	0.97½	37.87½	1.01
Après 33 mois — End of 33 months	40.00	1.00	39.97½	1.02½	39.75	1.06
Après 36 mois — End of 36 months	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10
Après 39 mois — End of 39 months	44.80	1.12	44.65½	1.14½	44.25	1.18
Après 42 mois — End of 42 months	48.00	1.20	47.77½	1.22½	47.25	1.26
Après 45 mois — End of 45 months	51.20	1.28	50.89½	1.30½	50.25	1.34
Après 48 mois — End of 48 months	54.80	1.37	54.40½	1.39½	53.62½	1.43

d) Un apprenti assortisseur — (Chambre de coupage) — est qualifié après un an; il est rémunéré comme suit:

d) An Apprentice Sorter — (Cutting Room) shall graduate in one year and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	21.20	0.53	21.64½	0.55½	22.12½	0.59
Après 6 mois — End of 6 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66
Après 9 mois — End of 9 months	26.80	0.67	27.10½	0.69½	27.37½	0.73
Après 12 mois — End of 12 months	30.00	0.75	30.22½	0.77½	30.37½	0.81

e) Un apprenti opérateur moins compétent — du sexe masculin ou féminin — devient qualifié après un an et demi; il est rémunéré comme suit:

e) An Apprentice Semi-Skilled Operator — Male and Female — shall graduate in 1½ years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	22.00	0.55	22.42½	0.57½	22.87½	0.61
Après 6 mois — End of 6 months	25.60	0.64	25.93½	0.66½	26.25	0.70
Après 9 mois — End of 9 months	29.20	0.73	29.44½	0.75½	29.62½	0.79
Après 12 mois — End of 12 months	32.80	0.82	32.95½	0.84½	33.00	0.88
Après 15 mois — End of 15 months	36.40	0.91	36.46½	0.93½	36.37½	0.97
Après 18 mois — End of 18 months	40.40	1.01	40.36½	1.03½	40.12½	1.07

f) Un apprenti opérateur de machine à poser les collets — devient qualifié en 2 ans; il est rémunéré comme suit:

f) An Apprentice Fur Collar Machine Operator shall graduate in 2 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	21.60	0.54	22.03½	0.56½	22.50	0.60
Après 6 mois — End of 6 months	24.80	0.62	25.15½	0.64½	25.50	0.68
Après 9 mois — End of 9 months	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Après 12 mois — End of 12 months	31.20	0.78	31.39½	0.80½	31.50	0.84
Après 15 mois — End of 15 months	34.80	0.87	34.90½	0.89½	34.87½	0.93
Après 18 mois — End of 18 months	38.40	0.96	38.41½	0.98½	38.25	1.02
Après 21 mois — End of 21 months	42.00	1.05	41.92½	1.07½	41.62½	1.11
Après 24 mois — End of 24 months	45.60	1.14	45.43½	1.16½	45.00	1.20

g) Un apprenti coupeur moins compétent — devient qualifié après 3 ans; il est rémunéré comme suit:

g) An Apprentice Semi-Skilled Butter shal graduate in 3 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	20.00	0.50	20.47½	0.52½	21.00	0.56
Après 6 mois — End of 6 months	22.00	0.55	22.42½	0.57½	22.87½	0.61
Après 9 mois — End of 9 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66
Après 12 mois — End of 12 months	26.00	0.65	26.32½	0.67½	26.62½	0.71
Après 15 mois — End of 15 months	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Après 18 mois — End of 18 months	30.00	0.75	30.22½	0.77½	30.37½	0.81
Après 21 mois — End of 21 months	32.00	0.80	32.17½	0.82½	32.25	0.86
Après 24 mois — End of 24 months	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91
Après 27 mois — End of 27 months	36.00	0.90	36.07½	0.92½	36.00	0.96
Après 30 mois — End of 30 months	38.00	0.95	38.02½	0.97½	37.87½	1.01
Après 33 mois — End of 33 months	40.00	1.00	39.97½	1.02½	39.75	1.06
Après 36 mois — End of 36 months	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10

h) Un apprenti coupeur de garniture — devient qualifié en trois (3) ans; il est rémunéré comme suit:

h) An Apprentice Trimming Cutter or Trimmer shall graduate in 3 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	20.00	0.50	20.47½	0.52½	21.00	0.56
Après 6 mois — End of 6 months	22.00	0.55	22.42½	0.57½	22.87½	0.61
Après 9 mois — End of 9 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66
Après 12 mois — End of 12 months	26.00	0.65	26.32½	0.67½	26.62½	0.71
Après 15 mois — End of 15 months	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Après 18 mois — End of 18 months	30.00	0.75	30.22½	0.77½	30.37½	0.81
Après 21 mois — End of 21 months	32.00	0.80	32.17½	0.82½	32.25	0.86
Après 24 mois — End of 24 months	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91
Après 27 mois — End of 27 months	36.00	0.90	36.07½	0.92½	36.00	0.96
Après 30 mois — End of 30 months	38.00	0.95	38.02½	0.97½	37.87½	1.01
Après 33 mois — End of 33 months	40.00	1.00	39.97½	1.02½	39.75	1.06
Après 36 mois — End of 36 months	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10

i) Un apprenti sous-presseur et presseur de morceaux — devient qualifié en deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

i) An Apprentice Under Presser and Piece Presser shall graduate in 2 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	21.20	0.53	21.64½	0.55½	22.12½	0.59
Après 6 mois — End of 6 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66

	A compter du 1er septembre 1957		*A compter du 1er juillet 1958*		*A compter du 1er juillet 1959*	
	Par sem.	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*	*Par sem.*	*Par heure*
	Effective September 1, 1957		*Effective July 1, 1958*		*Effective July 1, 1959*	
	Per week	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*	*Per week*	*Per hour*
Après 9 mois — End of 9 months	26.80	0.67	27.10½	0.69½	27.37½	0.73
Après 12 mois — End of 12 months	29.60	0.74	29.83½	0.76½	30.00	0.80
Après 15 mois — End of 15 months	32.40	0.81	32.56½	0.83½	32.62½	0.87
Après 18 mois — End of 18 months	35.20	0.88	35.29½	0.90½	35.25	0.94
Après 21 mois — End of 21 months	38.00	0.95	38.02½	0.97½	37.87½	1.01
Après 24 mois — End of 24 months	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10

j) Un apprenti presseur de dessus et presseur-finisseur (à la main ou à la machine à vapeur) — devient qualifié en trois (3) ans; il est rémunéré comme suit:

j) An Apprentice Top Presser and Off Presser by Hand or Steam Machine shall graduate in 3 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	21.20	0.53	21.64½	0.55½	22.12½	0.59
Après 6 mois — End of 6 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66
Après 9 mois — End of 9 months	26.80	0.67	27.10½	0.69½	27.37½	0.73
Après 12 mois — End of 12 months	29.60	0.74	29.83½	0.76½	30.00	0.80
Après 15 mois — End of 15 months	32.40	0.81	32.56½	0.83½	32.62½	0.87
Après 18 mois — End of 18 months	35.20	0.88	35.29½	0.90½	35.25	0.94
Après 21 mois — End of 21 months	38.00	0.95	38.02½	0.97	37.87½	1.01
Après 24 mois — End of 24 months	41.60	1.04	41.53½	1.06½	41.25	1.10
Après 27 mois — End of 27 months	44.80	1.12	44.65½	1.14½	44.25	1.18
Après 30 mois — End of 30 months	48.00	1.20	47.77½	1.22½	47.25	1.26
Après 33 mois — End of 33 months	51.20	1.28	50.89½	1.30½	50.25	1.34
Après 36 mois — End of 36 months	54.80	1.37	54.40½	1.39½	53.62½	1.43

k) Un apprenti faufileur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufileur à la main — devient qualifié en 2 ans; il est rémunéré comme suit:

k) An Apprentice Machine Baster, Special Machine Operator, Lining Maker, Finisher and Hand Baster shall graduate in 2 years and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	20.00	0.50	20.47½	0.52½	21.00	0.56
Après 6 mois — End of 6 months	22.00	0.55	22.42½	0.57½	22.87½	0.61
Après 9 mois — End of 9 months	24.00	0.60	24.37½	0.62½	24.75	0.66
Après 12 mois — End of 12 months	26.00	0.65	26.32½	0.67½	26.62½	0.71
Après 15 mois — End of 15 months	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76
Après 18 mois — End of 18 months	30.00	0.75	30.22½	0.77½	30.37½	0.81
Après 21 mois — End of 21 months	32.00	0.80	32.17½	0.82½	32.25	0.86
Après 24 mois — End of 24 months	34.00	0.85	34.12½	0.87½	34.12½	0.91

l) Un apprenti employé général, couseur de boutons et examinateur — devient qualifié en un an il est rémunéré comme suit:

l) An Apprentice General Hand, Button Sewer and Examiner shall graduate in 1 year and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE "B" — CLASS "B" GARMENTS

Premier trimestre — First 3 months	$18.40	$0.46	$18.91½	$0.48½	$19.50	$0.52
Après 3 mois — End of 3 months	20.80	0.52	21.25½	0.54½	21.75	0.58
Après 6 mois — End of 6 months	23.20	0.58	23.59½	0.60½	24.00	0.64
Après 9 mois — End of 9 months	25.60	0.64	25.93½	0.66½	26.25	0.70
Après 12 mois — End of 12 months	28.00	0.70	28.27½	0.72½	28.50	0.76

m) Le nombre d'apprentis à l'emploi de chaque employeur classé comme manufacturier de vêtements de la classe "B" ne doit pas dépasser 15% du nombre total de salariés dans chaque métier.

n) Le nombre total d'apprentis dans un établissement ne doit jamais dépasser 15% du nombre de salariés des métiers ci-haut mentionnés."

m) Apprentices are limited to 15% of the total number of workers in each craft employed by each employer classified as a Class B Garment manufacturer.

n) At no time shall the total number of apprentices in any one shop exceed 15% of the number of employees engaged in the above described crafts."

7° L'article XV sera remplacé par le suivant:

"XV. *Jours de fête payés:* 1° Tous les employeurs doivent accorder à leurs employés qui ont travaillé dans l'industrie pendant une (1) année, les jours de fête suivants:

Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le Jour de la Confédération, la Fête du Travail et le Jour de Noël, et doivent les payer pour ces jours de la façon suivante:

a) Travailleurs à la pièce: Une journée de rémunération au taux minimum fixé dans le décret pour le métier concerné.

b) Salariés payés à l'heure ou à la semaine: Une journée de rémunération au taux que reçoivent régulièrement tels salariés.

Tout salarié dont la durée d'emploi par un ou plusieurs employeur sest inférieure à trois mois à la date de l'un ou l'autre des jours de fête ci-haut mentionnés doit recevoir de chacun de ces employeurs, comme rémunération pour le jour de fête, un montant égal au treizième du salaire d'une journée de travail, tel qu'établi ci-dessus, pour chaque semaine d'emploi pendant ladite période de trois mois. Cette rémunération doit également être versée lors de la cessation de l'emploi.

2° Le droit d'un salarié à telle rémunération ne doit pas être effecté par une absence due à la maladie ou par un arrêt de travail (lay off); il n'est pas affecté non plus dans les cas où un jour de fête statutaire tombe un samedi ou un dimanche ou pendant la période annuelle de vacances.

3° Un salarié peut s'absenter tout autre jour de fête, sans rémunération."

8° L'article XXIII sera remplacé par le suivant:

"XXIII. *Durée du décret:* Le décret, avec tous ses amendements, demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 juin de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1957. 45915-o

"7. Article XV will be replaced by the following:

"XV. *Statutory holidays with pay:* 1. All employers shall grant to their employees who have been employed in the industry for one (1) year, the following statutory holidays:

New Year's Day, Good Friday, Dominion Day, Labour Day and Christmas Day; and shall pay their employees for each such holiday as follows:

a) To piece-workers: One day's pay at the minimum rate fixed in the decree for the respective craft of each employee;

b) To employees who are paid by the hour or by the week: One day's pay at the actual hourly rate payable to such employee.

Each employee who has been employed by one or more employers for a period of less than three months preceding any of the foregoing statutory holidays, shall be entitled to receive from each of such employers for such statutory holiday an amount equal to one-thirteenth of one day's pay as above defined, for each week worked for such employer or employers during the said three-month period. Such payment shall likewise be made by each employer upon severance of employment.

2. The right of an employee to pay, as aforesaid shall not be affected by his absence due to illness, or to lay-loff or to the fact that any statutory holiday falls on a day during the annual vacation period, or on a Saturday or Sunday.

3. An employee may absent himself from work on any other holiday, without pay."

8. Article XXIII will be replaced by the following:

"XXIII. *Duration of the decree:* The decree, with all its amendments, shall remain in force until June 30, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to June 30 of eah year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1957. 45915-o

Députés élus

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Je donne avis par les présentes que monsieur Claude-Gilles Gosselin, commerçant, East-Angus, a été élu député du collège électoral de Compton, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Louis-A.-Fabien Gagnon, décédé.

Members Elected

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Notice is hereby given that Mr. Claude Gilles Gosselin, trader, East-Angus, has been returned to represent the electoral division of Compton, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of Mr. Louis A. Fabien Gagnon, deceased.

Québec, le 26 septembre 1957.
Le Président général des élections,
45938-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, September 26th, 1957.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
45938-o Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Je donne avis par les présentes que monsieur Loyola Schmidt, industriel, Dorion, a été élu député du collège électoral de Vaudreuil-Soulanges, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur J.-Édouard Jeannotte, décédé.

Québec, le 27 septembre 1957.
Le Président général des élections,
45938-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Notice is hereby given that Mr. Loyola Schmidt, industrial, Dorion, has been returned to represent the electoral division of Vaudreuil-Soulanges, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of Mr. J. Édouard Jeannotte, deceased.

Quebec, September 27th, 1957.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
45938-o Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Je donne avis par les présentes que monsieur Joseph-Maurice-Henri Laberge, marchand, Châteauguay, a été élu député du collège électoral de Châteauguay, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Arthur Laberge, décédé.

Québec, le 27 septembre 1957.
Le Président général des élections,
45938-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Notice is hereby given that Mr. Joseph Maurice Henri Laberge, merchant, Châteauguay, has been returned to represent the electoral division of Châteauguay, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of Mr. Arthur Laberge, deceased.

Quebec, September 27th, 1957.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
45938-o Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Je donne avis par les présentes que monsieur Joseph-Émile Fortin, médecin, Thetford-Mines, a été élu député du collège électoral de Mégantic, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Tancrède Labbé, décédé.

Québec, le 28 septembre 1957.
Le Président général des élections,
45938-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Notice is hereby given that Mr. Joseph Émile Fortin, doctor, Thetford-Mines, has been returned to represent the electoral division of Mégantic, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of the Honourable Mr. Tancrède Labbé, deceased.

Quebec, September 28th, 1957.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
45938-o Chief Returning-Officer.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Gélinas	François	25	Saint-Matthieu	Séminaire Saint-Antoine, Trois-Rivières.
Lebrun	Guy	26	Saint-Tite	Séminaire Saint-Joseph, Trois-Rivières.
Pellerin	Henri-Paul	21	Shawinigan Falls	Séminaire Saint-Joseph, Trois-Rivières. Séminaire Saint-Joseph, N.B. Séminaire Sainte-Marie, Shawinigan Falls.

Trois-Rivières, ce 25 septembre 1957 — Trois-Rivières, September 25th, 1957.
Le Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,

45937-o ROBERT LAJOIE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company", constituée en corporation var lettres patentes, en conformité des dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941) et enregistrée sous le numéro 596, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 493 qui l'autorise à compter du 16 septembre 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance sur la vie (restreints à des contrats d'assurance vie entière ou temporaire dont le capital n'excède pas $5,000.00 avec, bénéfices additionnels, en cas de mort accidentelle, d'au plus le même montant).

Le siège social de la compagnie est situé à 461, rue des Volontaires, Trois-Rivières, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 septembre 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
45848-38-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "St. Lawrence Life Assurance Company — L'Assurance-Vie du St-Laurent", incorporated by letters patent, pursuant to the provisions of section 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941) and registered under number 596, has obtained the license and certificate of registration number 493 authorizing it, as from the 16th of September 1957, to undertake in the Province contracts of Life insurance (limited to whole life or term contracts of an amount not exceeding $5,000.00, with additional benefits, in case of accidental death, not exceeding a like amount).

The head office of the company is situate at 461 des Volontaires Street, Trois-Rivières, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th of September 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
45848-38-2-o Superintendent of Insurance.

Proclamations

Canada,
Province de Québec. GASPARD FAUTEUX
[L.S.]

ÉLIZABETH DEUX, Par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le treize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-et-unième jour d'août, l'an mil neuf cent cinquante-sept et de Notre règne le sixième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,
45693-35-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. GASPARD FAUTEUX
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the thirteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the twenty-first day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-seven and sixth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
45693-35-11-o Quebec.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine, du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A toux ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN,

ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 3 de la Loi 21 George V, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi revisés d'une partie du canton de Halifax, comprise dans la municipalité du village de Bernierville, division d'enregistrement de Mégantic;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Mégantic.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 823, en date du 21 août 1957, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 3 de la Loi 21 Georges V, chapitre 104.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés de cette partie du canton de Halifax comprise dans la municipalité du village de Bernierville, division d'enregistrement de Mégantic, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 George V, chapitre 104), deviendront en vigueur relativement à cette partie du canton de Halifax, comprise dans la municipalité du village de Bernierville; et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plans et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God and the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendance, in accordance with subparagraph *a* of paragraph 1 of section 3 of Act 21 George, V, chapter 104, a revised plan and book of reference of a part of the townships of Halifax, included in the municipality of the Village of Bernierville, registry Division of Mégantic;

WHEREAS said revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests, and that a true copy has been deposited in the office of the Registry Division of Mégantic;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 823, dated August 21, 1957, and in accordance with the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code, and of subparagraph *a*, paragraphe 1 of section 3, Act 21 George V, chapter 104.

We give notice of the deposit of said revised plan and book of reference of that part of the township of Halifax, included in the municipality of the village of Bernierville, Registry Division of Megantic, and

We fix the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette* as the day on which the provisions of subparagraph *c*, paragraph 1 of section 3 of the Act amending articles 2174A and 2175 of the Civil Code (21 George V, chapter 104), shall come into force respecting that part of the township of Halifax, included in the municipality of the village of Bernierville; and

We invite all interested parties under pain of losing their rank or priority of hypothec granted by said Act, to renew within a delay of one year from the date fixed herein, all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided;

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-

chrétienne et de Notre Règne la sixième année.
Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
45885-o JEAN BRUCHÉSI.

seven and the sixth year of Our Reign.
By command,
JEAN BRUCHÉSI,
45885 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

ST. PAUL INVESTMENTS LTD.

Avis est donné que la compagnie "St. Paul Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1949 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, situé jusqu'à aujourd'hui au N° 50 ouest, rue St-Paul, l'a transporté à 10822 boulevard d'Auteuil, Montréal.

Le Secrétaire,
45890-o GÉRARD GINGRAS.

Avis est par la présente donné que "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec par lettres patentes émises le 5 juin 1954 et par lettres patentes supplémentaires datées les 11 novembre 1955 et 19 mars 1957, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 31 ouest, rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce sixième jour de septembre 1957.

Le Secrétaire,
45908-o ANDRÉ CHARRON.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis est, par les présentes, donné que "Able Skiver Farm Corp.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec (1941), en date du 28 octobre 1952, et ayant son siège social à 35 Côte du Palais, a dorénavant établi son bureau à 100, Place d'Youville, chambre 200, en la cité de Québec.

Le Secrétaire,
45920 YVES PRATTE.

Avis est par les présentes donné que "A. N. Bail Compagnie Limitée et A. N. Bail Company Limited", incorporée en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec par des lettres patentes émises le 3 avril 1940 et qui avait son bureau à 1440, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, aura dorénavant son bureau à l'adresse suivante: 1528, rue MacKay, Montréal, P.Q.

(Sceau) Le Secrétaire,
45936-o F. B. GOULET.

Head Offices

ST. PAUL INVESTMENTS LTD.

Notice is given that the company "St. Paul Investments Ltd." incorporated by letters patent dated the thirtieth day of April 1949, and having its head office in the city of Montreal, until today situated at No. 50 St. Paul Street, West, has moved it to 10822 d'Auteuil Boulevard, Montreal.

GÉRARD GINGRAS,
45890-o Secretary.

Notice is hereby given that "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", company incorporated under the Quebec Companies' Act by letters patent, on the 5th day of June 1954 and supplementary letters patent, on the 11th day of November 1955 and on the 19th day of March 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 31, St. James St. West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of September, 1957.

ANDRÉ CHARRON,
45908-o Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Notice is hereby given that "Able Skiver Farm Corp.", a company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies' Act (1941), under date of October 28th, 1952, and having its head office at 35 Palace Hill, in the city of Quebec, has henceforth established its office at 100, Place d'Youville, room 200, in the city of Quebec.

YVES PRATTE,
45920-o Secretary.

Notice is hereby given that "A. N. Bail Compagnie Limitée and A. N. Bail Company Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent issued on April 3, 1940, whereof its head office was located at 1440 St. Catherine Street, West, Montreal, shall hereafter have its office at the following address: 1528 MacKay street, Montreal, P.Q.

(Seal) F. B. GOULET,
45936 Secretary.

Ventes — Loi de faillites

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure N° F-72, (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Baptiste St-Laurent, Ste-Luce, comté de Rimouski, district de Rimouski, failli, & Henri-A. Martin, syndic.

Sales — Bankrupcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court No. F-72, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Jean-Baptiste St. Laurent, Ste. Luce, county of Rimouski, district of Rimouski, bankrupt, & Henri-A. Martin, trustee.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le TRENTE OCTOBRE, 1957, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à Ste-Luce, comté de Rimouski, les immeubles ci-après décrit, savoir:

1° Partie des lots numéros quatre-vingt-quatre et quatre-vingt-cinq (84 et 85) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Luce, étant un terrain situé au premier rang, mesurant cent quinze pieds de front est-ouest sur une profondeur de cent dix-huit pieds dans la ligne est et de cent dix-sept pieds dans la ligne ouest, le tout mesure anglaise, borné au nord à la route nationale, à l'est à Dame ou succession P.-E. Perreault, au sud partie à Florian Langlois et partie au terrin-ci-après, à l'ouest à Joseph Pelletier, avec la maison, le garage et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec et y compris tout l'outillage qui se trouve dans ledit garage.

2° Partie du lot numéro quatre-vingt-cinq (85) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Luce, mesurant quatre-vingt-dix-sept pieds de largeur est-ouest sur trois cent cinquante pieds de profondeur nord-sud, mesure anglaise, bornée au nord au terrain en premier lieu décrit, à l'est à Florian Langlois, au sud et à l'ouest à Paul-Émile Ross, circonstances et dépendances.

3° Autre partie du lot numéro quatre-vingt-cinq (85) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Luce étant un terrain situé au sud du terrain appartenant à l'emprunteur, mesurant soixante-dix-sept pieds dans la ligne nord de l'est à l'ouest et cent vingt pieds dans la ligne sud, sur une profondeur de trois cent vingt-cinq pieds, le tout mesure anglaise, borné au nord audit J.-B. Paquet, à l'est à Florian Langlois et des autres côtés à P. E. Ross, circonstances et dépendances.

Ces items seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rimouski, ce 24 septembre 1957.

Le Syndic licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 45930-39-2-o

SALE BY AUCTION

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of OCTOBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the Parochial Church, at Ste. Luce, county of Rimouski, the immoveables hreinafter described, to wit:

1. Part of lots number eighty-four and eighty-five (84 and 85) of the official cadastre of the parish of Ste. Luce, being a piece of land situated in Range one, measuring one hundred and fifteen feet in front, east-west, by a depth of one hundred and eighteen feet along the easterly line and one hundred and seventeen feet along the westerly line, all of which in English measure, bounded northerly by the National Highway, easterly by Dame or Estate of P.-E. Perreault, southerly partly by Florian Langlois and partly by the land hereinafter, westerly by Joseph Pelletier, with house, garage and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies, with and including all the equipment contained in said garage.

2. Part of lot number eighty-five (85) of the official cadastre of the parish of Ste. Luce, measuring ninety-seven feet in width, east-west, by three hundred and fifty feet in depth, north-south, English measure, bounded northerly by the land firstly decribed, easterly by Florian Langlois, southerly and westerly by Paul Emile Ross, circumstances and dependencies.

3. Another part of lot number eighty-five (85) of the official cadastre of the parish of Ste. Luce being a piece of land situated south of the land belonging to the borrower, measuring seventy-seven feet along the northerly line east to west, and one hundred and twenty feet along the southerly line, by a depth of three hundred and twenty-five feet, all of which in English measure, bounded northerly by the said J.-B. Paquet, easterly by Florian Langlois and on the other sides by P. E. Ross, circumstances and dependencies.

These items shall be sold to the last and highest bidder with rents as a charge thereon and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the undersigned Trustee.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. as well as article 55 of the Bankruptcy Act; this sale is equivalent to a sale by Sheriff. All of which according to a Judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Court, for the district of Rimouski.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, September 24, 1957.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 45930-39-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE SAINT-ELZÉAR
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites, situées dans la ville de Saint-Elzéar, seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 1861 Avenue

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF SAINT-ELZÉAR
County of Laval

Public notice is hereby givent that the properties hereinunder described, situated in the Town of Saint-Elzéar, shall be sold by public auction, at the City Hall, 1861 Lavoie Avenue,

Lavoie, St-Elzéar, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi, pour satiffaire au paiement des txes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Saint-Elzéar, TUESDAY the TWENTY-SECOND day of OCTOBER one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes with interest, plus costs incurred or which may be incurred, unless said taxes, interest and costs shall have been paid prior to the sale.

Noms des propriétaires — Name of owners	Cadastre	Subdivision
Forget, Rolland	652	p.20
Un terrain de forme irrégulière ayant une superficie de 90,000 pieds carrés plus ou moins, et borné comme suit: au nord-ouest par une autre partie du lot 652-p.20, au nord-est par le Boulevard des Laurentides, au sud-est par une autre partie du lot 652-p.20 et au sud-ouest par le lot 651.	A piece of land of irregular shape having an area of 90,000 square feet more or less, and bounded as follows: northwesterly by another part of lot 652-p.20, northeasterly by the Laurentian Boulevard, southeasterly by another part of lot 652-p.20 and southwesterly by lot 651.	
Normand, Germain	p.314	
Un terrain de forme rectangulaire, mesurant 100 pieds de front par 100 pieds en profondeur, ayant une superficie de 10,000 pieds carrés et borné comme suit: au nord-ouest par la rue Saint-Joseph, au nord-est et au sud-est par une autre partie du lot 314 et au sud-ouest par le Boulevard des Laurentides, avec bâtisse dessus érigée.	A piece of land of rectangular shape, measuring 100 feet in front by 100 feet in depth, having an area of 10,000 square feet and bounded as follows: northwesterly by St. Joseph Street, northeasterly and southeasterly by another part of lot 314 and southwesterly by the Laurentian Boulevard, with buildings erected thereon.	

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Martin et situés dans la ville de Saint-Elzéar.

Donné à ville Saint-Elzéar, ce vingt-deuxième jour d'août mil neuf cent cinquante-sept (22 août 1957).

Le Secrétaire-trésorier,
45929-39-2-o FERNAND GIROUX.

The above immoveables are all of the cadastre of the parish of Saint-Martin and situated in the Town of Saint-Elzéar.

Given in the Town of Saint-Elzéar, this twenty-second day of August one thousand nine hundred and fifty-seven (August 22, 1957).

FERNAND GIROUX,
45929-39-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

CITÉ DE JACQUES-CARTIER

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 septembre 1957, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation de la cité de Jacques-Cartier, avec intérêts et frais et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil, à l'Hôtel-de-ville, à Jacques-Cartier, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à DIX (10) heures de l'avant-midi (H.N.E.).

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année mil neuf cent cinquante-six (1956) et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lot à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Province of Quebec

CITY OF JACQUES-CARTIER

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by a decree dated September 19th, 1957, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the city of Jacques-Cartier, with interest and costs, and that consequently, the said immoveables shall be sold by public auction in the Council-room, at the City Hall at Jacques-Cartier, on OCTOBER TWENTY-SECOND 1957, at TEN (10) o'clock in the forenoon (S.T.).

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which municipal taxes for the year one thousand nine hundred and fifty-six (1956) and previous years, shall have been paid prior to the date of the sale.

The sale of the immoveables described in section two shall be final without right of redemption, in accordance with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION
Immeubles sujets au droit de retrait d'un an

FIRST SECTION
Immoveables subject to right of redemption for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.)
(The lots hereinafter described are of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil.)

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. André Chaput, 178, rue Hémond, Jacques-Cartier, P.Q.	10-64
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	9-54
M.-Mr. Lucien Demers, 171, Blvd Guimond, Jacques-Cartier, P.Q.	9-93
Harvard Investment Corp. c/o: Margolese & Margolese 1541, Crescent, Montréal, P.Q.	P. 50 — Appert acte enregistré sous le numéro 151535 — As shown in registered deed under number 151535.
M.-Mr. Maurice Lecompte, 2050, Bédard, Jacques-Cartier, P.Q.	56-328, 327
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	56-288, 289
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	56-76, 79
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico. — Dame Goyer-Poulin, prom.-acquéreurs-prom.-buyer, 2409, Bédard, Jacques-Cartier, P.Q.	56-140, 141
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico. — M.-Mr. Lomer Poirier, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 1188, Notre-Dame de Grâces, Jacques-Cartier, P.Q.	56-148, 149
MM.-Messrs. Charles-Auguste Briand, Marcel Therreault & Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico. — Au rôle-On roll: O. T. Davis.	56-65
MM.-Messrs. Marcel Therreault & Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico. — Au rôle-On roll: M.-Mr. O. T. Davis.	56-66
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	56-74, 77
Mlle-Miss Alma Banner, 1273, St-Jacques, Jacques-Cartier, P.Q.	56-663, 662
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico. — M.-Mr. Eusèbe Marois, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 2253, Lincourt, Jacques-Cartier, P.Q.	56-656, 657
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	56-302, 303
M.-Mr. Irwin B. Blond, 1117, Ste-Catherine, Ouest, Montréal, Qué. — M.-Mr. René Fréchette, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 2125, Lebrun, Jacques-Cartier, P.Q.	56-305, 306, 307
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	56-297, p. 296 — La juste moitié divise du lot 56-296 adjacente au lot 56-297, et bornée comme suit: En front, par une rue, en arrière par la ligne arrière dudit lot, d'un côté par le lot 56-296 et de l'autre côté par le résidu du lot 56-297. Cette dite partie de lot a la profondeur de tout ledit lot 56-296 — The exactly divided half of lot 56-296 adjacent to lot 56-297 and bounded as follows: In front, by a street, in rear by a line in rear of the said lot, on one side by lot 56-296 and on the other side by the residue of lot 56-297. This said part of lot has a depth of the whole of said lot 56-296.
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	54-13
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	54-7
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	54-6
M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	54-5
Dame I. Provencher-Fréchette, Adresse inconnue-Address unknown. — M.-Mr. Ernest Galarneau, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 932, Notre-Dame de Grâces, Jacques-Cartier, P.Q.	138-45, 46
M.-Mr. Émile Rose, 1580, Victoria, Jacques-Cartier, P.Q.	138-353, 354
M.-Mr. Gustave Rioux, 845, Gardenville, Jacques-Cartier, P.Q.	140-35, 36
M.-Mr. Joseph Brien, 851, Gardenville, Jacques-Cartier, P.Q.	140-37, 38
M.-Mr. Ernest Frank, 1079, Gardenville, Jacques-Cartier, P.Q.	140-176, 177

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
	— Au rôle-On roll: M.-Mr. Ernest Franks.	
3-574	M.-Mr. Agnus Rondeau, 1012, Gardenville, Jacques-Cartier, P.Q.	140-189, 190
3-849	M.-Mr. Paul Goulet, 1092, Joliette, Jacques-Cartier, P.Q.	140-315, 316
3-883	M.-Mr. Roger Dubuc, 1095, Dorion, Jacques-ques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Roger Lavigueur, 1564, Joliette, Jacques-Cartier, P.Q.	140-497, 498
3-891	M.-Mr. Rosaire Lalonde, 1590, Joliette, Jacques-Cartier, P.Q.	140-505
3-910	Dame Florence Beauchemin, épouse de M.-wife of Mr. Rosaire Simard, 1532, Joliette, Jacques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: Dame F. Beauchemin-Simard.	140-662, 663
3-942	M.-Mr. Roger Dubuc, 1095, Dorion, Jacques-Cartier, P.Q. — M.-Mr. Antonio Chartier, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 1157, Marmier, Jacques-Cartier, P.Q.	140-358
3-1001	M.-Mr. Roger Gagnon, 1106, Marmier, Jacques-Cartier, P.Q.	140-384
3-1305	M.-Mr. Omer Gilbert, 1176, Dollard, Jacques-Cartier, P.Q.	141-109R, 109S
3-1311	M.-Mr. Aurèle Beaulieu, 1520, Dollard, Jacques-Cartier, P.Q.	141-P. 205, P. 206 — Mesurant 30 pieds en front, sur la rue Dollard, par 50 pieds de profondeur mesure anglaise, plus ou moins. Les dits emplacements bornés en front par la rue Dollard, en arrière par le lot 141-207, d'un côté par une ruelle, et de l'autre côté par le résidu desdits lots numéros 141-205, 206.— Measuring 30 feet in front, on Dollard Street, by 50 feet in depth English measure, more or less. The said emplacements bounded in front by Dollard Street, in rear, by lot 141-207, on one side by a lane, and on the other side, by the residue of the said lots numbers 141-205, 206.
3-1440	M.-Mr. Joseph Charbonneau, 1657, Hindland, Jacques-Cartier, P.Q.	141-½387, 388 — Mesurant ladite partie dudit lot 141-387, 12½ pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front, par la rue Hindland, en arrière par la ligne arrière dudit lot, d'un côté par ledit lot numéro 141-388, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 141-387.— Measuring the said part of the said lot 141-387, 12½ feet in width by 80 feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front, by Hindland Street, in rear, by the line in rear of said lot, on one side by the said lot number 141-388, and on the other side, by the residue of the said lot 141-387.
3-1451	M.-Mr. Wilfrid Brammall, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Armand Clouatre, 1705, Hindland, Jacques-Cartier, P.Q.	141-399, 398
3-1496	M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South. — Dame J. Alarie-Caya, prom.-acquéreure-prom.-buyer, 1136, Hindland, Jacques-Cartier, P.Q.	142-236 — A distraire parties vendues appert actes enregistrés sous les numéros 106,709, 109,162, 110,666, 110,699, 134,237.— Save and except parts sold under registered deed under numbers 106,709, 109,162, 110,666, 110,699, 134,237.
3-1567A	M.-Mr. Ambroise Frigault, 1071, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	316-1, 2, P. 3, N.E.— Mesurant ladite partie nord-est dudit lot 2 pieds de largeur par 66 pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, et bornée comme suit: en front par la rue Marquette, à l'arrière par la ligne arrière dudit lot, d'un côté par le lot 316-2, de l'autre côté par le résidu dudit lot 316-3.— Measuring the said part northeast of the said lot 2 feet in width by 66 feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by Marquette Street, in rear, by the line in rear of the said lot, on one side by lot 316-2, on the other side, by the residue of the said lot 316-3.
3-1600	Dame R. Parisien-Gosselin, 1529, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	316-38, 37
3-1612	M.-Mr. Alphonse Landry, 1585, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	316-48
3-1620	M.-Mr. Joseph Albert Goulet, 1631, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q. Au rôle-On roll: M.-Mr. Albert Goulet.	316-56
3-1636	M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q. — M.-Mr. Hector Ménard, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 533, Ste-Hélène, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	142-177

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
3-1723	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of C. E. Manseau, 735, Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q. — M.-Mr. Adélard Lavergne, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 1664, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	142-339
3-1738	M.-Mr. Hector Ménard, 533, Ste-Hélène, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	142-167
3-1743	Dame Godbout-Doddridge, 879, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-158
3-1764	Dame Hermance Boivin, épouse de-wife of Rosaire Gaulin, 7590, Molson, Montréal, Qué. — Au rôle-On roll: Dame H. Gaulin. — M.-Mr. Roland Bordeleau, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 1070, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-109
3-1770	M.-Mr. Arthur Thériault, 1149, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-P. 89 — Commençant au coin sud-ouest du lot 142-89, de là allant dans une direction sud-est en suivant le côté nord de ladite rue Cartier, sur une distance de 30 pieds, de là allant dans une direction nord ou nord-est, dans une ligne parallèle à la ligne de division entre les lots 142-89, 142-92, sur une distance de 77 pieds, de là allant dans une direction sud-est dans une ligne parallèle au côté nord de ladite rue Cartier sur une distance de 3½ pieds et de là allant dans une direction nord ou nord-est sur une distance de 23 pieds jusqu'à un point situé sur la ligne de division entre ledit lot 142-89 et le lot 142-90 et de là allant dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division entre lesdits lots 142-89 et 142-90 sur une distance de 33½ pieds jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 142-89, de là allant dans une direction sud ou sud-ouest en suivant la ligne de division entre les lots 142-89 et le lot 142-92 sur une distance de 100 pieds jusqu'au coin de départ étant le coin sud-ouest dudit lot 142-89 borné comme suit: en front par la rue Cartier, en arrière par une partie dudit lot 142-90, d'un côté par le lot 142-92 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 142-89.— Starting at the southwest corner of lot 142-89, from thence going in a southeasterly direction by following the north side of the said Cartier Street, along a distance of 30 feet, from thence going in a north or northeasterly direction in a line parallel to the dividing line between lots 142-89, 142-92, on a distance of 77 feet, from thence, going in a southeasterly direction in a line parallel to the north side of the said Cartier Street along a distance of 3½ feet and from thence going in a northerly or northeasterly direction along a distance of 23 feet to a point situated on the dividing line between the said lot 142-89 and lot 142-90 and from thence going in a northwesterly direction by following the dividing line between the said lots 142-89 and 142-90 along a distance of 33½ feet as far as the northwest corner of the said lot 142-89, from thence, going in a south or southwesterly direction by following the dividing line between lots 142-89 and lot 142-92 along a distance of 100 feet up to the starting point, being the southwesterly corner of the said lot 142-89 bounded as follows: in front by Cartier Street, in rear, by a part of the said lot 142-90, on one side by lot 142-92 and on the other side, by the residue of the said lot 142-89.
3-1844	M.-Mr. Marcel Primeau, 906, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-47
3-1861	M.-Mr. Alphonse Cormier, adresse inconnue-address unknown. — M.-Mr. Roger Gendron, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 1012, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-32
3-1882	M.-Mr. Marcel L'Heureux, 1190, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-10, P. 11 — Mesurant cette partie 10 pieds de largeur par 92 pieds de longueur mesure anglaise plus ou moins, bornée en front au nord-est par la rue Cartier, en arrière au sud-ouest par une partie du lot originaire N° 143, d'un côté par le lot N° 142-10 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 142-11.— Measuring this part 10 feet in width by 92 feet in length English measure, more or less, bounded in front on the northeast by Cartier Street, in rear on the southwest, by a part of original lot No. 143, on one side by lot No. 142-10 and on the other side by the residue of lot No. 142-11.
3-1948	M.-Mr. Jean-Claude Champagne, 889, Saint-Georges, Jacques-Cartier, P.Q.	143-527

Folio	Nom et adresse — Name and address	Descripiton de l'immeuble — Description of immoveable
3-2053	M.-Mr. Hector Ménard, 533 Ste-Hélène, Montréal-Sud-South, P. Q.	143-615, 616,-617 — à distraire dudit lot 143-617 la partie vendue appert acte enregistré sous le numéro 110937.— 143-615, 616,-617 — to withdraw from the said lot 143-617 that part which appears on registered deed under number 110937.
3-2337A	M.-Mr. Joseph Lepage, 1060 Préfontaine, Jacques-Cartier, P. Q.	143-409, Pt. 410 — Mesurant la dite partie 12½ pieds de largeur par 98 pieds de profondeur, bornée en front par la rue Préfontaine, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 143-409 et de l'autre côté par le résidu du lot 143-410.— 143-409, Pt. 410 — Measuring the said part 12½ feet in width by 98 feet in depth, bounded in front by Préfontaine Street, in rear, by a lane, on one side by lot 143-409 and on the other side, by the residue of lot 143-410.
3-2339	Home Mortgage & Acceptance Corp. Reg., 414 St-Jacques, Ouest-West, Montréal, Qué.	143-407, 408
3-2485	Mlle-Miss Eugénie Sauvé, rue Du Marché-Marché Street, Salaberrry, Valleyfield, P. Q.	143-92, 93
3-2514	M.-Mr. J. Albert Levesque, 1613 Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P. Q.	144-50, 51, 52, 53
3-2561	M.-Mr. Roméo Guillemette, 1048 Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P. Q.	143-482
3-2623	M.-Mr. Peter Pohoney, 2430 Charland, Montréal-Nord-North, Qué.	144-115, Pt. 116 — étant la partie nord-ouest, mesurant 8 pieds de largeur par 88 pieds de profondeur, bornée en front par le boul. Ste-Hélène, en arrière par une ruelle commune, du côté nord-ouest par le lot numéro 144-115, de l'autre côté au sud-est, par le résidu du dit lot 144-116.— 144-115, Pt. 116— Being the north-west part measuring 8 feet in width by 88 feet in depth, bounded in front by Ste-Hélène Blvd, in rear, by a common lane, on the north-west side, by lot number 144-115, on the other side on the southeast, by the residue of the said lot 144-116.
3-2874	Dame Emma Tousignant, Vve de-Widow of C. E. Manseau, 735 Blbd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué. — M.-Mr. Armand Baron, prom-acquéreur--prom. buyer, 1155 Lafayette, Jacques-Cartier, Qué.	146-567, 668.
3-2902	M.-Mr. Raymond McIntyre, 1573 Lafayette, Jacques-Cartier, Qué.	146-767, 768, 769, 770
3-2912	M.-Mr. Ednas Dallaire & Dame L. Blais-Dallaire, 1613 Lafayette, Jacques-Cartier, Qué.	146-77, 778
3-3170	Dame Emma Tousignant, Vve de-Widow of C. E. Manseau, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué. — M.-Mr. Joseph Bastien, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 740 Perreault, Jacques-Cartier, Qué.	140-71, 72
3-3246	M.-Mr. Anthony James Giroux, 1064 Emma, Jacques-Cartier, Qué. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Antoine Giroux.	140-229
3-3263	M.-Mr. Camille Martin, 4212 Fabre, Montréal, Qué.	141-32, 33
3-3326	Dame P. Desrosiers-Primeau, 904 Cartier, Jacques-Cartier, Qué.	142-143
3-3392	M.-Mr. Frank Colangelo, 459 Congrégation, Montréal, Qué. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Frank Collengello.	143-399, 400
3-3480	M.-Mr. Georges L. DuBerger, 1650 Dorchester, Ouest-West, Montréal, Qué.	146-644, 645
3-3839	M.-Mr. Roméo Descaries, 1360 Blvd Ste-Foy, Jacques-Cartier, Qué.	147-23, 24, 25
3/2-4062	M.-Mr. Roland Côté, 133 Verchères, Jacques-Cartier, Qué.	159-538
3/2-4077	Dame Emma Tousignant, Vve de-Widow of C. E. Manseau, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué. — M.-Mr. Charles Boisjoly, prom.-acquéreur-prom-buyer, 195 Verchères, Jacques-Cartier, Qué.	159-688
3/2-4099	M.-Mr. Roland Samson, 365 Verchères, Jacques-Cartier, Qué.	159-805
3/2-4529	Dame Albina Chevrier, épouse de-wife of Rosario Hébert, 229 Chemin Tiffin, Jacques-Cartier, Qué.	160-473, 474
3/2-4549 -1	Dame Albina Chevrier, épouse de-wife of Rosario Hébert, 229 Chemin Tiffin, Jacques-Cartier, Qué — M.-Mr. Rosario Hébert, prom.-acquéreur-prom-buyer, 229 Chemin Tiffin, Jacques-Cartier, Qué.	160-731, 732
3/2-4632	M.-Mr. Roméo Millette & Paul Fortin, 801 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué.	159-845-1
3/2-4633	M.-Mr. Roméo Millette, 983 Délorimier, Montréal-Sud-South, Qué.	159-846, 847
3/2-4660	M.-Mr. Pierre Cernack, 955 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué.	159-931, 932
3/2-4664	MM.-Messrs. Valent & Peter Cernack, 965 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué.	159-935, 936, 937
3/2-4707 (1)	Dame Emma Tousignant, Vve de-Widow of C.-E. Manseau, 735 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-	160-4-12 à-at 4-15

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
	Cartier, Qué. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Thomas Pinette, 1291 Dorion, Montréal, Qué.	
3/2-4707 (2)	M.-Mr. Thomas Pinette, 1291 Dorion, Montréal, Qué.	159-891, 892, 893, 894
3/2-4728	Dame James Austin, 1000 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué. — Au rôle-On roll: Dame A. E. T. Austin.	160-23-2, 23-3, 159-1004, 1005
4-629 (1)	M.-Mr. C. E. Larouche, 389 Est Laurier-Laurier-East, Montréal, Qué.	140-783, 784
4-629 (2)	Dame Emma Tousignant, Vve de-Widow of C.-E. Manseau, 735 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, Qué. — Au rôle-On roll: M.-Mr. C.-E. Larouche, 389 Est, Laurier, Laurier-East, Montréal, Qué.	140-785, 786
4-763	M.-Mr. Roger Dubuc, 1095 Dorion, Jacques-Cartier, Qué. — M.-Mr. Lionel Tremblay, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 1976 Joliette, Jacques-Cartier, Qué	140-991, 992
4-854 (1)	M.-Mr. Henri Shaller, (père-father) a/s-c/o M. H. Shaller, 1937 Marmier, Jacques-Cartier, Qué.	140-1005
4-854 (2)	M.-Mr. Roger Dubuc, 1095 Dorion, Jacques-Cartier, Qué. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Henri Shaller (père-father).	140-1006
4-955A	Dame Alice Dumberry, 1934, Marmier, Jacques-Cartier, P.Q.	140-1044, 1045
4-957A	M.-Mr. Hubert Boucher, 1934A, Marmier, Jacques-Cartier, P.Q.	140-1046, 1047
4-981	M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	140-1207, 1208, 1209
4-1123	M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q. — M.-Mr. Lucien Laurin, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 2305, Westgate, Jacques-Cartier, P.Q.	141-854, 855, 856
4-1132	M.-Mr. Marcel Therreault, 8788, Boul.-Blvd St-Michel, Ville-Town St-Michel, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. O. T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	141-456, 457
4-1174A	M.-Mr. Georges Duberger, 1650, Dorchester Ouest-West, Montréal, P.Q.	141-631, 632
4-1463 (1)	M.-Mr. Sarto Dubuc, 1158, Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	141-694, 695
4-1463 (2)	M.-Mr. J. B. Goulet, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Sarto Dubuc, 1158, Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	141-693 — A distraire la partie vendue à la voirie, le tout appert à l'acte enregistré sous le numéro 133,931.— To withdraw that part sold to the Roads Department, the whole as appears on registered deed under number 133,931.
4-1484	M.-Mr. Émile Beaudoin, 1991, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	141-715
4-1519A	M.-Mr. Roger Beaudoin, 1971, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	316-108, 109
4-1534A	M.-Mr. Joseph Carrière, 2081, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	P. 316 — Mesurant 68 pieds de largeur par 66 pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par la rue Marquette, en arrière par une partie du lot N. 141–, et des deux côtés par d'autres parties dudit lot N° 316, sa borne du côté nord-ouest étant située à 238 pieds de la borne sud-est du lot N° 316-117.— Measuring 68 feet in width by 66 feet in depth English measure and more or less, and bounded in front by Marquette Street, in rear, by a part of lot No. 141–, and on both sides of the said lot No. 316, its boundary on the northwest side being situated at 238 feet of the southeast boundary of lot No. 316-117.
4-1574A	M.-Mr. Marcel Sansregret, 2351, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	P. 316 — Mesurant une largeur de soixante (60) pieds en front, sur une profondeur de soixante-six (66) pieds et six (6) pouces, mesure anglaise, plus ou moins, bornée en front au sud-ouest par la rue Hindland, en arrière au nord-est par les lots Nos. 131-361, 362, au nord-ouest par la quatrième avenue projetée, Boul. Nobert, au sud-est à sept cent cinquante (750) pieds de la Cinquième Avenue.— Measuring along a width of sixty (60) feet in front, along a depth of sixty-six (66) feet and six (6) inches, English measure, more or less, bounded in front on the southwest by Hindland Street, in rear, on the northeast, by lots Nos. 131-361, 362, on the northwest, by the proposed fourth Avenue, Nobert Blvd on the southeast at seven hundred and fifty (750) feet from Fifth Avenue.
4-1765A	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of C. E. Manseau, 735 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	142-677

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
	— Au rôle-On roll: Dame Léopold Paquette, 1240, Marquette, Jacques-Cartier, P.Q.	
4-1882A (1)	M.-Mr. Charles Despaties, 1845, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-506, ½ 505 — Cette partie 142-½ 505, étant la juste moitié du lot 142-505.— This part 142-½ 505, being the exact half of lot 142-505.
4-1882A (2)	M.-Mr. Lucien Vincent, 408, Richard, Joliette, P.Q.	142-504, ½ 505 — Cette partie 142-½505, étant la juste moitié du lot 142-505.— This part 142-½505, being the exact half of lot 142-505.
4-2104A	M.-Mr. François Rozon, 2110, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	143-1059 142-732
4-2277A	M.-Mr. Émile Roméo Blondeau, 2067, Saint-Georges, Jacques-Cartier, P.Q.	143-1072, 1073
4-2457A	M.-Mr. Benjamin Bleau, 2002, Saint-Georges, Jacques-Cartier, P.Q.	143-1006
4-2986A	M.-Mr. Georges-Yvon Groulx, 1945, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-298, 299, 300
4-2995A	M.-Mr. Léopold Ouellette, 1975, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-306, 307
4-3088-1A	M.-Mr. Léon Labonté, 2571, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-810, 811, 812
4-3111A	M.-Mr. Lucien Albondius, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. A. Lemaire, 2723, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-955, 956, 957
4-3256B	M.-Mr. Philippe Champagne, 2518, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-833, 834, 835, 836, 837 145-909, 910, 911, 912, 913
4-3279A	M.-Mr. Joseph Pichette & Dame M. Cotton-Pichette, 2668, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-978, 979, 980 145-1076, 1075, 1074
4-3285A	M.-Mr. Charles Cloutier, 2696, Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	144-984, 985, 986 145-1082, 1081, 1080
4-3617	M.-Mr. Georges DuBerger, 1650, Dorchester Ouest-West, Montréal, P.Q.	145-1146, 1147
4-3690	Dame Eveline Marshall, 2101, Papineau, Jacques-Cartier, P.Q.	145-523, 524, 525
4-3836	M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	145-431, 432
4-3970	Dame I. Nadeau-Ricard, 1684, Beaudry, Montréal, P.Q.	146-351
4-4020A	M.-Mr. Paul St-Vincent, 2251, Lasalle, Jacques-Cartier, P.Q.	146-29, 30
4-4597A	M.-Mr. François Larose, 1803, Laval, Jacques-Cartier, P.Q.	147-509-1
4-4609A	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of C. E. Manseau, 735 Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Denis Falardeau, 1921, Laval, Jacques-Cartier, P.Q.	147-570, 571
4-5285	M.-Mr. Adrien Plante, 2254, René, Jacques-Cartier, P.Q.	148-251
4-5317-2A	M.-Mr. Paul Delage, 2254, Ste-Jeanne-d'Arc, Jacques-Cartier, P.Q.	148-287, 288
4-5406-1	Dame Hélène Parent-Dubuc, 1158, Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	148-180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187
4-5553	Mme-Mrs. Hélène Parent-Dubuc, 1158 Harrisson, Montréal-Sud-South, P.Q.	148-174, 179 — à distraire des lots 148-174, 179, les parties vendues appert acte enregistré sous le numéro 136,558.— 148-174, 179 —To withdraw from lots 148-174, 179, parts sold according to registered deed number 136,558.
4-5827A	M.-Mr. Thomas Fleming, 1301 Première Rue-Street, Jacques-Cartier, P.Q.	146-322
4-5828	Mme-Mrs. Rose Pilon-Théroux-Harvey, 2147 St-Thimothé, Montréal, P.Q.	146-321, 320
4-5836	Dame Emma Tousignant, Vve de-Widow of C.-E. Manseau, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q. — M.-Mr. Adrien Lambert & Royal Philibert, prom.-acquéreurs-prom.-buyers, 3285 Lonton, Montréal, P.Q.	147-523
4-6203A	M.-Mr. Gérard Hébert, 2050 St-Georges, Jacques-Cartier, P.Q.	143-1102, 1103, 1104
4-6854A	M.-Mr. Léonard Latreille, 2461 St-Georges, Jacques-Cartier, P.Q.	143-1347, 1348
4-6941	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne-Mance, Montréal, P.Q.	145-965, 966
4-7065	M.-Mr. Albert Bélisle, 2664 Préfontaine, Jacques-Cartier, P.Q.	144-900, 901, 902
5-217A	M.-Mr. Réginald Paré, 199 St-Hilaire, Jacques-Cartier, P.Q.	88-221, 222
5-845	M.-Mr. Réal Boisjoli, 1540 Lafayette, Jacques-Cartier, P.Q.	91-405, 406
5-915	M.-Mr. Marius Raymond, 4323 Parthenais, Montréal, P.Q.	91-234, 235
5-963	M.-Mr. René DeGuire, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Michel Adolphe Sauriol. 2281 Chemin Chambly-Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	91-52, 53
5-1051A	M.-Mr. Armand Gosselin, 697 King Georges, Jacques-Cartier, P.Q.	91-458, 459
5-1059	M.-Mr. Peter Kozak & Dame Roma Amos, son épouse-his wife, 6406 Daragon, Montréal, P.Q.	91-466, 467
5-1212	M.-Mr. Lionel Léveillée, 76 Vermont, Jacques-Cartier, P.Q.	92-247, 248

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. Gérard Gagnon, 527 Desmarchais, Jacques-Cartier, P.Q.	92-388, 389
Mme-Mrs Rosa Jalette-Levesque, a/s-c/o: M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	93-10, 11
Mme-Mrs. Rose Jalette-Lévesque, a/s-c/o: M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	93-12, 13
Independant Realty Dev. Ltd., 1117 Ste-Catherine Ouest-West, Montréal, P.Q.	93-67, 68, 69
Dame Francine Sansglade-Lavoie, 248 Paul, Jacques-Cartier, P.Q.	93-½ 60 et ¼ 59 — mesurant lesdites parties 45 pieds en front par 60 pieds de profondeur mesure anglaise plus ou moins; borné en front par la rue Paul, en arrière par les résidus des lots 93-60 et 93-59, d'un côté par le lot 93-61 et de l'autre par le résidu du lot 93-59.— 93-½ 60 and ¼ 59 — Measuring the said parts 45 feet in front by 60 feet in depth Englsih measure, more or less; bounded in front by Paul Street, in rear, by the residues of lots 93-60 and 93-59, on one side by lot 93-61 and on the other side by the residue of lot 93-59.
M.-Mr. Marius Raymond, 817 Duluth Est-East, Montréal, P.Q.	93-87
M.-Mr. Alfred Duclos & E. Tousignant Inc., 43 Jules Roches Est-East, Jacques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Alfred Duclos.	94-250, 251
M.-Mr. Albert Rolbin, 265 Craig Ouest, Ch. 410-Craig St. West, Room 410, Montréal, P.Q.	94-235, 234
M.-Mr. Roch Lanoue, 2505 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	94-60 & 94-Ptie-59: Cette partie étant la moitié de lot mesurant une largeur de 13 pieds, par une profondeur de 115 pieds plus ou moins bornée en front par le Chemin Chambly, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 94-60 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 94-59.— 94-60 & 94-Pt. 59: This part being half of lot measuring a width of 13 feet, by a depth of 115 feet more or less, bounded in front by the Chambly Road, in rear, by a lane, on one side, by lot 94-60 and on the other side by the residue of the said lot 94-59.
M.-Mr. Jacques Villeneuve, adresse inconnue-address unknown.	133-851, & 133-½ S.E. 852 — Mesurant 15 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, bornée en front au nord-est par la rue Grant, d'un côté au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 133-852, en arrière au sud-ouest par partie dudit lot numéro 133-840 et de l'autre côté au sud-est par le lot N° 133-851.—133-851, & 133-½ S.E. 852 — Measuring 15 feet in width by 80 feet in depth, bounded in front on the northeast by Grant Street, on one side on the north-west, by the residue of the said lot number 133-852, in rear, on the south-west, by part of the said lot number 133-840 and on the other side on the southeast by lot No. 133-851.
M.-Mr. Yvon Duroher, Mont Tremblant, P.Q.	133-989
M.-Mr. Adrien Laflamme, 104 Cherbourg, Jacques-Cartier, P.Q.	133-1009, 1010
M.-Mr. Léo Lemay, 124 Cherbourg, Jacques-Cartier, P.Q.	133-975, 974
M.-Mr. Georges A. Shaw, 195 Boul.-Blvd Nobert, Jacques-Cartier, P.Q.	133-1028, 1027
M.-Mr. Charles Latreille, 47 Beaubien Ouest-West, Jacques-Cartier, P.Q.	129-½ 11, 12 — Mesurant ladite demie 129-11, 15 pieds de largeur par une profondeur de 84 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, bornée en front par la rue Beaubien, en arrière, par la ligne arrière dudit lot, d'un côté par le lot 129-12, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 129-11.— 129-½ 11, 12— Measuring the said half 129-11, 15 feet in width by a depth of 84 feet, English measure, more or less, bounded in front by Beaubien Street, by the line in rear of the said lot, on one side, by lot 129-12, and on the other side by the residue of the said lot 129-11.
M.-Mr. Hector Beaudin, 757 Place D'Armes, Montréal, P.Q.	128-69
M.-Mr. André Dumon, 2390 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	131-420, 417, 418, 419
M. l'abbé-Rev. Father Maurice Gagnon, 815 Duluth Est-East, Montréal, P.Q.	131-144, 145
M.-Mr. Ogden T. Davis, P. O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	131-110, 111, 112
M.-Mr. Emile Guilbault, 3841 Henri-Julien, Montréal, P.Q.	131-249, 250, 251
M.-Mr. Emile Guilbault, 3841 Henri-Julien, Montréal, P.Q.	131-252, 253, 254
M.-Mr. Albert Fiset, a/s-c/o C.N.R., Joliette, P.Q.	84-12, 13
Dame Emma Tousignant, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	84-30, 31
Dame Emma Tousignant, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	84-62, 63
M.-Mr. Paul-Emile Bellavance, 72 Prévost, Jacques-Cartier, P.Q.	84-116, 117

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
6-494	M.-Mr. Alphonse Nadeau, 116 Prévost, Jacques-Cartier, P.Q.	84-120, 121, 122
6-497A	M.-Mr. Alphonse Nadeau, 116 Prévost, Jacques-Cartier, P.Q.	84-123, 124, 125
6-531A	M.-Mr. Fernand Rivest, 450 Prévost, Jacques-Cartier, P.Q.	84-201, 202, 203
6-575	M.-Mr. Patras Beleckas, 63 Est-East Leblanc, Jacques-Cartier, P.Q.	84-150
6-702	M.-Mr. Michel Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q. M.-Mr. Hormidas Benoît, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 558 Leblanc Est-East, Jacques-Cartier, P. Q.	84-374, 375
6-777	M.-Mr Joseph N.-B. Lamarre, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q. M.-Mr. Dieudonné Brunelle, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 471 Barthelemy, Jacques-Cartier, P. Q.	85-170, 171, 172
6-786A	M.-Mr. Jean Quenneville, 547, Barthelemy, Jacques-Cartier, P. Q. Dame Marie-Anne Fortin, prom.-acquéreure-prom.-buyer, 553 Barthelemy, Jacques-Cartier, P. Q.	85-293, 294
6-788	M.-Mr. Michel Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-295, 296
6-1164	Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road Jacques-Cartier,, P. Q.	85-473, 474, 475
6-1169	Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P. Q. M.-Mr. Donat Letarte, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 332 Briggs Est-East, Jacques-Cartier, P. Q.	85-478, 479
6-1904	Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P. Q. M.-Mr. Adrien Bilodeau, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 584 Briggs Est-East, Jacques-Cartier, P. Q.	85,520, 521, 522
6-2164A	M.-Mr. Léonas Bennetis, 161 Rougemont, Jacques-Cartier, P. Q.	86-1294 et 86 Ptie 1293 —Mesurant 5 pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot N° 86-1293, et bornée en front par une rue N° 86-1266, en arrière par le lot N° 85, d'un côté par le lot N° 86-1294 et de l'autre côté par le résidu du lot 86-1293.— 86-1294 and 86 Pt. 1293 — Measuring 5 feet in width by the whole depth of the said lot No. 86-1293, and bounded in front by a street No. 86-1266, in rear, by lot No. 85, on one side by lot No. 86-1294 and on the other side, by the residue of lot 86-1293.
6-2336	M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	86-1458, 1459, 1460 — A distraire desdits lots 1458, 1459, 1460 les parties vendues appert acte enregistré sous le numéro 154-763. — 86-1458, 1459, 1460 — To withdraw from the said lots 1458, 1459, 1460 parts sold as appears on registered deed under number 154-763.
6-2340-1A	M.-Mr. Roméo Viziau, 345 Diane, Jacques-Cartier, P.Q. a/s-c/o Vermette-Massé et-and Ouellette, Syndics-Trustees 57 St. Jacques Ouest-West, Montréal, P. Q.	86-1451, 1452, 1453, 1454
6-2454	M.-Mr. Michel Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1400, 1401, 1402, 1403 — A distraire desdits lots 1400, 1401, 1402 les parties vendues appert acte enregistré sous le numéro 166,166.— 86-1400, 1401, 1402, 1403 — To withdraw the said lots 1400, 1401, 1402 parts sold as appear on registered deed under number 166,166.
6-2496	M.-Mr. Wellie Limoges, 105 Wolve, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1108, 1109
6-2704	M.-Mr Edmond McIntyre, 157 Champagne, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1024, 1025
6-2798A	M.-Mr. André Tremblay, 534 rue Champagne, St., Jacques-Cartier, P.Q.	86-905, 906
6-2947	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P. Q. M.-Mr. Charles Trudeau, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 436 Curé Poirier Est-East, Jacques-Cartier, P.Q.	86-549, 550
6-3305	Dame Rosaire Gagné, C.P. 464-P.O. Box 464, Montmagny, P. Q.	86-139, 138, 137
6-3310	M. l'Abbé-Rév. Father Maurice Gagnon, 815 Duluth Est-East, Montréal, P.Q.	86-134, 133
6-3320	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q. M.-Mr. Georges Thibault, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 192 Montcalm, Jacques-Cartier, P.Q.	86½ 123, 124 — La demie du lot 86-123 étant la moitié adjacente au lot 86-124 et mesurant 12½ pied de largeur par toute la profondeur dudit lot, mesure anglaise, bornée en front par la rue Montcalm en arrière par la ligne arrière d'un côté par ledit lot 86-124 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 86-123. — 86½ 123, 124. — Half of lot 86-123 being the half adjacent to lot 86-124 and measuring 12½ feet in width by the whole depth of the said lot, English measure, bounded in front by Montcalm Street, in rear, by the line in rear on one side by the said lot 86-124 and on the

	other side by the residue of the said lot 86-123
M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-122, ½123 — La demie du lot 86-123 étant la moitié adjacente au lot 86-122 et mesurant 12½ pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot, mesure anglaise, bornée en front par la rue Montcalm en arrière par la ligne arrière d'un côté par ledit lot 86-122 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 86-123. — 86-122, ½123 — Half of lot 86-123 being the half adjacent to lot 86-122 and measuring 12½ feet in width by the whole depth of the said lot, English measure, bounded in front by Montcalm Street, in rear, by the line in rear on one side, by the said lot 86-122 and on the other side by the residue of the said lot 86-123.
M.-Mr. Joseph Rayle, 420 St. Thomas, Longueuil, P. Q.	86-110, 111
M.-Mr. René Deguire, 93 Brault, Jacques-Cartier, P. Q.	86-70, 71
M.-Mr. Eugène Robertson, 581 Brault, Jacques-Cartier, P.Q.	86-629, 630, 631
M.-Mr Gérard Therrien, 1122 Chemin Gentilly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	64-14, 64, Ptie N.O. 15 Mesurant ladite partie 20 pieds de largeur sur 86 de profondeur, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-est par le Chemin Gentilly au sud-ouest par une ruelle étant le lot 64-11, au nord-ouest par la partie 64-14 et au sud-est par le résidu dudit lot 64-15.— 64-14-64, Pt. N.W., 15 — Measuring the said part 20 feet in width by 86 in depth, more or less, and bounded as follows: on the northeast, by the Gentilly Road, on the southwest, by a lane being lot 64-11, on the northwest, by part 64-14 and on the southeast, by the residue of the said lot 64-15.
M.-Mr Victor Leclerc, 503 St. Michel, Jacques-Cartier, P.Q.	85-325, 326, 327
Dame F. Lamarrre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-563, 564, 565
M.-Mr. Théophile Croteau, 488 Barthelemy, Jacques-Cartier, P.Q.	85-209, 210, 211
Mlle-Miss Rose Chouinard, 459 Champagne, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1337, 1336
M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-43
M.-Mr. Roland Claude, 1205 St-Alexandre, Jacques-Cartier, P.Q.	133-160, 161
M.-Mr. Roger Papy, 2104 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-359, 360
M.-Mr. Jacques Villeneuve, 1570 St-Alexandre, Jacques-Cartier, P.Q.	133-463
M. l'abbé-Rev. Father Maurice Gagnon, 815 Duluth Est-East, Montréal, P.Q.	133-672, 671
— Au rôle-On roll: M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	
M.-Mr. Dominique Bilodeau, 2395 Cuvillier, Montréal, P.Q.	133-107
M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-394, 420
— M.-Mr. Henri Dorand, proml-acquéreur-prom.-buyer, 1161 St-Thomas, Jacques-Cartier, P.Q.	
M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-691
— M.-Mr. Armand Desmarais, proml-acquéreur-prom.-buyer, 1259 St-Thomas, Jacques-Cartier, P.Q.	
M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-251, 252
Mlle-Miss Alma Banner, 1273 St-Jacques, Jacques-Cartier, P.Q.	133-625, 626
M.-Mr. Ogden T. Davis, P. O. Box 301, Rancho Tetela, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	134-109, 110
M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	134-86
M.-Mr. Marcel Roy, 406 Blvd Ste-Foy, Jacques-Cartier, P.Q.	135-Ptie 295, Ptie 296 — Mesurant 25 pieds de largeur par 50 pieds de profondeur, et borné ledit morceau de terre comme suit: en front par la rue McGill, en arrière par le lot 135-294, d'un côté par le lot 135-293 et de l'autre côté par le résidu desdits lots 135-295 et 296, avec bâtisses.— 135-Pt. 295, Pt. 296 — Measuring 25 feet in width by 50 feet in dept, and bounded the said piece of land as follows: in front, by McGill Street, in rear, by lot 135-294, on one side, by lot 135-293 and on the other side, by the residue of the said lots 135-295 and 296, with buildings.
Mlle-Miss Hélène Larente, 1507 McGill, Jacques-Cartier, P.Q.	135-291, 290
Dame Emma Tousignant, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	136-250, 251
— Au rôle-On roll: M.-Mr. Ulric Dion, 1551 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
6-5825	M.-Mr. J. Aurèle Raymond, C/N M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	136-87, 86
6-5849 (1)	Dame Emma Tousignant, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	136-232
6-5849 (2)	M.-Mr. Ulric Dion, 1560 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-231, 230
6-5916	M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	136-45 — A distraire la partie vendue appert acte enregistré sous le numéro 131317.— 136-45 — To withdra that part as sold by registered deed under number 131317. 136-46 — A distraire la partie vendue appert acte enregistré sous le numéro 154764.— 136-46 — To withdraw that part sold by registered deed under number 154764.
6-5925	M.-Mr. Lucien Vincent, 408 Richard, Joliette, P.Q.	136-54, 55, 56
6-5972	M.-Mr. Pierre R. Lemay, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Philippe Brazeau, 1675 Quinn, Jacques-Cartier, P.Q.	136-294
6-5973A	M.-Mr. Philippe Brazeau, 1675 Blvd Quinn, Jacques-Cartier, P.Q.	136-295, 296
6-6032	Dame Earl Hoopper, 1526 Blvd Quinn, Jacques-Cartier, P.Q.	137-229, 230
6-6048-1	Dame Léonide Sénécal, 1604 Blvd Quinn, Jacques-Cartier, P.Q.	137-245, 246, 247
6-6051A	M.-Mr. Léonide Sénécal, 1604 Blvd Quinn, Jacques-Cartier, P.Q.	137-248, 249, 250
6-6113	M.-Mr. David Clément, 1277 Montarville, Jacques-Cartier, P.Q.	137-90, 91
6-6154	Dame Emma Toussignant, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q. — Dame Robert Hannaburg, prom.-acquéreure-prom.-buyer, 1619 Montarville, Jacques-Cartier, P.Q.	137-213, 214, 215, mais à distraire du lot 137-215 partie étant la juste moitié divise vendue appert acte enregistré sous numéro 158866.— 137-213, 214, 215, but to withdraw from lot 137-215, part being the exact divided half sold according to deed registered under number 158866.
6-6213A	M.-Mr. Herman Simard, 1280 Montarville, Jacques-Cartier, P.Q.	137-35, 36
6-6267	M.-Mr. Achille Carrière, 1840 Montarville, Jacques-Cartier, P.Q.	137-289, 290
6-6403	Dame Edmond Amiot, 231 Briggs Ouest-West, Jacques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: Dame Alexina Balis, 231 Briggs Ouest-West, Jacques-Cartier, P.Q.	133-786, 770, 743
6-6436	M.-Mr. Charles Guimond, 240 Briggs Ouest-West, Jacques-Cartier, P.Q.	133-265, 264
6-6543	M.-Mr. Pyus Mitchell, 406 Blvd Ste-Foy, Jacques-Cartier, P.Q. — M.-Mr. Marcel Roy, prom.-acquéreur-prom.-buyer, 406 Blvd Ste-Foy, Jacques-Cartier, P.Q.	135-295 — A distraire la partie vendue appert à l'acte enregistré sous le numéro 108394.— 135-295 — To withdraw part sold according to registered deed under number 108394.
6-6570A	M.-Mr. Paul Laplante, 536 Blvd Ste-Foy, Jacques-Cartier, P.Q.	137-143

DEUXIÈME SECTION
Immeubles non-sujets au droit de retrait d'un an

SECOND SECTION
Immoveables not subject to right of redemption for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.)
(The lots hereinafter described are of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil.)

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
1-1674	M.-Mr. C. C. Cottrell, adresse inconnue-address-unknown.	27-475
1-1687	City & District Development Ltd., 1300 Boul.-Blvd Rainville, Jacques-Cartier, P.Q.	27-168, 169
1-1998	M.-Mr. Hector Pilotte, 1777, Joliette, Jacques-Cartier, P.Q.	27-1629
1-2864	MM.-Messrs. Léon Macklin & Rubin Macklin, 55 West, 42nd Ave, New-York, U.S.A. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Léon McLean.	27-860, 861
1-2877	MM.-Messrs. Léon Macklin & Rubin Macklin, 55 West, 42nd Ave, New-York, U.S.A. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Léon McLean.	27-873, 874, 875, 876, 877
2-811	Dame Laura Maud Rodger, épouse de-widow of Grant Tyler, 32 Brook Ave North, Montréal-Ouest-Montreal-West, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. William G. Tyler.	64-541, 542

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. James S. Martin, adresse inconnue-address unknown.	56-433
MM.-Messrs. R. Millette & Paul Fortin, 801, Boul.-Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	56-364, 363
The Realty Loan & Investing Co., Montreal, P.Q.	56-551
M.-Mr. J. E. Boucher, 5e rang-5th range, Boucherville, P.Q.	56-599, 600
M.-Mr. Henri Meunier, 1475, Gardenville, Jacques-Cartier, P.Q.	138-467, 468
Dame P. Besserer, 51, Geneva-Est-East, Ottawa, Ont.	140-79, 80
M.-Mr. René Garceau, 1112, Josephine, Jacques-Cartier, P.Q.	140-128, 129
M.-Mr. René Garceau, 1112, Josephine, Jacques-Cartier, P.Q.	140-130, 131, 132
M.-Mr. Rosaire Lalonde, 1590, Joliette, Jacques-Cartier, P.Q.	140-506, 507
M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488, Ste-Catherine Est-East, Apt 3, Montréal, P.Q.	140-724
Mlle-Miss Margueret Gordon, 457, High Craft, Ottawa, Ont. — Au rôle-On roll: Mme-Mrs. Margueret Gordon.	141-321, 322
Mlle-Miss Margueret Gordon, 457, High Craft, Ottawa, Ont. — Au rôle-On roll: Mme-Mrs. Margueret Gordon.	141-323, 324, 325
M.-Mr. Roger Dubuc, 1095, Dorion, Jacques-Cartier, P.Q.	P. 316 Orig. & 142-271 P. — Lesdites parties étant à une distance de 113'0" du lot 142-270 dans la ligne sud-est et 206'6" du lot 142-273 dans la ligne nord-ouest, borné comme suit: Au nord-est, par le lot N° 155, au sud-est par partie du lot N° 142-271 et partie du lot N° 316 au sud-ouest par le lot 316 (rue Hindland), au nord-ouest par partie du lot N° 316 et partie de 142-271, mesurant 56'6" de largeur par une profondeur de 113'7" dans la ligne nord-ouest et 114'6" dans la ligne sud-est, formant une superficie de 6,429 pieds carrés, mesure anglaise — The said parts being at a distance of 113'0" of lot 142-270 in the south-east line and 206'6" of lot 142-273 in the northwest line, bounded as follows: On the northeast, by lot No. 155, on the southeast, by part of lot No. 142-271 and partly by lot No. 316, on the southwest by lot 316 (Hindland Street), on the northwest, partly by lot No. 316 and partly by 142-271, measuring 56'6" in width by a depth of 113'7" in the northwest line and 114'6" in the southeast line, forming an area of 6,429 square feet, English measure.
Dame Mérilde St-Onge, épouse de-wife of M.-Mr. Andréa Charpentier, 5838, Bordeaux, Montréal, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Andréa Charpentier.	316-52, 53
Dame Mérilde St-Onge, épouse de-wife of M.-Mr. Andréa Charpentier, 5838, Bordeaux, Montréal, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Andréa Charpentier.	316-54, 55
M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300 Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	142-149
M.-Mr. Marcel Primeau, 904, Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-47
M.-Mr. Paul Paradis, 861, Ste-Hélène, Montréal-Sud-South, P.Q.	143-628, 629
M.-Mr. Lorenzo Sureau, 5298, Mentana, Apt. 5, Montréal, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Lorenzo Sureault.	143-255
MM.-Messrs. Boris & William Dubinsky, Waterbury Co., New-Haven, Conn., U.S.A.	140-637, 638
MM.-Messrs. Boris & William Dubinsky, Waterbury Co., New-Haven, Conn., U.S.A.	140-639, 640
M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South, P.Q.	140-703, 704
M.-Mr. Pierre Cernack, 422, Joliette, Montréal-Sud-South, P.Q.	159-965, 966
Mlle-Miss Liliane Fluette, 34, Bord-de-l'Eau, Longueuil, P.Q. — Au rôle-On roll: Mlle-Miss Liliane Flicette.	159-545
M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1254, 1255
M.-Mr. Camille Paradis, 1042, Notre-Dame-de-Grâces, Jacques-Cartier, P.Q.	140-1008, 1009, 1010
M.-Mr. Armand Trépanier, 1831, Delorimier, Montréal, P.Q.	140-877, 878, 879
M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1347, 1348, 1349
M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1355
M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1359, 1360

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
4-1015	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1361, 1362
4-1017	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1363, 1364
4-1035	Dame E. N. Sestock-Jaroslawski, 6387, 12e Avenue, Rosemont, Montréal, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. John Jaroslowski.	141-423, 424 140-905, 906
4-1063	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	141-593, 594 140-1074, 1075
4-1066	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	141-596, 597 140-1077, 1078
4-1078	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488 Ste-Catherine Est-East, Montréal, P.Q.	141-731
4-1302	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488 Ste-Catherine Est-East, Montréal, P.Q.	141-814
4-1340	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488 Ste-Catherine Est-East, Montréal, P.Q.	141-526
4-1453	Dame Thomas Dickson, 2056 Melrose, N.D.G. Montréal, P.Q.	141-561, 562
4-1473	M.-Mr. Raymond Vadboncœur, 1151 Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	141-704, 705
4-1480	M.-Mr. Lucien Beaudoin, 1995 Hindland, Jacques-Cartier, P.Q.	141-711, 712
4-2060	M.-Mr. Hervé Boucher, 1824 Cartier, Jacques-Cartier, P.Q.	142-534
4-2510	M.-Mr. Patrick Boisvert, 3724 Laval, Apt. 3, Montréal, P.Q.	143-1358
4-2693	M.-Mr. Patrick Boisvert, 3724 Laval, Apt. 3, Montréal, P.Q.	143-1382 144-614.
4-2862	Mlle-Miss Yvonne Bissonnette, 5847 Chabot, Montréal, P.Q.	144-531, 532
4-3029	M.-Mr. Patrick Boisvert, 3424 Laval, Apt. 3, Montréal, P.Q.	144-546, 547
4-3590	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-975, 976, 977, 978, 979
4-3595	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-980, 981, 982
4-3598	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-983, 984
4-3752	MM.-Messrs. Romuald Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-999, 1000
4-3754	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-1001, 1002, 1003
4-3757	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-1004, 1005
4-3759	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-1006, 1007, 1008
4-3967	Dame I. Nadeau-Ricard, 1684 Beaudry, Montréal, P.Q.	146-352, 353, 354
4-5251	M.-Mr. Raymond Vadboncœur, 1151 Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	148-450
4-5252	City & District Land, Co. Ltd, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	148-451
4-5253	M.-Mr. Raymond Vadboncœur, 1151 Ste-Hélène, Jacques-Cartier, P.Q.	148-452, 453, 454
4-5283	Dame Hélène Parent-Dubuc, 1158 Harrisson, Montréal-Sud-South, P.Q.	148-153 — A distraire partie vendue à la Ville Jacques-Cartier, appert acte enregistré sous le numéro 136558.— 148-153 — To withdraw part sold to the town of Jacques-Cartier, according to registered deed under number 136558.
4-5323	M. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	148-293, 294
4-5618	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488 Ste-Catherine Est-East, Montréal, P.Q.	141-417
4-6036	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488 Ste-Catherine, Apt. 3, Montréal, P.Q.	140-1026, 1027
4-6038	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1028, 1029, 1030
4-6041	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1188 Ste-Catherine Est-East, Apt. 3, Montréal, P.Q.	140-1031
4-6157	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	140-1131, 1132, 1133
4-6321	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1488 Ste-Catherine Est-East, Apt. 3, Montréal, P.Q.	141-758
4-6480	M.-Mr. Maurice-Roméo Card, 1188 Ste-Catherine Est-East, Apt. 3, Montréal, P.Q.	140-1343, 1344
4-6661	Dame Emma Tousignant, 735 Blvd Taschereau, Jacques-Cartier, P.Q.	146-12, 13
4-6943	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-967, 968
4-6945	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-969, 970
4-6947	MM.-Messrs. Romuald & Guy Chicoine, 5995 Jeanne Mance, Montréal, P.Q.	145-971, 972, 973
5-840	M.-Mr. George Evin, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. George Even.	91-318, 319, 320, 321
5-890	M.-Mr. Louis Dupras, 1942 Iberville, Montréal, P.Q.	91-139
5-917	M.-Mr. Louis D. Freidman, 67 Center West, Bacon, New-York, U.S.A.	91-233
5-1016	M.-Mr. Phillip Feigelman, 6066 Durocher, Montréal, P.Q. — Au rôle-On roll: Dame P. Feigelman.	91-264, 265

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
5-1041	M.-Mr. Roland Turgeon, adresse inconnue-address unknown.	91-370, 371
5-1044	M.-Mr. Léo Manseau, 5031 St. Hubert, Montréal, P. Q.	91-373
5-1121	M.-Mr Léo Manseau, 5031 St.Hubert, Montréal, P. Q.	91-294 92-225
5-1124	M.-Mr. Léo Manseau, 5031 St. Hubert, Montréal, P. Q.	91-297 92-228
5-1127	M.-Mr. Léo Manseau, 5031 St. Hubert, Montréal, P. Q.	91-381 92-313
5-1137	Economic Realty Ltd., 1117 Ste-Catherine Ouest-West, Montréal, P. Q. Au rôle-On roll: M.-Mr. A. Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, Montréal 23.	91-391 92-323
5-1145	M.-Mr. Marius Raymond, 817 Duluth Est-East Montréal, P. Q.	91-398 92-330
5-1222	M.-Mr. Jean Robert, dit St. Amour, adresse inconnue-address unknown. Au rôle-On roll: M.-Mr. Ernest Proulx, 1595 Demontigny, Montréal, P. Q.	92-237, 238
5-1227	Mlle-Miss. Rosina Chaput, 3551 Blvd Gouin Est, Gouin Blvd-East, Montréal, P. Q.	92-354
5-1323	Dame Mary Gaylor, addresse inconnue-address unknown.	92-263
5-1364	M.-Mr. Marius Raymond, 39 St. Jacques Ouest-West, Montréal, P. Q.	92-460, 461
5-1421	M.-Mr Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P. Q.	92-299
5-1422	M.-Mr. Léo Manseau, 5031 St. Hubert, Montréal, P. Q.	92-300, 301
5-1587	M. l'Abbé-Rev. Father Maurice Gagnon, 815 Duluth Est-East, Montréal, P. Q.	93-35, 36, 37, 38, 39
5-1595	M.-Mr. Léo Manseau, 5031 St. Hubert, Montréal, P. Q.	93-30, 31
5-1736	M.-Mr. Cyrille Larue, adresse inconnue-address unknown.	93-82A, 82B
5-3875	M.-Mr. Henri Lessard, P. O. B. 371, Mégantic, P. Q.	91-399
5-3876	M.-Mr. Henri Lessard, P. O. B. 371, Mégantic, P. Q.	91-400 92-331
5-4133	M.-Mr. Henri Lessard, P. O. B. 371, Mégantic, P. Q.	91-226, 227
5-4135	M.-Mr. Henri Lessard, P. O. B. 371, Mégantic, P. Q. — Au rôle-on roll: M.-Mr. A. Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	91-273
5-4418	M.-Mr. Joseph Litnock, addresse inconnue-address unknown. —Au rôle-On roll: M.-Mr. Joseph Léonard Calkin, 753, Point View, Los. Angeles, California, U.S.A.	91-121, 122
5-4431	M.-Mr Roma Lavoie, 2288 Lavallée, Jacques-Cartier, P. Q.	92-156, 157
5-4571	Dame C. Barrette, 1732, St. Denis, Apt. 1, Montréal, P. Q. —Au rôle-On roll: Dame J. Barrette-Jutras, & Curthbert-Barrett, 1732 St. Denis Apt. 1, Montréal, P. Q.	92-152, 153
5-5493	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P. Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Guy-F. Dubuc & F. Langlais.	135-27, 26
5-5618	M.-Mr. Lucien Labelle, adresse inconnue-address unknown. —Au rôle-On roll: Dame D. Denis, 129 De L'épée, Montréal, P. Q.	133-848
5-5697	Bridge Terminal Land Co., adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll:M.-Mr./Sgt Fred J. Mercer, Alabama Hall D-121, 1121 Support Squa. Fort Mayer Va. U.S.A.	137-600, 601
5-7801	M.-Mr. Raoul Charest, adresse inconnue-adress unknown.	123-619
5-7805	Dame T. Daigneault *et al*, adresse inconnue-address unknown.	123-642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657
5-7860	M.-Mr. Léandre Lavallée, adresse inconnue-address unknown.	123-742
5-7865	The Cote de Liesse Land Corp, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: Cote de Liesse Invest. Co.	123-81, 82, 83
5-7869	M.-Mr Arthur Bellefeuille, adresse inconnue-address unknown.	123-728
5-7870	Succession-Estate Rodolphe Mailhot, adresse inconnue-address unknown.	123-729
5-8392	Mlle-Miss Bernadette St. Pierre, adresse inconnue-address unknown.	131-6
5-9569	M-Mr. Émile Guilbault, 3841 Henri Julien, Montréal, P. Q.	131-243, 244
5-10094	M.-Mr. Henri Lessard, P.O. Box 671, Mégantic, P. Q.	131-316, 317, 318
5-10136	Succession-Estate Athilio Dastie, adresse inconnue-address unknown.	131-50, 51, 52
5-10190	Dame T. Daigneault *et al.*, adresse inconnue-address unknown.	123-600, 601, 602, 603, 604, 605, 606

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
5-10531	M.-Mr. Henri Farand, adresse inconnue-address unknown. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Henri Pharand.	129-299
6-580	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P. Q.	84-155 et ½ sud-ouest 156 — La partie du lot numéro 84-156 mesure 12.5′ de largeur par 90′ de profondeur et est bornée en front, au sud-est par la rue Leblanc; en arrière, au nord-ouest, par une ruelle, d'un côté, au nord-est par le résidu dudit lot 84-156 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot 84-155, mesure anglaise — 84-155 and ½ southwest 156 — Part of lot 84-156 measures 12.5′ in width by 90′ in depth and is bounded in front, on the southeast by Leblanc Street; in rear, on the northwest, by a lane, on one side, on the northeast, by the residue of the said lot 84-156 and on the other side on the southwest by lot 84-155, English measure.
6-718	M.-Mr. Stanislas Sochantki, 2982, Coloniale, Montréal, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Stanistlas Sochantski.	64-729, 730, 731
6-790	M.-Mr. J. B. M. Lamarre, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Albert Quintal, adresse inconnue-address unknown.	85-297
6-929	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q. — Au rôle-On roll: Dame C. David Lamarre, adresse inconnue-address unknown.	85-225, 226
6-940	M.-Mr. Victor Leclerc, 503, St-Michel, Jacques-Cartier, P.Q.	85-324
6-1113	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-353, 354
6-1166	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-476, 477
6-1191	M.-Mr. Charles C. Hershon & Mlle-Miss Hilda Kaminsky, 660, Ste-Catherine Ouest-West, Chambre-Room 1018, Montréal, P.Q.	85-500
6-1278	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-566, 567
6-1280	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-568, 569
6-1282	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-570, 571
6-1284	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-572, 573
6-1286	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-574, 575
6-1288	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-576, 577
6-1290	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-578, 579
6-1292	Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-580, 581
6-2371	M.-Mr. Michel Adolphe Sauriol, 2281, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1596
6-2807	M.-Mr. Wellie Guillaume Limoges, 60, Wolfe, Jacques-Cartier, P.Q.	86-900
6-3030	Dame H. Bertrand-Giroux, 129, Edouard-Roy, L'Assomption, P.Q.	86-518, 519
6-4081	M.-Mr. James Dick, 36, Paterson, Ottawa, Ont.	86-1309, 1310
6-4202	M.-Mr. Nils Olof Lindholum, 27, Lauder Road, Edimburgh 9, England. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Nils Olof Lundholm.	86-1133
6-4495	M.-Mr. Jacques Villeneuve, Montréal, P.Q.	132-102, 103-1
6-4994	M.-Mr. Michel Beaudin, 1393, St-Thomas, Jacques-Cartier, P.Q.	133-52, 53, 54 — A distraire du lot 133-54 la partie sud-est vendue à Michel-Adolphe Sauriol appert acte enregistré sous le numéro 117,877 — To withdraw from lot 133-54 the southeast part sold to Michel-Adolphe Sauriol according to registered deed under number 117,877.
6-4997	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2281, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-partie sud-est 54 — Mesurant ladite partie 25′ de largeur en front, et 32′.1 de largeur en arrière par 95′ de profondeur et est bornée en front par la rue St-Thomas d'un côté au nord-ouest par le résidu du lot 133-54, au nord-est par le lot numéro 133-280 et au sud-est par le lot numéro 133-279A et par partie du lot numéro 133-non-subdivisée, sans bâtisse — 133-southeast part 54 — Measuring the said part 25′ in width in front, and 32′.1 in width in rear by 95′ in depth and is bounded in front by St-Thomas Street on one side, on the northwest, by the residue of lot 133-54, on the northeast, by lot number 133-280 and on the southeast by lot number 133-279A and by part of lot number 133-unsubdivided, without structure.
6-5425	M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q.	135-274

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
6-5472	M.-Mr. Thomas McElheron, 53, 6e Avenue, Verdun, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Thomas McElhoron.	135-153, 152
6-5518	M.-Mr. Georges Guimond, 81, Boul.-Blvd Quinn, Longueuil, P.Q.	135-344
6-5759A	M.-Mr. Guy F. Dubuc, 1300, Boul.-Blvd Rainville, Montréal-Sud-South, P.Q. — Au rôle-On roll: M.-Mr. Ulric Dion, 1551, Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-248
6-5978	M.-Mr. Jean-Jacques Brézard, 2035, Dorion, Montréal, P.Q.	136-300, 301
6-6255	Dame Emma Toussignant, 735, Boul. Taschereau Blvd, Jacques-Cartier, P.Q.	137-277, 278
6-6374	M.-Mr. Sévère Biron, 219, St-Jean, Longueuil, P.Q.	136-105, 106

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la cité de Jacques-Cartier et à tous servitudes actives ou passive, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission Municipale de Québec.

Donné à Jacques-Cartier, ce 19ème jour de septembre 1957.

L'Officier en charge de la vente,

45927-39-2-o G.-E. DION.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if any subject to all the acquired rights of the city of Jacques-Cartier and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immoveables shall be payable immediately.

The sale moreover, shall be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Jacques-Cartier, this 19th day of September 1957.

G.-E. DION,

45927-39-2 Officer in charge of sale.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, Rimouski, N° 19,652. TRADERS FINANCE CORP. LTD. Rimouski, district de Rimouski, requérant contre XAVIER TANGUAY, (fils de Ernest), Pointe Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, intimé.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

Un terrain de forme irrégulière, sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des Monts, avec une maison dessus construites circonstances et dépendances, ce terrain désigné comme étant le lot 14-A-5 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap-Chat, borné comme suit au nord-ouest et au nord-est par le lot 14-A-4, au sud-est par le Boulevard Perron et au sud-ouest par le lot 14-C-2 de Georges Brisebois.

Un terrain de forme irrégulière, sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des Monts, mesurant 284.5 pieds au nord-ouest 110.3 pieds au nord-est, 86 pieds et 176 pieds au sud-est, 173.4 pieds au sud-est et 60 pieds au sud-ouest, contenant en superficie 21,589 pieds carrés, désigné comme étant le lot 14-A-4 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap-Chat, est borné comme suit:

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, Rimouski, No. 19,652. TRADERS FINANCE CORP. LTD. Rimouski, district of Rimouski, petitioner, against XAVIER TANGUAY, (son of Ernest), Pointe Ste. Anne des Monts, district of Gaspé, respondent.

Properties for sale is the following:

A lot of land of irregular form, situated and located in the first range of the parish of Ste. Anne des Monts, with a house thereon erected, circumstances and dependencies, this land designated as being lot 14-A-5 on the official plan and in the book of reference for the township of Cap Chat, bounded as follos: on the northwest and on the northeast by lot 14-A-4, on the southeast by Perron Boulevard and on the southwest by lot 14-C-2 of Georges Brisebois.

A lot of land of irregular form situated and located in the first range of the parish of Ste. Anne des Monts, measuring 284.5 feet on the northwest, 110.3 feet on the northeast, 86 feet and 176 feet on the southeast, 173.4 feet on the southeast, and 60 feet on the southwest, containing in area 21,589 square feet, designated as being lot 14-A-4 on the official plan and book of reference for the township of Cap-Chat, is

au nord-ouest par le Golfe St-Laurent, au nord-est par le lot 14-A-3 de Georges Henri Gagnon, au sud-est partie par le Boulevard Perron et partie par le lot 14-A-5 de Mme Xavier Tanguay et au sud-ouest par le lot 14-A-5 de Mme Xavier Tanguay et partie par le lot 14-C-1 de Maurice Lepage, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, MARDI, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Palais de Justice, J. F. MEAGHER.
Percé, le 30 août 1957. 45746-36-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 31,238. ANTHYME PERRY, Ste Anne des Monts requérant, contre EDMOND THERRIEN, Saint-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé, intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

"Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et impenses sur le lot numéro trente-deux (32) au cadastre officiel du rang cinq (5) canton Tourelle, avec bâtisses, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint Joachim de Tourelle MARDI le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., le 29 août 1957. 45745-36-2-o

bounded as follows: on the northwest by the Gulf of St. Lawrence, on the northeast, by lot 14-A-3 of Georges Henri Gagnon, on the southeast, partly by Perron Boulevard, and partly by lot 14-A-5 of Mrs. Xavier Tanguay and on the southwest, partly by lot 14-A-5 of Mrs. Xavier Tanguay and partly by lot 14-C-1 of Maurice Lepage, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste. Anne des Monts, TUESDAY, OCTOBER EIGHTH, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Court House, Sheriff.
Percé, August 30, 1957. 45746-36-2

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 31,238. ANTHYME PERRY, Ste. Anne des Monts petitioner, against EDMOND THERRIEN, Saint-Joachim de Tourelle, county of Gaspé, respondent.

The property for sale is the following:

"Pre-emption rights, land clearing, improvements and upkeep on lot number thirty-two (32) on the official cadaster of range five (5) township Tourelle, with buildings circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Saint Joachim of Tourelle, TUESDAY, the EIGHTH day of OCTOBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q. August 29, 1957. 45745-36-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 402501. HECTOR LAVALLÉE, comptable de Ville Mont-Royal, district de Montréal, ROMAIN BÉDARD,, comptable, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, ROGER LYONNAIS, comptable, des cité et district de Montréal, ROGER MESSIER, comptable des cité et district de Montréal, LYONEL GASCON, comptable, des cité et district de Montréal, JACQUES DESMARAIS, des cité et district de Montréal, PAUL NOISEUX, comptable de la cité de St-Lambert, district de Montréal, RENÉ SÉNÉCAL, comptable, de Roxboro, district de Montréal, MAURICE ST-LOUIS, comptable de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, DAVID J. CROKETT, comptable, de Sherbrooke, district de St-François, et ÉMILE FORTIN, comptable des cité et district de Montréal, pratiquant ensemble comme comptables agréés sous les nom et raison sociale de Lavallée, Bédard, Lyonnais, Messier, Gascon, demandeurs vs J. LUCIEN ROY, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue St-Thomas, en la cité de Longueuil, et composé:

a) Des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent cinquante et un et cinq cent cinquante-deux de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quarante-huit (348-551 & 552) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, moins la partie desdits lots, d'environ 520 pieds carrés, qui appartient à la Compagnie de Chemin de Fer de la Rive Sud;

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit : No. 402501. HECTOR LAVALLÉE, accountant of the town of Mount Royal, district of Montreal, ROMAIN BÉDARD, accountant, of the town of Mount Royal, district of Montreal, ROGER LYONNAIS, accountant, of the city and district of Montreal, ROGER MESSIER, accountant of the city and district of Montreal, LYONEL GASCON, accountant, of the city and district of Montreal, JACQUES DESMARAIS, of the city and district of Montreal, PAUL NOISEUX, accountant, of the city of St. Lambert, district of Montreal, RENÉ SÉNÉCAL, accountant of Roxboro, district of Montreal, MAURICE ST-LOUIS, accountant of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, DAVID J. CROKETT, accountant, of Sherbrooke, district of St. Francis, and ÉMILE FORTIN, accountant of the city and district of Montreal, practising together as Chartered accountants under the name and style of Lavallée, Bédard, Lyonnais, Messier, Gascon, plaintiffs vs J. LUCIEN ROY, defendant.

"An emplacement fronting on St. Thomas Street, in the city of Longueuil, and composed of:

a) Lots of lands known and designated under numbers five hundred and fifty-one and five hundred and fifty-two of the subdivision of original lot number three hundred and forty-eight (348-551 & 552) of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, save that part of said lots, some 520 square feet, which belongs to the South Shore Railway Company;

b) D'une lisière de terrain faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros six cent quatre-vingt-douze et six cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quarante-huit (Ptie 348-692 & 693) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, mesurant quatre pieds neuf pouces dans la ligne sud-est et neuf pieds neuf pouces dans la ligne nord-ouest sur toute la profondeur qu'il y a entre de chemin de fer C.N.R. et la ligne sud-est du lot No. 348-550 dudit cadastre, et bornée au sud-est par le chemin de fer C.N.R. au sud-ouest par une autre partie desdits lots Nos. 348-692 & 693, au nord-est par le lot No. 348-552, et vers le nord-ouest par partie du lot N° 348-556 dudit cadastre.

Aves les bâtisses y érigées."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St. Antoine de Longueuil, le TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 23 septembre 1957. 45931-39-2-o

b) A strip of land forming part of lots of land known and designated under numbers six hundred and ninety-tow and six hundred and ninety-three of the subdivision of original lot number three hundred and forty-eight (P. 348-692 & 693) of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, measuring four feet and nine inches along the southeasterly line and nine feet nine inches along the northwesterly line along the whole depth that exists between the C.N.R. Railroad and the southeasterly line of lot No. 348-550 of said cadastre, and bounded southeasterly by the C.N.R. Railroad, southwesterly by another part of said lots Nos. 348-692 & 693, northeasterly by lot No. 348-552, and northwesterly by part of lot No. 348-556 of said cadastre.

With buildings erected there on."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of St. Antoine de Longueuil, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER 1957, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 23, 1957. 45931-39-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 87,920. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, contre GASTON PAQUET, de Joly, comté de Lotbinière, P. Q.

La partie du lot primitif numéro six (N° 6) située au nord-ouest du chemin de fer Intercolonial et la partie du même lot primitif numéro six (N° 6) située au sud-est du chemin de fer Intercolonial, toutes les deux dans le quatrième rang de la Seigneurie de Lotbinière, contenant respectivement vingt-sept arpents et cinquante-six arpents, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de St-Édouard, comme étant la subdivision numéro cent soixante-deux (N° 162) du lot originaire trois cent quatre-vingt-huit (388) bornés comme suit: au nord-ouest par le cinquième rang, au sud-est par le troisième rang, au nord-est par le lot N° 388-163 et au sud-ouest par le lot N° 388-161, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Édouard de Lotbinière, comté de Lotbinière, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 30 août 1957. 45748-36-2-o
[Première insertion: 7 septembre 1957.]
[Deuxième insertion: 28 septembre 1957.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,920. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, against GASTON PAQUET, of Joly, county of Lotbinière, P. Q.

The primitive part of lot number six (No. 6) situated on the northwest of the Intercolonial railway and part of the same primitive lot number six (No. 6) situated on the southeast of the Intercolonial Railway, both in the fourth range of the Signiory of Lotbinière, containing respectively twenty-seven arpents and fifty-six arpents, knwon and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of St. Édouard, as being subdivision number one hundred and sixty-two (No. 162) of the original lot three hundred and eighty-eight (388) bounded as follows: on the northwest by the fifth range, on the southeast, by the third range, on the northeast by lot No. 388-163 and on the southwest by lot No. 388-161, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Édouard de Lotbinière, county of Lotbinière, on the ELEVENTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, August 30, 1957. 45748-36-2
[First insertion: September 7, 1957.]
[Second insertion: September 28, 1957.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 32,266. ANDRÉ ALBERT GAGNÉ, marchand de St-Charles Garnier, district de Rimouski, demandeur vs DOMINIQUE D'AUTEUIL, de St-Charles Garnier, district de Rimouski, défendeur.

Prenez avis que la vente de l'immeuble du défendeur dans la présente cause qui devait avoir lieu le DIX-HUITIÈME jour de SEP-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 32,266. ANDRÉ ALBERT GAGNÉ, merchant of St. Charles Garnier, district of Rimouski, plaintiff vs DOMINIQUE D'AUTEUIL, of St. Charles Garnier, district of Rimouski, defendant.

Take notice that the sale of the defendant's immoveable in this case which was to have taken place the EIGHTEENTH day of

TEMBRE, 1957 à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Charles Garnier, aura lieu le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE, 1957 à DEUX heures de l'après-midi à la porte de ladite église.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 23 septembre 1957. 45932-39-2-o

SEPTEMBER 1957 at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the church of the parish of St. Charles Garnier, shall take place the FIFTEENTH day of OCTOBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon at the door of the said church.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, September 23, 1957. 45932-39-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 19,165. QUAKER OATS CO. OF CANADA LTD., corps politique ayant son bureau principal en la ville de Montréal, demanderesse vs RENÉ LAMBERT, d'Albanel, comté de Roberval, défendeur.

"Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-sept-B, (N° 27-B) du cinquième rang du cadastre officiel du canton Albanel, avec bâtisses dessus construites, sauf servitude en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Albanel, comté de Roberval, le DIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval, le 3 septembre, 1957.
[Première insertion: samedi le 7 septembre 1957.]
45752-36-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 19,165. QUAKER OATS CO. OF CANADA LTD., body politic having its head office in the city of Montreal, plaintiff vs RENÉ LAMBERT, of Albanel, county of Roberval, defendant.

"Lot of land known and designated as number twenty-seven-B, (No. 27-B) range five of the official cadastre of the township of Albanel, with buildings erected thereon, save a servitude in favour of the Saguenay Power Company".

To be sold at the door of the church of the parish of Albanel, county of Roberval, the TENTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval, September 3, 1957.
[First insertion: Saturday, September 7, 1957.]
45752-36-2

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 20,014. SAGUENAY WOOD PULP CO. LTD., corporation ayant son établissement à St-Félicien, demanderesse vs DAME YVONNE LAVOIE BRASSARD, épouse contractuellement séparée de biens de Donat Brassard et domicilié à Montréal, défenderesse.

"Un terrain-emplacement situé dans la ville de St-Félicien, connu et désigné comme étant le numéro quarante-quatre (N° 44) des plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision cadastrale du lot numéro quarante-sept-A (N° 47-A-44) du troisième rang, du cadastre officiel du canton Ashuapmouchouan".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Félicien, comté de Roberval, le DIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval, le 3 septembre, 1957.
[Première insertion: samedi le 7 septembre 1957.]
45753-36-2-o

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 20,014. SAGUENAY WOOD PULP CO. LTD., corporation having its business at St. Félicien, plaintiff vs DAME YVONNE LAVOIE BRASSARD, wife contractually separate as to property of Donat Brassard and residing at Montreal, defendant.

"A land emplacement situated in the town of St. Félicien, known and designated as being number forty-four (No. 44) of the official plan and book of reference of a cadastral subdivision of lot forty-seven-A (No. 47-A-44) range three, of the official cadastre of the township of Ashuapmouchouan".

To be sold at the door of the church of the parish of St. Félicien, county of Roberval, the TENTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval, September 3, 1957.
[First insertion: Saturday, September 7, 1957.]
45753-36-2

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 9731. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé,

ayant une place d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs CONRAD LAFERRIÈRE, cultivateur, de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, défendeur;

Saisis comme appartenant au défendeur:

1) Une terre située au cinquième rang du cadastre de Sainte-Rosalie, de deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent quarante-neuf (No 349) du cadastre de Sainte-Rosalie; bornée en front par le chemin public entre les quatrième et cinquième rangs; en profondeur par le cordon des terres du sixième rang; d'un côté par Alphonse Lussier, et de l'autre par Alcide Gosselin;

2) Un terrain situé sur le quatrième rang de la paroisse de Sainte-Rosalie, de trois arpents de largeur sur une profondeur moyenne de treize arpents, ou la distance qu'il y a entre le terrain du C.N.R. et le chemin du cinquième rang; ledit terrain faisant partie du lot numéro deux cent trente-huit (P. 238) du cadastre de Sainte-Rosalie, est borné comme suit: vers le nord par ledit chemin de fer; vers le nord-est par Ovila Roireau, au sud-ouest par Laurent Vertefeuille, et au sud-est par le chemin du cinquième rang;

3) Un terrain situé au cinquième rang de la paroisse de Sainte-Rosalie, désigné comme étant les lots numéros trois cent quarante-sept et trois cent quarante-huit (Nos 347 & 348) du cadastre de Sainte-Rosalie; mesurant un arpent de largeur sur trente arpents de profondeur; et un autre terrain situé au même lieu, contigu au terrain ci-dessus désigné, étant la partie sud-ouest du lot numéro trois cent quarante-six (P. 346) du cadastre de Sainte-Rosalie, mesurant, la partie qui se trouve entre le chemin du cinquième rang et le terrain du C.N.R., quatre arpents et trois quarts de largeur, et la partie qui se trouve entre le terrain du C.N.R. et le cordon des terres de Saint-Dominique, un arpent et demi de largeur sur toute la profondeur, soit trente arpents; ledit terrain limité au front, vers le nord-ouest, par le chemin du cinquième rang; à la profondeur, vers le sud-est, par le cordon des terres de Saint-Dominique, du côté nord-est par les lots 347 et 348, et du côté sud-ouest par le résidu du lot 346 appartenant à P. Cadorette.

Le tout avec immeubles érigés sur les lots ci-dessus mentionnés.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Rosalie, comté de Bagot, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe, le 24 août 1957. 45708-35-2-o

SAINT HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 9731. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate,

having a place of business in the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs CONRAD LAFERRIÈRE, farmer, of Sainte Rosalie, district of Saint Hyacinthe, defendant;

Seized as belonging to the defendant:

1) A farm situated in the fifth range of the cadaster of Sainte Rosalie, of two arpents in width by thirty arpents in depth, known and designated as being lot number three hundred and forty-nine (No. 349) of the cadaster of Sainte-Rosalie; bounded in front, by the public highway between the fourth and fifth ranges; in depth, by the "cordon" of farms of the sixth range; on one side, by Alphonse Lussier, and on the other, by Alcide Gosselin;

2) A lot of land situated on the fourth range of the parish of Sainte Rosalie, three arpents in width by a medium depth of thirteen arpents, or the distance there is between the land of the C.N.R. and the road of the fifth range; the said lot forming part of lot number two hundred and thirty-eight (Pt. 238) of the cadaster of Sainte-Rosalie, is bounded as follows: on the north, by the said railway; on the northeast, by Ovila Roireau, on the southwest, by Laurent Vertefeuille, and on the southeast, by the road of the fifth range;

3) A lot of land in the fifth range of the parish of Sainte Rosalie, designated as being lots numbers three hundred and forty-seven and three hundred and forty-eight (Nos. 347 & 348) of the cadaster of Sainte Rosalie; measuring one arpent in width by thirty arpents in depth; and another lot of land situated in the same place, contiguous to the lot of land hereinabove designated, being the southwest part of lot number three hundred and forty-six (Pt. 346) of the cadaster of Sainte-Rosalie, measuring, that part which is to be found between the road of the fifth range and the lot of land of the C.N.R., four arpents and three-quarters in width, and that part which is to be found between the land of the C.N.R. and the "cordon" of farms of Saint Dominique, one arpent and one-half in width along the whole depth, that is thirty arpents; the said lot of land limited in front, on the northwest, by the road of the fifth range; in depth, on the southeast, by the "cordon" of farms of Saint Dominique, on the northeast side by lots 347 and 348, and on the southwest side, by the residue of lot 346 belonging to P. Cadorette.

The whole with immoveables erected on the lots above mentioned.

To be sold at the parochial church door of Sainte Rosalie, county of Bagot, on the SECOND day of OCTOBER, 1957, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, August 24, 1957. 45708-35-2

TÉMISCAMINGUE

Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour de Magistrat, N° 5604. { J. OVILA SABOURIN, garagiste de Laverlochère, district de Témiscamingue,

demandeur vs GÉRARD PICHETTE, journalier de Laforce dans le district susdit, défendeur.

TEMISCAMINGUE

Canada — Province of Quebec
District of Témiscamingue

Magistrate's Court, No. 5604. { J. OVILA SABOURIN, garage-keeper, of Laverlochère, District of Témiscamingue,

plaintif vs GÉRARD PICHETTE, journeyman, of Laforce, in the District mentioned above, Defendant.

"Les droits qu'il a sur le lot de terre connu et désigné aux Plan et Livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Devlin, comme étant le numéro 12 dans le rang six dudit canton Devlin avec les bâtisses dessus érigées appartenance et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église St-Charles Borromée, paroisse de Laforce, MERCREDI, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie, 17 septembre 1957. 45933-39-2-o
[Première insertion: samedi le 28 septembre 1957]

"The rights he has on a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Devlin, as being number 12 in range six of said township of Devlin with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St-Charles Borromée, parish of Laforce, WEDNESDAY the THIRTIETH day of OCTOBER 1957 at ONE o'clock in the afternoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie, September 17, 1957. 45933-39-2
[First insertion: Saturday, September, 28 1957]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, N° 18671. { NIAGARA FINANCE COMPANY LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal et une succursale à Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse vs JOSEPH ALBERT TOUTANT, de la paroisse de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défendeur.

"Deux parties du lot N° 545 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, mesurant cent soixante pieds (160'0) de largeur en front par une profondeur de six acres (6) plus ou moins, bornées comme suit: en front par le Boulevard Labelle; à l'est en arrière vers l'ouest par M. Lavallée d'un côté, vers le nord par M. Boileau et de l'autre côté vers le sud par M. Gagnon, avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro 271 Boulevard Labelle."

Pour être vendu à la porte de l'égl se Notre-Dame de l'Assomption, paroisse Ste-Thérèse, MARDI le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.
Daté à St-Jérôme, ce 28 août 1957.
45751-36-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, No. 18671. { NIAGARA FINANCE COMPANY LIMITED, corporation legally incorporated having its head office at Montreal and a branch at Saint-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, vs JOSEPH ALBERT TOUTANT, of the parish of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, defendant.

"Two parts of lot No. 545 of the Official plan and book of reference of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, measuring one hundred sixty feet (160'0) in width in front by a depth of six acres (6) more or less, bounded as follows; in front by Labelle Boulevard; to the east in the rear towards the west to Mr Lavallée on one side, towards the north by Mr Boileau and on the other side towards the south by Mr Gagnon with building thereon erected bearing number 271 Labelle Boulevard."

To be sold at the church door of Notre-Dame de l'Assomption, parish of Ste-Thérèse, TUESDAY, the EIGHT day of OCTOBER, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.
Dated at St. Jérôme, August 28, 1957.
45751-36-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 39

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Reisler vs Caron 3355

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

943 — Concernant The Investment Dealers' Association et The Bell Telephone Company of Canada..... 3349
954 — Concernant l'impôt sur les corporations..... 3350
961-A — Imprimerie, Ile de Montréal.. 3351
961-B — Coiffeurs pour dames, Ile de Montréal..... 3350
961-C — Camionnage, région de Québec 3352
961-D — Construction, Province (Sauf région de Montréal)..... 3354

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3333

AVIS DIVERS:

Baie Ungava Prospecteurs Limitée (Directeurs)..... 3369

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Reisler vs Caron 3355

ORDERS IN COUNCIL:

943 — Concerning The Investment Dealers' Association and The Bell Telephone Company of Canada.... 3349
954 — Concerning the tax on corporations..... 3350
961-A — Printing, Island of Montreal. 3351
961-B — Ladies' hairdressers, Island of Montreal..... 3350
961-C — Cartage, region of Quebec.... 3352
961-D — Construction, Province (Except region of Montreal)..... 3354

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3333

MISCELLANEOUS NOTICES:

Baie Ungava Prospecteurs Limitée (Directors)..... 3369

Bagotville, ville (Tirage d'obligations). 3373
Baker Development Corporation Ltd (Directeurs) 3373
Central Investment Corporation (Directeurs) 3372
Cogan Wire & Metal Products Limited (Directeurs) 3373
Coopérative de Publication de Portneuf (Fondation) 3374
Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu (Limitée) (Directeurs) 3371
La Caisse Populaire de St-Léonard-de-Port-Maurice (Fondation) 3374
Lafontaine Securities Ltd. (Directeurs). 3371
La Laiterie de Jonquière Limitée (Directeurs) 3370
Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois de la Gaspésie (Formation) 3370
Motel Fontaine Bleue, Inc. (Directeurs) 3371
Notre Maison Compagnie Ltée (Dist. de l'actif) 3371
St. Andrew's Presbyterian Homes Inc. (Règlements) 3369
St-Jean River Fishing Club (Règlement) 3369
T. Connors Diamond Drilling Company Limited (Nouvel agent) 3370
The California Standard Company Limited (Directeurs) 3372
Young-At-Heart Inc. (Directeurs) 3372

Bagotville, town (Drawing of bonds) 3373
Baker Development Corporation Ltd (Directors) 3373
Central Investment Corporation (Directors) 3372
Cogan Wire & Metal Products Limited (Directors) 3373
Coopérative de Publication de Portneuf (Foundation) 3374
Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu (Limitée) (Directors) 3371
La Caisse Populaire de St-Léonard-de-Port-Maurice (Foundation) 3374
Lafontaine Securities Ltd. (Directors) 3371
La Laiterie de Jonquière Limitée (Directors) 3370
Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois de la Gaspésie (Formation) 3370
Motel Fontaine Bleue, Inc. (Directors). 3371
Notre Maison Compagnie Ltée (Dist. of assets) 3371
St. Andrew's Presbyterian Homes Inc. (By-laws) 3369
St-Jean River Fishing Club (By-law) 3369
T. Connors Diamond Drilling Company Limited (New agent) 3370
The California Standard Company Limited (Directors) 3372
Youn-At-Heart Inc. (Directors) 3372

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3343

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 3343

CHARTES — ABANDON DE:

Gagnon Frères Meubles (Chicoutimi) Limitée 3374
Holly Security Company 3374
Tempo Construction, Limited 3374

CHARTERS — SURRENDER OF:

Gagnon Frères Meubles (Chicoutimi) Limitée 3374
Holly Security Company 3374
Tempo Construction, Limited 3374

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

Converted Rice, Inc. 3375
Hampshire Nickel Mines Limited 3375

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Converted Rice, Inc. 3375
Hampshire Nickel Mines Limited 3375

COMPAGNIES DISSOUTES:

Ascot Grain & Feed Ltd. 3375
Beaver Paper Cup Co. Ltd. 3376
Belle Apartment Inc. 3376
Club Social des Travailleurs Inc. 3376
Fleury Investment Corporation 3376
Lakeshore Golf & Country Club Inc. 3377
Mont Gabriel Resort Limited. 3377
Roger Baron Limitée — Roger Baron Limited 3377
The Antilles Trading Company Limited 3377
The St. Catherine-Stanley Realty Corporation 3375

COMPANIES DISSOLVED:

Ascot Grain & Feed Ltd. 3375
Beaver Paper Cup Co. Ltd. 3376
Belle Apartment Inc. 3376
Club Social des Travailleurs Inc. 3376
Fleury Investment Corporation 3376
Lakeshore Golf & Country Club Inc. 3377
Mont Gabriel Resort Limited. 3377
Roger Baron Limitée — Roger Baron Limited 3377
The Antilles Trading Company Limited 3377
The St. Catherine-Stanley Realty Corporation 3375

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association Nationale de Bénéfices Mutuels 3343
Caisse Nationale d'Économie 3347
Collège de Jonquière 3345
Community Holy Association of United Congregation 3344
Dumenco, Simon 3345
École Vincent d'Indy 3347
Hummell, Henry James 3346
Huntingdon, ville 3345
La Malbaie, munic. village 3347
Les Pères Capucins de Québec 3349
Longueuil, comm. d'écoles protestantes. 3349

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

National Mutual Benefit Association. 3343
Caisse Nationale d'Économie 3347
Collège de Jonquière 3345
Community Holy Association of United Congregation 3344
Dumenco, Simon 3345
École Vincent d'Indy 3347
Hummell, Henry James 3346
Huntingdon, town 3345
La Malbaie, munic. village 3347
Les Pères Capucins de Québec 3349
Longueuil. comm. scolaires protestantes 3349

L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances 3345
Nicolet, comm. scolaire, ville 3346
Société Gazifère de Hull Incorporée 3346
St-Elzéar, ville 3348
St-Michel-des-Saints, comm. d'écoles... 3349
St-Raymond, ville *et al* 3346

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie laitière:

Ordonnance N° 9-57 (Hull) 3378
Ordonnance N° 15-57 (St-Jérôme) 3379
Ordonnance N° 16-57 (Joliette) 3382
Ordonnance N° 61-57 (L'Assomption).. 3380

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Mont-Joli (village) 3384
Ste-Brigitte-des-Saults 3384

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company.. 3406

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ascot, canton 3385
Laprairie, village 3385
Lauzon, village 3385
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse 3385
St-Hubert, parish 3386

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Automobile de Rimouski (Prélèvement) 3387
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les comtés d'Argenteuil *et al* (Modification) 3386
Chaussure (Prélèvement) 3389
Confection pour dames, Province (Modification) 3393
Construction, district de Hull, section "A" (Approbation) 3386
Construction, district de Hull, section "B" (Prélèvement) 3392
Construction, district de Hull, section "D" (Prélèvement) 3390
Verre, région de Québec (Modification). 3387

DÉPUTÉS ÉLUS:

Divers 3404

EXAMEN DU BARREAU:

Trois-Rivières: pratique 3405

LETTRES PATENTES:

Arlequin-Aux Deux Masques, Inc..... 3334
Drummondville Realties Ltd..... 3335
Franco-Italia Textiles Ltd..... 3335
Gentilly Rendering Inc..... 3335
Glickwin Ltd..... 3336
Heron Enterprises Ltd..... 3336
H. Wallis Inc..... 3336
Imperial Metal & Waste Co. Ltd..... 3337
Les Loisirs St-Gérard Inc..... 3337
Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Theatre.. 3337

L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances 3345
Nicolet, school comm., town 3346
Société Gazifère de Hull Incorporée 3346
St-Elzéar, town 3348
St-Michel-des-Saints, school comm..... 3349
St-Raymond, town *et al* 3346

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order No. 9-57 (Hull) 3378
Order No. 15-57 (St-Jérôme) 3379
Order No. 16-57 (Joliette) 3382
Order No. 61-57 (L'Assomption) 3380

EDUCATION:
School Municipality of:

Mont-Joli (village) 3384
Ste-Brigitte-des-Saults 3384

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company.. 3406

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Ascot, township 3385
Laprairie, village 3385
Lauzon, village 3385
St-Antoine-de-Longueuil, parish..... 3385
St-Hubert, parish 3386

LABOUR:
Industry or Trades of:

Automobile of Rimouski (Levy)..... 3387
Barbers and hairdressers in the counties of Argenteuil *et al* (Amendment).... 3386
Shoe (Levy) 3389
Ladies claoak and suit, Province (Amendment) 3393
Construction, district of Hull, section "A" (Approval) 3386
Construction, district of Hull, section "B" (Levy) 3392
Construction, district of Hull, section "D" (Levy) 3390
Glass, region of Quebec (Amendment).. 3387

MEMBERS ELECTED:

Miscellaneous 3404

BAR EXAMINATION:

Trois-Rivières: practice 3405

LETTERS PATENT:

Arlequin-Aux Deux Masques, Inc..... 3334
Drummondville Realties Ltd..... 3335
Franco-Italia Textiles Ltd..... 3335
Gentilly Rendering Inc..... 3335
Glickwin Ltd..... 3336
Heron Enterprises Ltd..... 3336
H. Wallis Inc..... 3336
Imperial Metal & Waste Co. Ltd..... 3337
Les Loisirs St-Gérard Inc..... 3337
Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Theatre.. 3337

L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co. 3338
Noranda Transport Ltd. 3338
Price Agencies Ltd. 3339
Robal Inc. 3339
Rollmaster Screen Corporation 3339
Shooner & Cie Ltée 3340
Systcoms Inc. 3340
Tru-Grip Tire Repair Co. Ltd. 3340
Vaugeois & Fils Automobile Ltée 3341
Yves Germain Inc. 3341

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Baby Bear Shoe Company Limited 3342
Canada Envelope Company 3342
Gardash Development Corp. 3342
Hôpital Notre-Dame du Perpétuel Secours 3342
Joint Investment Corporation 3343
Matériel D'Imprimerie, Limitée — Printing Material, Limited 3343

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur de la revision du cadastre d'une partie du canton de Halifax 3407
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 3406

SIÈGES SOCIAUX:

Able Skiver Farm Corp. 3408
A. N. Bail Compagnie Limitée — A. N. Bail Company Limited 3408
St. Paul Investments Ltd. 3408
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada 3408

SOUMISSIONS:

Alma, comm. scolaire 3356
Luceville, comm. scolaire 3368
Plessisville, comm. scolaire 3361
Roxboro, ville (Corrections) 3365
St-Alphonse-de-Thetford, comm. scolaire 3357
St-Damien-de-Buckland, comm. scolaire 3358
Ste-Rose, ville 3362
Ste-Thérèse, comm. scolaire, paroisse 3366
St-Valère-de-Bulstrode, comm. scolaire. 3363
Shawinigan Falls, cité 3359
Villeneuve, ville 3365

VENTE, LOI DE FAILLITE:

St-Laurent, Jean-Baptiste 3408

VENTES POUR TAXES:

Jacques-Cartier, cité 3410
Saint-Elzéar, ville 3409

VENTES PAR SHÉRIFS:

GASPÉ:

Perry vs Therrien 3426
Traders Finance Corp. Ltd. vs Tanguay 3425

MONTRÉAL:

Lavallée *et al* vs Roy 3426

QUÉBEC:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Paquet 3427

L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co. 3338
Noranda Transport Ltd. 3338
Price Agencies Ltd. 3339
Robal Inc. 3339
Rollmaster Screen Corporation 3339
Shooner & Cie Ltée 3340
Systcoms Inc. 3340
Tru-Grip Tire Repair Co. Ltd. 3340
Vaugeois & Fils Automobile Ltée 3341
Yves Germain Inc. 3341

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Baby Bear Shoe Company Limited 3342
Canada Envelope Company 3342
Gardash Development Corp. 3342
Hôpital Notre-Dame du Perpétuel Secours 3342
Joint Investment Corporation 3343
Matériel D'Imprimerie, Limitée — Printing Material, Limited 3343

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastral revision of a part of the township of Halifax 3407
Convocation of the Legislature for the dispatch of business 3406

HEAD OFFICES:

Able Skiver Farm Corp. 3408
A. N. Bail Compagnie Limitée — A. N. Bail Company Limited 3408
St. Paul Investments Ltd. 3408
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada 3408

TENDETS:

Alma, school comm. 3356
Luceville, school comm. 3368
Plessisville, school comm. 3361
Roxboro, town (Corrections) 3365
St-Alphonse-de-Thetford, school comm. 3357
St-Damien-de-Buckland, school comm. 3358
Ste-Rose, town 3362
Ste-Thérèse, school comm., parish 3366
St-Valère-de-Bulstrode, school comm. 3363
Shawinigan Falls, city 3359
Villeneuve, town 3365

SALE, BANKRUPTCY ACT:

St-Laurent, Jean-Baptiste 3408

SALES FOR TAXES:

Jacques-Cartier, city 3410
Saint-Elzéar, town 3409

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

Perry vs Therrien 3426
Traders Finance Corp. Ltd. vs Tanguay 3425

MONTREAL:

Lavallée *et al* vs Roy 3426

QUEBEC:

Quebec Farm Credit Bureau vs Paquet 3427

RIMOUSKI:

Gagné vs D'Auteuil..... 3427

ROBERVAL:

Quaker Oats Co. of Canada Ltd vs Lambert..... 3428

Saguenay Wood Pulp Co. Ltd. vs Brassard..... 3428

SAINT-HYACINTHE:

Banque Provinciale du Canada vs Laferrière..... 3429

TÉMISCAMINGUE:

Sabourin vs Pichette..... 3429

TERREBONNE:

Niagara Finance Co. Ltd. vs Toutant.. 3430

45885-o

RIMOUSKI:

Gagné vs D'Auteuil..... 3427

ROBERVAL:

Quaker Oats Co. of Canada Ltd vs Lambert..... 3428

Saguenay Wood Pulp Co. Ltd. vs Brassard..... 3428

SAINT HYACINTHE:

Provincial Bank of Canada vs Laferrière..... 3429

TÉMISCAMINGUE:

Sabourin vs Pichette..... 3429

TERREBONNE:

Niagara Finance Co. Ltd. vs Toutant.. 3430

45885-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.